

Menika, Olga, Ida et les autres... des étrangères dans la Résistance.

« Cette distinction, monsieur le Président, je l'accepte au nom de toutes les femmes résistantes oubliées, celles dont on n'a jamais parlé, celles qui n'ont rien eu. » Cécile Rol-Tanguy¹ lors de la remise de sa Grand Croix de la Légion d'honneur.

Introduction

Chaque année, une délégation d'Arcueillais et d'Arcueillaises se rend au cimetière d'Ivry pour l'hommage aux vingt-trois du groupe Manouchian², membres de la MOI (Main d'œuvre immigrée), dont vingt-deux furent fusillés au Mont-Valérien le 21 février 1944. Or, à l'occasion d'une recherche sur les lieux où avaient habité les victimes arcueillaises du nazisme, nous avons découvert qu'une jeune femme, Menika Chilischi, qui avait habité 43 avenue Richaud à Arcueil, avait fait partie elle-aussi de la MOI. Arrêtée le 17 novembre 1943 à son domicile arcueillais par des policiers des brigades spéciales, mise dans les mains des autorités allemandes par la police française, elle fut transférée à Drancy, d'où elle partit pour le camp d'extermination d'Auschwitz par le convoi n°67 du 3 février 1944. Elle n'en revint pas. Juive roumaine communiste, Menika Chilischi était née le 9 novembre 1915 à Kichinev (Bessarabie) comme Ida Kiro née le 12 décembre 1899 et Olga Bancic née le 10 mai 1912 dans cette même ville. La seule de ces résistantes étrangères dont le nom est encore connu est Olga Bancic. Elle était entrée aux FTP-MOI où elle assumait des missions de fabrication et de transport d'armes et d'explosifs. Olga Bancic fut arrêtée le 16 novembre 1943 lors de la traque des brigades spéciales contre les membres de cette organisation. Vingt-trois d'entre eux furent traduits en cours martiale et condamnés à mort ; ils faisaient partie du groupe de Missak Manouchian. Dix des vingt-trois figuraient sur une affiche destinée à faire peur aux passants, « l'Affiche Rouge ». Les vingt-deux hommes seront fusillés au Mont-Valérien. La femme, Olga Bancic, sera déportée en Allemagne et décapitée à la hache le 10 mai 1944 à Stuttgart. C'était le jour de son 32^e anniversaire.



Menika Chilischi. © Famille Stambul

-
- 1 Cécile Rol-Tanguy, née Le Bihan le 10 avril 1919 à Royan et morte le 8 mai 2020 à Monteaux, est une résistante française. Elle participe en tant qu'agente de liaison à l'insurrection parisienne d'août 1944. Cécile Rol-Tanguy est la fille du syndicaliste François Le Bihan (1893-1942), ouvrier électricien, membre de la SFIO, optant pour le Parti communiste après le congrès de Tours, déporté à Auschwitz dans le convoi des 45 000, et de Germaine Jaganet. Militante à l'Union des jeunes filles de France, elle participe au Comité d'aide à l'Espagne républicaine. Elle devient la marraine de guerre d'Henri Tanguy (connu sous le nom de Rol-Tanguy), engagé dans les Brigades internationales et qu'elle épouse le 19 avril 1939. Le 19 août 1944, elle rédige, sous la dictée d'Henri Tanguy, l'appel à l'insurrection des Parisiens : « Aux patriotes aptes à porter des armes. (...) La France vous appelle ! Aux armes, citoyens ! ». Le 26 août, elle assiste au défilé du général de Gaulle sur les Champs-Élysées. Elle a été faite grand officier de la Légion d'honneur en 2013.
- 2 Missak Manouchian, dit « Georges », né le 1^{er} septembre 1906 à Adiaman dans l'Empire ottoman, mort fusillé à trente-sept ans au fort du Mont-Valérien le 21 février 1944, est un poète arménien et immigré résistant. Rescapé du génocide arménien et formé au métier de menuisier, il se réfugie en 1925 en France. Ouvrier tourneur autodidacte, il s'engage à la suite de la crise du 6 février 1934 dans le militantisme antifasciste qu'anime le mouvement communiste. Il entre dans la Résistance en 1941, à la rupture du Pacte germano-soviétique, et est versé en février 1943 dans les FTP-MOI de la région parisienne. Alors que les arrestations se multiplient, il est choisi en août 1943 pour en être le commissaire militaire en remplacement de Boris Holban. Il sera arrêté trois mois plus tard par les brigades spéciales le 16 novembre 1943.

Cette étude comporte trois parties : la première, intitulée « Menika, Olga, Ida et les autres », rend hommage aux résistantes étrangères de la MOI (p3 à 29); la seconde « Vichy, un État policier au service de l'occupant » détaille les méthodes des brigades spéciales des renseignements généraux qui procédèrent aux arrestations des résistant(e)s (p29 à 35); dans la dernière partie de l'étude (p35 à 42) « Vichy, un âge d'or pour le Milieu » sont évoqués les criminels de la bande Bonny-Lafont dont l'un habita Arcueil et huit d'entre eux furent fusillés au fort de Montrouge à Arcueil le 27 décembre 1944. L'étude comporte trois annexes dont une liste des résistant(e)s arrêté(e)s par la BS2 en novembre 1943 à la suite de leur troisième filature.

Mes sources ont été les notices du dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier Mouvement social « Le Maitron », celles du mémorial de la Shoah et de wikipédia, un document sur « L’Affiche Rouge » d’après Adam Rayski³ sur le site de [la Fondation de la Résistance](#) et la presse de l'époque. J'ai bénéficié de l'aide du romancier Romain Slocombe, que je remercie vivement, et dont les intrigues policières se passent sous l'Occupation et dont le personnage principal, l'inspecteur Léon Sadorski, collaborateur et antisémite, a été inspiré par un personnage réel qui travailla aux Renseignements généraux. Je tiens à remercier les enfants de Jacov Stambul pour m'avoir transmis des photos de Menika Chilisch, cette arcueillaise qui fut la première compagne de leur père.

Arcueil sous l'Occupation

Le 4 octobre 1939, après l'interdiction du parti communiste et de tous ses organismes affiliés, un décret prononçait la suspension du conseil municipal d'Arcueil. L'entrepreneur de travaux publics Louis Mafrand, 51 ans, était nommé par le Ministère de l'Intérieur président de la délégation spéciale d'Arcueil avec pour adjoints Georges Colin et Charles Nardennet (qui démissionne peu après). Nardennet sera remplacé comme adjoint par Henri Blondy, commis principal à la Caisse des Dépôts et Consignations. Louis Mafrand remplace le maire communiste Marius Sidobre, élu le 12 mai 1935, qui a été déchu de son mandat le 9 février 1940. La délégation spéciale est chargée de gérer les affaires courantes à la place de la municipalité suspendue. Elle doit aussi organiser la défense passive et le ravitaillement et doit fournir des secours aux familles de prisonniers arcueillais. Les difficultés pour les familles sont grandes. Il y a un manque de pain, un manque de charbon, un manque de chaussures... En avril 1944, Louis Mafrand est révoqué et remplacé par Georges Colin, premier adjoint, qui sera arrêté le 19 août 1944. Arcueil sera libéré le 17 août 1944 par la population qui a répondu à l'appel du Comité local de libération représentant les différents mouvements de résistance arcueillais. Le 27 octobre 1944, sur proposition de Comité local de libération après avis du Comité parisien de libération, Marius Sidobre, revenu d'Algérie le 25 octobre où il avait été déporté, reprend ses fonctions de maire en devenant président de la délégation spéciale. Le 12 mai 1945, il est réélu maire à la suite des élections municipales du 29 avril 1945 où pour la première fois, les Françaises devenues électrices et éligibles avaient pu enfin voter. Une femme, Marguerite Lagrange⁴, sera élue et sera adjointe jusqu'en 1965.

3 Adam Rayski était né le 14 août 1914 à Bialystok (Pologne), mort le 11 mars 2008 à Paris ; journaliste ; permanent communiste ; il fut responsable pendant la Résistance de la Section juive de la MOI. Sous l'impulsion de Rayski fut créé le 2^e Détachement juif qui constitua le fer de lance des FTP-MOI, dont certains seront sur « Affiche Rouge »

4 Ménagère, mariée à Raymond Lagrange, conseiller municipal d'Arcueil en 1935 et fait prisonnier pendant la Drôle de guerre, Marguerite Lagrange (née Theisen le 3 octobre 1907 et décédée le 27 juin 2003) participa aux activités du Parti communiste clandestin à partir de 1940. À la Libération, Marguerite Lagrange fut membre du conseil municipal provisoire comme représentante du conseiller prisonnier, désignée par les comités de Résistance d'Arcueil puis élue conseillère municipale sur la liste de l'Union républicaine et antifasciste le 29 avril 1945 en 20^e position sur 27 avec 3 602 suffrages obtenus. Elle représentait l'Union des femmes françaises. Elle siégea aux commissions scolaires, des fêtes et au bureau de bienfaisance. Elle fut réélue en 1947, en 1953, en 1959. Elle devint

Pendant l'Occupation, nombreuses ont été les victimes du nazisme, militaires tués pendant la « Drôle de Guerre », victimes civiles, fusillés comme otages, déportés du travail ou prisonniers de guerre, juif(ve)s mort(e)s dans les camps d'extermination, résistant(e)s et parmi elles, Maï Politzer, déportée dans le convoi dit des 31 000 avec Danielle Casanova⁵ et Marie-Claude Vaillant-Couturier⁶.



Maï Politzer (1905-1943)

Maï Politzer, née Marie Mathilde Larcade le 15 août 1905 à Biarritz, est morte du typhus le 6 ou le 9 mars 1943 au camp d'Auschwitz-Birkenau (Pologne). L'ancien centre de santé d'Arcueil situé dans le parc Paul Vaillant-Couturier porta son nom jusqu'à son déménagement en 2019 au Chaperon vert. Maï Politzer avait été assistante sociale à Arcueil et secrétaire de Marius Sidobre de 1935 à 1939. Elle était l'épouse du philosophe marxiste Georges Politzer fusillé comme otage au Mont-Valérien le 23 mai 1942 et mère d'un garçon. Avant de s'installer à Paris, Georges, Maï et leur fils avaient habité avenue Paul Doumer à Arcueil dans un pavillon avec jardin.

I. Menika, O lga, I da et les autres...

La MOI ou Main d'œuvre immigrée

La MOI (Main d'œuvre immigrée) dont fit partie Menika Chilischi était à l'origine une organisation syndicale. Elle fut créée en 1923 par la CGT unifiée (CGTU), confédération proche du parti communiste français. Ce dernier reprend l'idée en 1925 et fédère sur le plan politique des ouvriers immigrés, appelés en grand nombre pour la reconstruction de la France après la Première Guerre mondiale. Son nom officiel fut jusqu'en 1932 « Main-d'œuvre étrangère ». L'organisation

deuxième adjointe à partir du 12 mai 1945 et troisième adjointe le 25 mars 1959. La première magistrature municipale était occupée par Marius Sidobre puis ensuite par Marcel Trigon. Une rue d'Arcueil porte son nom.

5 Danielle Casanova, née Vincentella Perini le 9 janvier 1909 à Ajaccio (Corse) est morte le 9 mai 1943 en déportation à Auschwitz. Elle a été responsable des jeunesses communistes et a fondé l'Union des jeunes filles de France. Lors de l'interdiction du PCF en septembre 1939, et de toutes les organisations qui lui sont liées, Danielle Casanova passe dans la clandestinité et, comme d'autres membres de l'Union des jeunes filles de France, joue un rôle important pour renouer les liens entre les militants et dirigeants plongés dans la clandestinité. Elle est arrêtée par la police française le 15 février 1942 alors qu'elle ravitaillait Maï et Georges Politzer : il faisait froid et elle leur apportait du charbon ; elle est accueillie chez eux par les inspecteurs des brigades spéciales qui viennent d'arrêter le couple. Elle est d'abord conduite au dépôt jusqu'au 23 mars 1942 puis emprisonnée à la prison de la Santé. Ensuite, elle est à partir du 24 août 1942 au fort de Romainville. Le 24 janvier 1943, elle est déportée à Auschwitz. Le train parti de Compiègne emmène dans ses wagons plombés deux cent trente femmes, dont la majorité sont des résistantes. Danielle Casanova sera dans l'infirmerie du camp d'Auschwitz chirurgien-dentiste. Une école maternelle d'Arcueil porte son nom.

6 Marie-Claude Vaillant-Couturier, née Marie-Claude Vogel, est une femme politique, communiste, résistante, née le 3 novembre 1912 et décédée le 11 décembre 1996 à Paris. Elle travaille au journal L'Humanité comme reporter-photographe. Engagée dans la Résistance, elle est déportée à Auschwitz le 24 janvier 1943 puis transférée à Ravensbrück, où elle reste plusieurs semaines après sa libération afin d'aider les malades intransportables. Elle est élue députée communiste de 1945 à 1958 de la Seine puis de 1967 à 1973 du Val de Marne. Elle a été l'épouse de Paul Vaillant-Couturier (dont elle adopte le pseudonyme qu'elle conserve tout au long de sa vie), puis de Pierre Villon. Elle sera témoin de l'accusation au procès de Nuremberg en 1946. En 1946, elle est élue secrétaire générale de la Fédération démocratique internationale des femmes et, en 1979, vice-présidente de l'Union des femmes françaises (devenue *Femmes Solidaires*). Une crèche d'Arcueil porte son nom.

deviendra la Main d'œuvre immigrée ou MOI et sera structurée en fonction de la langue. Elle comprenait des groupes italiens, espagnols, polonais, russes, tchèques, roumains, serbes, arméniens et yiddish. Sa direction dépendait directement de la direction centrale du PCF. Chaque groupe avait ses propres publications en langue maternelle mais aussi ses cercles culturels, ses associations sportives ou de jeunesse. La MOI constitua ainsi un instrument d'intégration sociale et politique pour un nombre important de travailleurs d'origine étrangère. Dissoute pendant la Drôle de Guerre, la MOI fut reconstituée clandestinement à l'été 1940 avec une organisation similaire. Ses principaux dirigeants seront Louis Gronowski, Arthur London, Jacques Kaminski, Marino Mazetti, Édouard Kowalski et Adam Rayski. Les groupements nationaux éditaient en grand nombre des journaux clandestins et œuvraient à la réalisation de l'unité de leurs compatriotes dans la lutte contre l'Occupant. Ceux-ci s'intègrent dans une résistance communiste qui, au-delà des parcours individuels, se développa progressivement et passa en août 1941 à la lutte armée. Les groupes MOI seront parmi les forces les plus importantes déployées au sein des FTP de la région parisienne.

L'une des premières actions de la MOI sera l'édition d'une presse clandestine. Dès 1940, des publications sont créées, écrites par des Juifs immigrés en yiddish et en français, par des Italiens, des Polonais ou des Russes. En 1941, une presse clandestine destinée aux soldats allemands connaîtra un développement rapide.



Roumanie libre. Journal clandestin édité en roumain. (Sources Gallica)

L'exécution au métro Barbes-Rochechouart à Paris d'un militaire de la Kriegsmarine, l'aspirant Alfons Moser, par Pierre Georges (appelé le colonel Fabien) le 21 août 1941, marqua le déclenchement de la résistance à l'occupation allemande sous forme de guérilla. En région parisienne, en 1942, à partir des organisations de la MOI sont créés au sein des FTP des groupes FTP-MOI qui formèrent quatre détachements (roumain, juif, italien, « dérailleurs »), deux équipes bulgare et espagnole, un service médical, un service de renseignement et en 1943, une équipe spéciale. La direction militaire de la MOI fut assurée à l'été 1943 par Missak Manouchian en remplacement de Boris Holban⁷ en liaison avec Joseph Epstein⁸ (FTP). Moralement tant l'état-

7 Boris Holban, de son vrai nom Baruch Bruhman, était né dans une famille juive le 20 avril 1908 à Kukovka (Ukraine), puis installée en Bessarabie ; il est mort le 27 juin 2004 à Étampes (Essonne) ; militant communiste en Roumanie où il fit de la prison, il est arrivé à Paris en juillet 1938 et se vit confier la direction du Comité d'aide aux volontaires roumains en Espagne. Dès la déclaration de guerre, il s'engage dans le régiment de marche des volontaires étrangers. Il est fait prisonnier le 23 juin 1940 et envoyé en juillet au fort de Quelleu près de Metz. Il s'en évade le 11 janvier 1941 grâce à Irma Mico et à la sœur Hélène de l'Hospice Saint Nicolas. Revenu à Paris, il est nommé, en avril 1941, membre du triangle de direction du groupe de langue roumain de la MOI. Durant l'été 1941, il est désigné pour constituer et diriger deux groupes de combattants roumains. En septembre 1941, il devint chef des groupes de combattants de la MOI qui comptait quarante personnes. En août 1942, il est écarté de la direction militaire des FTP-MOI de la région parisienne pour désaccord sur la stratégie adoptée. La Direction du PCF clandestin aurait voulu une intensification des actions mais Holban considérait que les FTP-MOI étaient déjà à la limite de la rupture face à la répression policière. Holban est alors remplacé par Missak Manouchian. Les faits donneront raison à Boris Holban. Il fut envoyé en octobre 1943 dans les départements du Nord et de l'Est. Lors de sa démission, les FTP-MOI de la région parisienne comptaient 65 militants dont 40 combattants. À la suite de l'arrestation de Missak Manouchian et du démantèlement de son groupe, Holban fut rappelé, reprit ses fonctions de chef militaire des FTP-MOI de la région parisienne et vit ses responsabilités élargies à toute la zone Nord. Il fut chargé d'exécuter Joseph Dawidowitch « Albert » dont la trahison était à l'origine de la chute du groupe Manouchian. Il eut ensuite la tâche de faire entrer les FTP au sein des FFI et participa à la libération de Paris.

8 La chute du groupe Manouchian en novembre 1943 fut suivie de celle de quarante autres résistants dont vingt-neuf condamnés à mort et fusillés au Mont-Valérien les 24 mars, 11 et 25 avril. Parmi eux, un homme, Joseph Epstein, le colonel Gilles, dirigeant depuis début 1943 de tous les Francs Tireurs Partisans de la région parisienne. Torturé quotidiennement durant six mois, il ne livra aucun nom. Arrêté en même temps que Manouchian, il sera fusillé au Mont-Valérien le 11 avril 1944. Joseph Epstein, dit le Colonel Gilles était un juif polonais né à Zamość dans l'Empire russe le 16 octobre 1911. Dès son plus jeune âge, il participe, dans les rangs du Parti communiste de

major que les combattants des FTP-MOI se sentaient liés aux grands fronts de la guerre. Leur moral oscillait suivant les hauts et les bas de l'armée allemande. Or début 1943, l'armée allemande est défaite à Stalingrad après une bataille qui a duré six mois. Un facteur est intervenu à la fin de l'année 1942, à savoir la prise de conscience que les déportés juifs, hommes, femmes, jeunes et vieux, nouveaux-nés compris, sont voués à l'extermination. Chez les jeunes juifs, garçons et filles, qui ont échappé à la Grande Rafle du Vel' d'Hiv du 16 juillet 1942, s'éveille le besoin impératif de se battre les armes à la main. Menika Chilischi, Olga Bancic, et leurs compagnons font partie de cette « génération de la colère ». Les groupes FTP-MOI réaliseront un nombre impressionnant d'actions, dont l'exécution le 28 septembre 1943 rue Pétrarque (XVI^e) du SS Julius Ritter, responsable du STO en France. 1943 sera l'année de l'apogée pour les FTP-MOI mais aussi l'année de leur chute provoquée par la détermination de Berlin relayée par la police de Vichy à en finir au plus vite avec les « terroristes ». À la fin de l'année 1943, un vaste coup de filet est lancé par les brigades spéciales des renseignements généraux : Soixante-huit résistant(e)s seront arrêté(e)s les 16, 17 et 18 novembre dont Menika Chilischi. Ces arrestations démantèlent l'organisation.

« [...] Ils sont venus en France, ces Juifs immigrés, de tous les coins de l'Europe orientale et centrale. Traqués et pourchassés dans leurs pays, ils savaient qu'il existait un pays, une terre séculaire d'asile et d'hospitalité, la France, sur ce vieux continent. Ils s'y sont réfugiés, et, pour la première fois de leur vie, peut-être, ils ont respiré un air de liberté et de dignité humaine [...] » (Extrait d'un tract de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE), mars 1944. © MRN-Champigny.)

J'ai cherché les résistantes de la MOI qui transportèrent les armes à proximité des lieux d'opération et les récupérèrent comme Olga Bancic, celles qui furent agent de liaison comme Dvoira Vainberg, ou qui firent du renseignement comme Cristina Luca-Boico ou encore qui firent partie du Travail allemand comme Irma Mico ; ces trois femmes échappèrent à l'arrestation. (voir en annexe1 une liste plus importante de ces résistantes)

Cécile Cerf, résistante FTP-MOI

Cécile Cerf, née Shalit à Vilnius (Russie) le 12 janvier 1916, décédée le 29 décembre 1973 à Paris, eut un rôle très actif au sein de la résistance et de la MOI. Elle participa au sauvetage des enfants israélites, à la recherche de logements pour les combattants armés FTPF illégaux et à l'approvisionnement des groupes de combat. Cécile Cerf s'impliqua personnellement et particulièrement dans les transports d'armes et de matériel qui permirent la réalisation de plusieurs actions, notamment celle du 17 janvier 1944 lors du déraillement d'un train de troupes ennemies près de Bellay. Du mois d'août 1943 jusqu'à juin 1944, Cécile Cerf fut responsable FTP-MOI auprès de la Résistance en zone Nord ; elle fut chargée de développer l'activité résistante parmi les femmes et ce, dans toutes les immigrations (polonaise, italienne, espagnole, etc). Elle recruta de nombreuses femmes patriotes qui servirent en tant qu'agents de liaison. Elle fut, à cette époque, en relation avec la résistante Maria Rabaté. Fin 1943, elle installa une imprimerie clandestine à Châtenay-Malabry au domicile d'une



Cécile Cerf dans les années 1950

Pologne, à la lutte contre le gouvernement de Józef Piłsudski. Il poursuit par ailleurs des études de droit à l'université de Varsovie. En 1931, il s'exile en France pour terminer ses études. En 1936 durant la guerre d'Espagne, il combat aux côtés des républicains espagnols dans les Brigades internationales et il y est grièvement blessé. Pendant sa guérison, il participe à l'action de la compagnie maritime « France Navigation », laquelle est chargée du transport de l'aide à l'Espagne républicaine. En 1940, engagé dans la Légion étrangère, il est fait prisonnier. Il est envoyé dans un stalag en Allemagne, d'où il s'évade et rejoint la lutte clandestine en France auprès des FTP.

autre résistante, Simone Aubry. Cette imprimerie, dont elle assura la direction, fonctionna jusqu'en mai 1944, éditant ou reproduisant de nombreux tracts et journaux clandestins. À partir de mai 1944, Cécile Cerf devint responsable auprès de la Résistance-zone nord (FTP-MOI) pour la mise en place des Milices Patriotiques. Après guerre, elle fut l'une des fondatrices de la commission centrale de l'enfance⁹ (CCE) de l'UJRE consacrée à la prise en charge des orphelins de la Shoah. Cécile Cerf fut la première administratrice du journal « Droit et Liberté ». Nommée secrétaire de rédaction du quotidien progressiste de langue yiddish *Naie Presse*, son objectif était clair : préservation d'une langue et d'une culture et défense des libertés républicaines. Directrice de la librairie du *Renouveau*, elle convoqua régulièrement des écrivains de toutes origines pour animer des rencontres avec les lecteurs. Cécile Cerf organisa à la Sorbonne, en 1959, une soirée en l'honneur de Cholem Aleikhem et un grand colloque à l'UNESCO à l'occasion de l'exposition consacrée au centenaire du grand écrivain de langue yiddish. Pour la Presse Nouvelle Hebdomadaire (PNH), Cécile Cerf traduisit de nombreuses nouvelles d'écrivains classiques et modernes de langue yiddish, totalement ignorés du public français. Elle traduisit également les textes poétiques yiddish des mélodies populaires. Cécile Cerf avait épousé en 1934 Marcel Cerf (1911-2010) qui avait été prisonnier en Allemagne et qui, avant de devenir historien spécialiste de la Commune de Paris et animateur des Amis de la Commune de Paris, avait été reporter-photographe. (Sources Le Maitron et wikipédia)

Paulette Sarcey, née Paula Szfilke, résistante de la MOI

Paulette Sarcey, née Paula Szfilke le 11 avril 1924 à Paris (XII^e arr.) dans une famille juive polonaise de la banlieue de Varsovie qui s'était établie à Paris en 1923, est décédée le 4 mai 2020 à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Paulette s'engage dès 1940 dans la section juive de la MOI avec son compagnon Henri Krasucki¹⁰. En août 1942, Henri Krasucki fut appelé à la direction parisienne des organisations de jeunes de la section juive de la MOI, membre du triangle clandestin. Il sélectionnait et préparait les jeunes à rejoindre les FTP-MOI. Son supérieur était Adam Rayski, Après une traque et des filatures minutieuses des policiers français de la BS2, 57 personnes furent arrêtées, soit la quasi-totalité de leur groupe, parmi lesquelles Henri Krasucki, sa mère Léa, et Roger Trugnan, un des amis d'enfance de Paulette. Elle-même fut cueillie le 23 mars 1943 dans la planque qu'elle partageait avec Henri Krasucki, au 8 rue Stanislas-Meunier près de la porte de Bagnolet. Elle fut conduite au petit Dépôt de la préfecture de Police de



Paulette Sarcey, née Paula Szfilke, Paris, 1947. Mémorial de la Shoah / Coll. Paulette Sarcey

9 Issue du mouvement de sauvetage des enfants juifs, de Solidarité, puis de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) créée en 1943 de l'unification de divers mouvements de la résistance juive au nazisme issus de la MOI, la commission centrale de l'enfance (CCE) naît à la Libération. Elle s'inspire largement dans ses réalisations des principes pédagogiques de Makarenko, de Korczak et de ceux du mouvement français de l'Éducation Nouvelle. Sa première action fut de créer des Maisons pour les Enfants de Fusillés et Déportés dont elle assura l'éducation jusqu'à leur autonomie. Une Maison d'enfants exista à Arcueil, 1 place Lavoisier, de 1949 à 1959 ; y seront accueillis d'abord une quinzaine de jeunes filles, puis entre 1953 et 1956, des filles plus jeunes et enfin à partir de 1956, des garçons. Sa première directrice fut Thérèse Chassaing (née à Odessa en 1909), rapatriée de Ravensbrück où elle avait été transférée venant d'Auschwitz.

10 Henri Krasucki, né Henoeh Krasucki le 2 septembre 1924 à Wolomin dans la banlieue de Varsovie en Pologne et mort le 24 janvier 2003 à Paris, est un syndicaliste français, secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992. Résistant, il fut membre actif de la section juive des FTP-MOI pendant la Seconde guerre mondiale. Le convoi n° 55, où il fut déporté, transportait 1 002 juifs, dont 160 enfants de moins de 18 ans. Dans ce convoi, se trouvaient 86 personnes raflées à l'initiative de la Gestapo lyonnaise et de Klaus Barbie rue Sainte Catherine à Lyon. 72 personnes du convoi n°55 ont survécu à la Shoah dont Henri Krasucki. Krasucki et ses compagnons continueront la lutte jusqu'au bout, jusqu'à Buchenwald, où ils furent évacués en janvier 1945. Après une terrible « marche de la mort », épuisés, ils furent pris en charge par l'organisation de Marcel Paul. À son retour des camps, Henri Krasucki s'occupa de Simon Rayman, frère cadet de son ami Marcel Rayman fusillé par les nazis, qui se retrouvait sans famille.

Paris où elle est torturée pendant huit jours ; incapable de marcher, traînée devant le commissaire qui commandait à ses bourreaux, elle se prétendit malade sur le conseil d'une autre détenue, et demanda à voir un médecin. Elle fut emmenée à l'Hôtel-Dieu voisin, où elle put demander à celui qui l'ausculta de la sauver. Il la fit transférer à l'hôpital Rothschild en prétextant une imaginaire salpingite aiguë. Une fois là, elle put correspondre avec son responsable Adam Rayski, à qui elle communiqua un rapport sur les circonstances de leur chute. Un médecin de l'hôpital l'opéra d'une appendicite, ce qui devait lui permettre de bénéficier des semaines de convalescence propices à l'organisation de son évasion. Mais le 18 mai, alors qu'elle n'était pas remise, des policiers allemands vinrent la chercher pour la conduire à Drancy. Elle y retrouva ses amis, à l'exception de Krasucki et deux autres qui avaient été transférés à Fresnes, mais qui la rejoignirent peu après en vue de leur déportation. Comme Henri Krasucki, elle fut déportée à Auschwitz comme juive et pas comme résistante par le convoi n°55 en date du 23 juin 1943. À Auschwitz, elle devient le matricule 46 650. Paulette, avec Régine Grimberg, eut à s'occuper d'enfants et nourrissons polonais du camp, dont bien peu survécurent. Elle dut sa survie à la résistance intérieure du camp organisée par le Comité international clandestin, qui assurait une solidarité efficace ; son principal contact y était Marie-Claude Vaillant-Couturier. Évacuée par les marches de la mort, elle rejoint les camps de Ravensbrück puis celui de Neustadt-Glewe en Allemagne, d'où elle est libérée le 2 mai 1945. D'emblée, elle s'occupa en particulier des colonies de vacances de la CCE (Commission centrale de l'enfance) de l'UJRE. Elle encadra ainsi la première colonie qui fut organisée pour les petits orphelins juifs rescapés en juillet 1945. Après guerre, elle renoua avec un camarade d'enfance, Max Swiczarczyk, né et grandi dans le XIX^e arr.. Max, qui avait été démobilisé en 1946, mena de brillantes études d'économie à New York, ce qui lui permit d'occuper des emplois importants dans l'expertise d'entreprises aux quatre coins du monde. Paulette le rejoignit aux États-Unis ; ils se marièrent, leur fille y naquit en 1950. Mais la jeune femme ne se faisait pas à la vie américaine, et au bout de trois ans, la famille regagna Paris. En 1968, la famille s'installa à Montreuil et obtint le droit de franciser leur nom en Sarcey. De retour en France, Paulette contribua à faire prendre conscience de l'horreur des camps : « *J'avais promis à mes camarades de déportation de tout raconter* ». Elle a poursuivi également son engagement au Parti communiste français. (Sources Le Maitron et wikipédia)

Parmi les résistantes de la MOI, je me suis attardée sur celles qui étaient de langue roumaine : l'arcueillaise Menika Chilischi, Olga Bancic, Ida Kiro, Liuba Zimmerman née Bacicurinschi, Liuba Bacicurinschi née Soche, Hermina Slomovitz, Hanna Aron née Leiderschneider mais aussi Cristina Luca-Boico, Irma Mico, Dvoira Vainberg ainsi que Charlotte Csordas (Gruia), agent de liaison, amie de Joseph Boczor. J'ai examiné la biographie du couple Boruch Lerner - Hadassa Tenenbaum car ils furent domiciliés à Arcueil, 44 avenue Richaud. Il était roumain, né en Bessarabie ; elle était polonaise.

Menika Chilischi, résistante de la MOI, qui fut arcueillaise

Menika Chilischi était née le 9 novembre 1915 de Pilkas et de Sophie Vassilkewski à Kichinev en Bessarabie (Chişinău aujourd'hui, capitale de la République de Moldavie) ; titulaire d'un passeport roumain, elle entra en France le 28 octobre 1937 venant de Suisse. Elle habita 9 rue Baudelique à Paris (XVIII^e arr.) ; elle vivait 43 avenue Richaud à Arcueil avec son ami Jacov Stambul, né le 26 décembre 1917 à Cetatea-Alba (Bessarabie). Tous les deux faisaient partie de la Main d'Œuvre immigrée. Les 16 et 17 novembre 1943, soixante-huit membres des FTP-MOI et de la MOI étaient interpellés dont



Menika Chilischi. © Famille Stambul

Menika Chilischi à Arcueil le 17 à 12 heures 30 par deux inspecteurs de la BS2 et Jacov Stambul sur son lieu de travail 19 rue Bouchardon à Paris (X^e arr.) ; il était porteur d'une fausse pièce d'identité au nom de Jacques Vaja, sellier, demeurant 43 avenue Richaud¹¹ à Arcueil. Elle était en possession d'une carte d'alimentation de la mairie du IV^e arr. de Paris dont la mention « Juive » était effacée, une fausse carte d'identité revêtue de sa photographie au nom de Monique Veja qui portait le cachet d'une mairie du Calvados, un carnet annoté... Elle était titulaire d'un récépissé de demande de carte d'identité d'étranger renouvelé périodiquement, qui avait expiré le 5 mars 1943. Emmenée dans les locaux des Brigades spéciales à la Préfecture de police, elle fut accusée d'« activité communo-terroriste ». Le 25, elle était remise aux autorités allemandes, incarcérée à Fresnes. Elle fut transférée et internée sous le matricule 11825 le 20 janvier 1944 au camp de Drancy réservé aux Juifs. Elle déposa six cent quarante francs à l'administration du camp (carnet de fouille n° 62, reçu n° 25, adresse mentionnée rue Baudelique à Paris XVIII^e). Le 3 février 1944, Menika Chilischi quittait Drancy pour le camp d'extermination d'Auschwitz ; elle fut déportée comme juive. Elle était dans le convoi n°67 de 1 214 déportés, hommes et femmes dont 985 furent gazés à leur arrivée au camp. Le 27 janvier 1945, quand l'armée soviétique libéra le camp, il ne restait que 26 survivants de ce convoi dont 12 femmes. Menika Chilischi avait été gazée dès son arrivée le 6 février 1944. Elle avait 28 ans 2 mois et 28 jours.

Le nom de Menika Chilischi a été gravé sur le mur des noms au Mémorial de la Shoah rue Geoffroy-l'Asnier à Paris (IV^e arr.) mais il n'est pas encore sur le monument aux morts d'Arcueil.

[Jacov Stambul](#) (dit Jacques) quitta la Roumanie pour la France ; il étudia à la Faculté des sciences de Paris. Il fit partie du réseau Sylvestre-Buckmaster¹² du 15 janvier au mois de juin 1943 en qualité d'agent P1 (non rémunéré). À la suite de l'arrestation de ses correspondants, il prit contact ainsi que sa compagne Menika Chilischi avec la MOI par l'intermédiaire de Cristina Boico ; le couple demeura 31 rue des Petites-Écuries à Paris (X^e arr.). Deux inspecteurs de la BS2 repèrent Jacov Stambul lors de filatures. Ils le décrivaient ainsi : « 1,72 m, 22 ans, cheveux bruns légèrement frisés,

11 En 1928, le sculpteur Charles Plas veut construire un atelier pour réaliser le mandat qu'il vient de recevoir : le monument de la Grande Guerre de la ville de Vichy. Ce sera au 43 avenue Richaud à Arcueil. Il rencontre un médecin qui souhaite parrainer son projet sous condition de construire plusieurs ateliers pour organiser une résidence d'artistes. Jean Beaugrand, ancien collaborateur de l'architecte Mallet-Stevens, est l'architecte chargé du projet. Au rez-de-chaussée, il place l'atelier principal (9 m x 10 m et 8 m de plafond) et la partie résidentielle de la famille. Au deuxième étage, sont prévus quatre autres ateliers de 50 m². Ces ateliers entourent l'atelier principal. Deux poutres en béton précontraint de 15 m constituent la structure principale du bâtiment. Ce serait la première résidence privée utilisant cette technique. Le retard dans la réalisation du monument de Vichy oblige Charles Plas à raccourcir la fin de la construction et à créer une copropriété pour vendre deux ateliers. Le projet initial d'une résidence d'artistes n'a donc jamais vraiment existé. C'est là cependant que Vasarely commença son aventure arcueillaise. (Sources Henri Toulouze. Vasarely à Arcueil). Menika Chilischi et son compagnon Jacov Stambul y habitèrent en 1943 à proximité de la ligne de Sceaux.

12 Ce réseau faisait partie de la section F du S.O.E. (Special Operations Executive), le service secret britannique formé en juillet 1940, peu après la défaite de la France, pour encourager la résistance des populations civiles dans l'Europe occupée par les nazis, et promouvoir le sabotage et la subversion. La Section F était apolitique et fut plus particulièrement chargée en 1941, 1942 et 1943, de développer des groupes de résistance, d'abord en formant des « comités de réception » qui assuraient le guidage des bateaux ou des avions à l'arrivée et prenaient en charge le personnel, les armes et le explosifs, conduisant rapidement jusqu'à leur destination les nouveaux agents qui venaient d'arriver, et entreposant les armes pour un usage ultérieur. Il entraînaient les résistants locaux à l'usage des armes et aux méthodes de sabotage. Bien que l'essentiel de l'effort portât sur les coupures de lignes de téléphone et de chemin de fer ainsi que sur les embuscades tendues aux patrouilles et convois allemands (au risque de sévères représailles contre la population civile), il y eut quelques actes de sabotages importants, spectaculaires et pleinement réussis, dont ceux perpétrés contre les usines Peugeot à Sochaux-Montbéliard, contre des locomotives et une rotonde à Troyes, et une série d'opérations de sabotage dans le Nord-Est de la France. (Sources Le SOE et la mémoire de Valençay).

peignés en arrière, visage ovale allongé, teint pâle, gabardine beige, pantalon golf marron... » Ils l'observèrent le 30 septembre 1943 vers 19 heures » avenue Courteline à Paris XII^e arr. alors qu'il parlait avec Joseph Boczor¹³ surnommé « Ivry » et Émeric Glasz¹⁴ « Laporte » (surnoms donnés par les policiers). Jacov Stambul, avec les hommes de son triangle Boczor et Glasz, participait à des actions de déraillement de trains. Jacov Stambul devenu « Courteline » prenait le train de la ligne de Sceaux à la station Denfert-Rochereau à 19 heures 45. Le 15 octobre à 7 heures 45, Jacov Stambul était vu avec Joseph Boczor boulevard Raspail à Paris, puis il était repéré le 20 octobre vers 18 heures 10 sur le quai du métro de la station Réaumur-Sébastopol. Des inspecteurs de la BS2 l'arrêtèrent le 17 novembre 1943. Sa chute faisait suite aux filatures et à l'arrestation le 26 octobre de Joseph Dawidowicz, commissaire politique des FTP-MOI de la région parisienne qui coordonnait le travail politique, disposait de liaisons avec la direction de la MOI et avec celle des FTP. Les policiers avaient saisi au domicile de Dawidowicz des listes d'effectifs, des comptes rendus d'activité de la MOI, des ordres du jour des FTP, un état numérique dactylographié des divers détachements, etc. Emmené dans la salle 36 des locaux des Brigades spéciales, Jacov Stambul fut battu à coups de nerf de bœuf et torturé. Livré aux Allemands, il fut incarcéré le 25 novembre à la prison de Fresnes. Jacov Stambul fut déporté à Buchenwald au départ de Compiègne le 22 janvier 1944 par le convoi 85 ; ce convoi comprenait 2 005 hommes dont 35 habitants de Mussidan (Dordogne). Le camp fut libéré le 11 avril 1945 par l'armée américaine. 990 hommes de ce convoi revinrent de déportation. Dans ce convoi, figuraient dix autres militants de la MOI arrêtés le 17 novembre. Sur onze, neuf hommes survécurent dont Jacov Stambul (voir l'annexe1). En 18 mois, Jacov Stambul avait perdu 25 kg. À son retour de Buchenwald, il témoigna le 4 mai 1945 sur les circonstances de son arrestation et sur celles de son amie Menika Chilisch. Concernant son arrestation, il déclara : « *J'ai subi plusieurs interrogatoires ; à chaque interrogatoire, j'ai été frappé brutalement à coups de poings et notamment à coups de nerf de bœuf. Au cours du second interrogatoire, j'ai été frappé pendant plus de quatre heures ; j'ai eu sept évanouissements ; à chaque fois, ils attendaient que [je reprenne] mes sens et la séance de torture recommençait. J'ai été piétiné, et j'ai eu le nez tordu avec une clef anglaise, j'ai eu les doigts enfoncés dans les yeux* ». Il reconnut sur photographies trois inspecteurs tortionnaires : « *C'est [Gaston] Barrachin qui m'a tordu le nez avec la clef anglaise et qui m'a enfoncé les doigts dans les yeux* ». Concernant Menika Chilisch, il déclara : « À ma connaissance, mon amie n'a pas été victime de sévices ». Jacov Stambul a été homologué au titre des Forces Françaises Combattantes (FFC) et Déporté interné

13 József Boczor ou Joseph Boczor dit Ferenc Wolff (3 août 1905, Baia Sprie (Hongrie) - 21 février 1944, fusillé au fort du Mont-Valérien), est un ingénieur chimiste, juif hongrois communiste, membre de la FTP-MOI de la région parisienne, fondateur en 1942 et chef du détachement dit des « dérailleurs ». Son diplôme d'ingénieur en poche, il devint permanent du Parti communiste roumain et milita à Jassy (Iasi). Il décide de combattre pour l'Espagne républicaine. Après la défaite républicaine, il fut interné en France dans le camp d'Argelès puis celui de Gurs. Au sein du camp, Boczor était responsable du groupe roumain ; comme la plupart des Roumains brigadistes, il fut déchu de sa nationalité mais lorsque les nazis décidèrent de déporter ces « apatrides », il organisa en avril 1941 l'évasion de tout le groupe qui sauta du train les emmenant vers l'Allemagne. Arrivé à Paris, il s'engagea dans l'Organisation spéciale-Main-d'œuvre immigrée (OS-MOI) constituée en avril-mai 1941 avec les ex-volontaires d'Espagne. Il prit alors le pseudonyme de Joseph Boczor, nom d'un camarade de lycée. Il remplaça à la tête de l'organisation l'Espagnol Conrado Miret-Musté après l'arrestation de ce dernier, fin 1941. Il fut arrêté le 17 novembre 1943 par la BS2 qui l'avait pris en filature. Il fut fusillé le 21 février 1944

14 Émeric Glasz (14 juillet 1902, Budapest (Hongrie) - 21 février 1944, fusillé au fort du Mont-Valérien). D'origine hongroise, Émeric Glasz arriva en France en 1937. Lors de la déclaration de guerre, il s'engagea dans l'armée et fut versé dans le 23^e régiment de marche des volontaires étrangers. Il entra à l'OS puis aux FTP-MOI en avril 1942, et était domicilié 37 rue Nationale à Paris (XIII^e arr.). FTP permanent, il fut muté au 4^e détachement dit des dérailleurs. Il fut arrêté le 17 novembre 1943 par les policiers de la BS2. Il aurait déclaré aux juges : « J'ai vécu pendant sept mois dans l'illégalité. C'est à ce prix seulement que je pouvais garder ma liberté. Car la vie ne vaut rien sans liberté. » Émeric Glasz fut passé par les armes le 21 février 1944 à 15 h 40 au Mont-Valérien avec les autres condamnés à mort du groupe Manouchian.

résistant (DIR). Marié avec Dvoira Vainberg, il vécut à Fresnes (en face de la prison où il avait été torturé) où il est décédé en 1989.

Dvoira Vainberg, amie de Olga Bancic, épouse de Jacov Stambul

Dvoira Vainberg, épouse Stambul, était née le 3 février 1917 à Vertujeni (district de Floresti sur le Dniestr en Bessarabie) de Mordechai et de Branna Magazanik, une famille juive de paysans très pauvres. Mordechai avait un lopin de terre, une vache et un cheval. Branna était une survivante du pogrom de Chişinău (Kichinev) de 1903. Dvoira avait trois frères et une sœur. Le fils aîné Haim fut renversé par un cheval, fracture de la colonne, tuberculose osseuse ; il agonise dans leur petite maison et meurt en 1934. Avner, l'un des frères, se serait engagé dans l'Armée rouge et aurait combattu à Stalingrad. Dvoira partit travailler à Chişinău puis à Bucarest. Elle est ouvrière dans une filature ; c'est là qu'elle rencontre Olga Bancic et le mouvement communiste. Elle serait devenue communiste à 13 ans.



Dvoira Vainberg et Jacov Stambul.
© Famille Stambul

Elle raconta qu'à Bucarest, elle avait dansé avec un apprenti cordonnier nommé Nicolae Ceauşescu (!). En 1938, elle émigre en France en compagnie de Olga Bancic avec l'aide de l'avocat communiste Ion Gheorghe Maurer (1902-2000), qui deviendra plus tard homme d'état sous Gheorghe Gheorghiu-Dej. En France, elle est couturière et rejoint la MOI. Elle est dans le groupe de langue roumaine dont ses responsables sont Petre Suciu (nom d'origine Nissim Sharf) natif de Bucovine et Nicolas Zadgorski d'origine bulgare, tous deux revenant d'Espagne. Elle est agent de liaison. Elle transporte tracts et armes ; son nom de guerre est « Claudine ». Elle a des faux papiers au nom d'Irène Pagès « mais tellement faux qu'ils n'auraient trompé personne et de toute façon « avec mon accent » dira-t-elle ». Elle habite 31, rue des Petites Écuries à Paris X^e. Elle ne porte évidemment pas l'étoile jaune. Après avoir échappé à plusieurs rafles, elle survit à la guerre. En mai 1945, elle participe à l'accueil des rescapés des camps à l'hôtel Lutétia. C'est ainsi qu'elle connaîtra son futur mari Jacov Stambul au retour du camp de Buchenwald. Alors que Jacov Stambul se faisait recenser comme résistant en 1962, Dvoira Vainberg ne l'a pas fait. Elle fait partie de ces résistantes étrangères dont on n'a jamais parlé et qui n'ont rien eu (selon les mots de Cécile Rol-Tanguy). Dvoira Vainberg est décédée en 1997. (Sources : Famille Stambul).

Cristina Luca-Boico, responsable du service de renseignement de la MOI



Cristina Luca-Boico

Cristina Luca-Boico, née Marensohn Bianca à Botosani (Roumanie) le 8 août 1916, est décédée à Paris le 16 avril 2002. Issue d'une famille bourgeoise, elle étudie la médecine à Bucarest. Juive roumaine, militante communiste, elle est exclue de la faculté en 1937. Elle doit s'exiler et vient poursuivre ses études à Paris. Arrivée en septembre 1938, elle s'inscrit en biologie à la faculté des sciences de Paris. En juin 1940, la Sorbonne ayant été fermée, elle passa à Toulouse son certificat d'études supérieures de zoologie. Rentrée à Paris en septembre 1940, elle poursuit ses études, gagnant sa vie en donnant des cours de mathématiques puis en effectuant des traductions de revues allemandes de biologie pour les chercheurs. Ce travail la fit vivre jusqu'en 1942, quand elle devint permanente des FTP. Ses premiers contacts avec la Résistance eurent lieu en milieu étudiant, à la faculté des sciences de Paris : manifestation pour la libération du professeur Langevin du 8 novembre 1940 et manifestation patriotique du 11 novembre 1940. Quelques jours après les manifestations du 11

novembre 1940, Bianca est arrêtée. Emmenée à la Préfecture de police, elle n'y fut pas retenue. Elle n'est pas fichée et a un passeport roumain à jour. De même, après le statut des Juifs du 3 octobre 1940, qui précise les professions interdites aux Juifs et autorise et organise l'internement des Juifs étrangers, elle s'est présentée pour être recensée comme juive, mais n'a pas fait le pas suivant, d'aller recevoir un tampon sur sa carte d'identité. Ainsi se retrouve-t-elle désormais dans une sorte de semi-clandestinité. Au printemps 1941, elle entre en contact avec « Emmanuel » (Olaso) qui dirigeait le service technique de l'OS-MOI et qui la chargea de trouver des produits chimiques. Ce fut ensuite le passage à la lutte armée. Entrée en contact avec le groupe roumain de la MOI, elle intégra l'OS puis les FTP dès leur création en mai 1942 (matricule 10452, pseudonyme « Monique »). Aux côtés du responsable militaire Boris Holban, elle mit sur pied le service de renseignement des FTP-MOI, chargé de repérer des objectifs d'action contre l'occupant. Étudiant et travaillant dans un laboratoire de biologie de la Sorbonne, elle alimente les FTP-MOI parisiens avec toutes sortes de produits explosifs. Début décembre 1942, « Monique » prépara l'attaque d'un garage de l'avenue Simon Bolivar (XIX^e arr.), transformé par les Allemands en atelier de réparation. Elle participa, en janvier 1943, à l'opération sur le très grand garage à plusieurs niveaux de la rue de Laborde, dans un quartier bourré d'Allemands. Mais l'affaire la plus importante, préparée par le service de renseignement, à partir de mai 1943, fut la filature du colonel SS Julius Ritter, principal responsable en France chargé de recruter et d'envoyer en Allemagne les requis du STO. Cristina Boïco dite « Monique » remarqua en mai 1943 une grosse Mercedes qui pénétrait rue Saint-Dominique interdite aux automobiles et entra dans la Maison de la Chimie. Immatriculée « ZF 10 » (Zivil Fahrzeuge), les fanions à croix gammées sur les ailes indiquaient l'importance du personnage transporté. Elle repérait à plusieurs reprises le véhicule et d'où il partait, le 18 Rue Pétrarque derrière le Trocadéro dans le XVI^e arr.. Tous les matins, l'homme partait à 8 heures 30 de son domicile. Cristina Boico transmet l'information à Boris Holban. Le général SS fut abattu le 28 septembre par une équipe composée de Marcel Rayman, Celestino Alfonso et Léo Kneler. Elle participa à l'exécution de Joseph Dawidowicz le 28 décembre 1943 dans un pavillon de Bourg-la-Reine. Ayant parlé sous la torture, il fut rendu responsable de la vague d'arrestations qui décima les rangs de la MOI en novembre 1943. Il fut désigné comme le traître. Cristina Boico échappa à la vague d'arrestations qui démantela les FTP-MOI. Elle fut ensuite nommée responsable FTP-MOI pour la zone Nord, où elle poursuivit ses missions jusqu'à la Libération : Nord, Pas-de-Calais, Est, surtout Nancy. Elle termina la guerre comme lieutenant FFI et reçut par la suite la Médaille de la Résistance. En 1945, journaliste à la Radiodiffusion française, elle collabora à plusieurs journaux ; c'est à ce moment qu'elle prit comme pseudonyme Cristina Luca. Après la libération de la France, elle retourna en Roumanie pour revenir définitivement vivre en France en 1987 près de ses enfants. Cristina Boico-Luca fut un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie jusqu'en 1952, date à laquelle elle a été destituée, tout comme son mari.

Mihail Boico le mari de Cristina, était né le 26 mars 1912 à Frasin dans le comté de Suceava (Roumanie). Il était d'origine juive et communiste depuis 1931. Il participa en tant que volontaire aux Brigades internationales en Espagne (1936-1939) puis à l'Armée rouge (1941-1944). En 1944, avec le grade de capitaine, Mihail Boico est nommé adjoint politique du bataillon d'infanterie au sein de la 1^{re} Division d'infanterie volontaire « Tudor Vladimirescu », et en avril 1945, il est nommé adjoint politique du commandant du 6^e Régiment d'infanterie volontaire, promu au rang de major en août 1945. Depuis 1946, il travaille dans la Brigade mobile de la Direction générale de la sécurité de l'État. En juin 1947, il est promu au grade de lieutenant-colonel puis, en octobre 1948, au grade de colonel. Après la proclamation de la République populaire de Roumanie, le lieutenant-colonel Mihail Boico a été député (décembre 1947 - décembre 1950). Entre-temps, il fut promu au grade de major général de la sécurité (avec une étoile) le 23 août 1949. Il fut mis en réserve le 1^{er} novembre

1952 et puni d'un vote d'avertissement en tant que membre du « groupe fractionniste » d'Ana Pauker. Il a ensuite occupé pendant un certain temps le poste de directeur adjoint des usines du « 23 août » à Bucarest. Le général Mihail Boico est décédé le 10 avril 1972 à Bucarest.

L'attentat contre Julius Ritter : une gifle pour Berlin

Communiqué des FTP-MOI :

« Le 28 septembre 1943, à 9 heures du matin, dans la rue Pétrarque à Paris, trois partisans armés de pistolets ont abattu dans sa voiture le Dr Ritter, représentant en France de Fritz Sauckel, commissaire à la main d'œuvre, chargé de la déportation en Allemagne des travailleurs des pays occupés ». L'opération s'est déroulée sous l'autorité de Manouchian. Alfonso tire le premier ; les balles sont amorties par les vitres de la voiture mais l'homme est gravement blessé ; il tente de sortir du véhicule par la porte opposée et se trouve nez à nez avec Rayman qui l'achève de trois balles.



Dix des vingt-et-trois sur l'Affiche Rouge

Marcel Rayman (Rajman) (1/05/1923 Varsovie- 21/02/1944 Mont-Valérien) fut arrêté le 16 novembre 1943 lors d'un rendez-vous avec Olga Bancic et Josef Svec ; sa photographie figure sur l'Affiche Rouge avec la légende : « Rayman– Juif polonais – 13 attentats ». Il fut fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 40. Il avait 20 ans 9 mois et 19 jours.

Chana Rajman née Peltin, sa mère, née en 1893 à Varsovie, fut arrêtée par la BS2 le 17 novembre 1943, puis déportée par le convoi n°67, celui de Monica Chilisch. Elle sera gazée à son arrivée à Auschwitz. Simon Rajman, son jeune frère, né le 11 mars 1927 à Varsovie (mort à une date inconnue), membre de la MOI, fut lui-aussi arrêté le 17 novembre 1943 ; il sera déporté le 22 janvier 1944 par le convoi 85 au départ de Compiègne pour Buchenwald, convoi dans lequel il y avait Jacov Stambul. De retour en 1945 après la libération du camp, Simon Rajman témoigna devant la commission d'épuration de la police en ces termes : « J'ai été frappé brutalement à coups de poing, coups de pied et coups de nerf de bœuf par les inspecteurs Blanchin et Candas, c'est ce dernier qui a mis le plus d'acharnement à me frapper ». L'époux de Chana, Mojzek Rajman, né en 1891 à Lublin (Pologne), qui exerçait comme tricoteur à Paris, avait été déporté le 22 juin 1942 par le convoi n°3 au départ de Drancy pour Auschwitz.



Chana Rajman en 1942 entourée de ses fils, Marcel à sa droite et Simon à sa gauche

Celestino Alfonso (1/05/1923 Varsovie- 21/02/1944 Mont-Valérien) fut arrêté le 17 novembre 1943. Sa photo est reproduite en médaillon sur l'Affiche Rouge que les nazis placardent sur les murs de France, avec la légende : « Alfonso – Espagnol rouge –7 attentats ». Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 40.

Léo Kneler, ancien des Brigades internationales en Espagne, né en 1901 à Berlin, entra à la MOI en mars 1943. Il participa à l'attentat contre la voiture du commandant du Grand Paris le 28 juillet 1943 puis le 28 septembre contre Ritter. Il échappa aux arrestations opérées par la BS2 au sein du groupe Manouchian en novembre 1943. Après la guerre, il regagna l'Allemagne de l'Est.

Olga Bancic, l'une des vingt et trois du groupe Manouchian

Fille de Noé et de Marie née Zezins, Golda Bancic naît le 10 mai 1912 à Kichinev en Bessarabie dans une famille juive. Elle milita très tôt aux Jeunesses communistes et fut arrêtée à seize ans par la police roumaine. Elle était la sixième enfant d'une famille de petits fonctionnaires. Dès l'âge de douze ans, elle était apprentie matelassière. Elle participa à une grève, arrêtée et maltraitée, puis relâchée. À nouveau arrêtée pour faits de grève elle fut détenue trois mois. Mariée à seize ans et demi, elle partit à Bucarest, adhéra aux Jeunesses communistes. Elle manifesta quelques mois plus tard ; interpellée, jugée elle était condamnée à deux ans de prison. Sa peine terminée, elle entra dans la clandestinité, quitta la Roumanie pour la France en 1938. Elle s'inscrivit à la Faculté des Lettres, suivit des cours jusqu'à la déclaration de guerre. Elle vécut avec Jacob Salomon ; le couple habita 11 Cité Popincourt, puis 60 rue Saint-Sabin (XI^e arr.). Début 1939, elle accoucha d'une petite fille qu'elle prénomma Dolorès en hommage à Dolorès Ibarruri, la Passionaria. Elle fut vendeuse dans le magasin de confection pour dames de madame Gelfast rue Monge à Paris (V^e arr.). Dès le début de l'Occupation, elle participa aux activités de la MOI, puis rejoignit les FTP-MOI, matricule 10011. Sous le pseudonyme de « Pierrette », elle assurait le transport des armes et des munitions lors des actions. Elle fut par la suite chargée du dépôt des armements. Elle loua en juin 1943 une chambre au 6^e étage du 3 rue Andrieux à Paris (VIII^e arr.) sous le nom de Martin, domiciliée 8 rue des Ciseaux (VI^e arr.) Olga Bancic y entreposa dans la chambre des armes. Elle demeurait 114 rue du Château à Paris (XIV^e arr.). Le 16 novembre 1943 vers 13 heures 30, elle était arrêtée rue du docteur Paul-Brousse (XVII^e arr.) par six inspecteurs de la BS2 lors d'un rendez-vous avec Marcel Rajman, membre de l'équipe spéciale FTP-MOI. Elle portait sur elle une fausse pièce d'identité au nom de Marie Lebon, née Petresca demeurant 60 rue Saint-Sabin à Paris (XI^e arr.). Son nom figurait dans un rapport des Renseignements généraux du 15 décembre 1941 relatif à l'évasion le 23 novembre 1941 de son mari Jacob Salomon de l'hôpital Tenon (XX^e arr.). Les policiers allèrent à son ancien domicile de la rue Saint-Sabin, la concierge leur remit des lettres, l'une avait été adressée à Golda Bancic, et deux plis d'huissier étaient adressés à Jacob Salomon pour des arriérés de loyers. Interrogée dans les locaux des Brigades spéciales, elle fut battue à coups de nerf de bœuf. La perquisition de son domicile 114 rue du Château ne donna aucun résultat. Selon ses déclarations obtenues sous la contrainte, elle aurait accepté de garder chez elle quatre pistolets et quatre grenades. Elle portait ensuite ces armes à proximité des lieux des opérations. Elle les récupérait après et les emmenait chez elle. Elle effectua ce travail quatre ou cinq fois. Elle était rémunérée deux mille trois cents francs par mois, plus des tickets de ravitaillement. Elle affirma qu'à son rendez-vous du 16 novembre 1943, elle voyait Marcel Rajman pour la première fois. Le 27 novembre elle était incarcérée à la prison de Fresnes. Golda Bancic était la seule femme parmi les vingt-quatre accusés qui comparaissaient le 18 février 1944 devant le tribunal du Gross Paris qui siégeait rue Boissy-d'Anglas ; la presse collaborationniste dont Le Matin s'en fit l'écho : « *Le tribunal militaire allemand juge 24 terroristes ayant commis 37 attentats et 14 déraillements. Un Arménien, Missak Manouchian dirigeait cette tourbe internationale qui assassinait et détruisait pour 2 300 francs par mois* ». Les vingt-trois combattants furent passés par les armes le 21 février 1944 au Mont-Valérien à Suresnes (Hauts-de-Seine). La concierge du 3 rue Andrieux s'inquiéta de l'absence de madame Martin qui ne réglait plus la location de sa chambre ; elle prévint la police. Le 23 mars 1944, des policiers du commissariat du quartier de l'Europe perquisitionnèrent. Ils saisissaient des grenades, des armes de poing et des engins explosifs... La BS2 identifia Golda Bancic alias Martin. Transférée en Allemagne, elle fut une nouvelle fois condamnée à mort à Stuttgart. Elle fut décapitée à la hache



Olga Bancic (1912-1944)

dans la cour de sa prison le jour de son trente-deuxième anniversaire, parce que les Allemands réservaient aux seuls hommes la mort par les armes.

Le 4 juillet 2013, la mairie de Paris a fait poser une plaque commémorative en hommage à l'action de Olga Bancic au 114 rue du Château à Paris XIV^e arr, là où elle habitait¹⁵.

[Jacob Salomon](#), son mari, était né le 18 novembre 1911 à Jassy (Roumanie). Il rejoint en mars 1943 les FTP-MOI, puis sera détaché dans le groupe de langue roumaine pour développer l'activité politique. Il prendra le pseudonyme de Alexandru Jar dit Dubois. Il regagna la Roumanie après guerre ; il garda son patronyme de Alexandru Jar, la population était très marquée par l'antisémitisme. Celui-ci s'était fortement développé sous la dictature du général Ion Antonescu ; 280 000 à 380 000 Juifs furent assassinés pendant la guerre en Roumanie, Bessarabie et Bucovine (voir notre annexe 2). Alexandru Jar, membre du Parti ouvrier roumain (POR) exerça des responsabilités au Ministère de l'Intérieur. Il se remaria avec une danseuse étoile de l'Opéra d'État Alexandra Tschiltske. Il se consacra à l'écriture et à la poésie, exaltera la figure de Golda Bancic, prénommée désormais Olga, prénom qui résonnait russe et non juif comme Golda. De retour d'un voyage en URSS en décembre 1952, Alexandru Jar exprima « son mécontentement sur ce qu'il avait vu ». Il renonça à écrire un livre d'indépendance d'esprit. À la suite du XX^e congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique, il s'exprima dans une interview à la une de *Gazeta literara*, protestant contre « la falsification idyllique de la vie. » Il réitéra ses critiques en mai 1956, en présence de Gheorghe Gheorghiu-Dej, secrétaire général du POR, lors d'une réunion du Rayon IV Staline. Il déclara qu'en matière de littérature : « Depuis des années les hommes, membre du parti, pensent de moins en moins. » Les bureaucrates communistes sonneront la charge. Alexandru Jar aura droit à des attaques en règle ; il sera exclu de l'Union des écrivains et du Parti ouvrier. Il traversa une longue traversée du désert jusqu'à la fin de l'année 1966 où sa surveillance policière très pesante a été levée. Il écrivit abondamment jusqu'à sa mort en 1988. (Sources : Le Maitron)

[Les armes saisies rue Andrieux](#)

Treize grenades Mills, quatorze engins cylindriques vides, sept engins de même type remplis de mitraille, dépourvus d'explosif, huit autres chargés, dix-sept engins cylindriques vides et quatre autres remplis de mitraille mais sans explosif, deux engins incendiaires, trois mèches lentes, deux petits cordeaux détonant à la penthrite, cinq kilos de chlorate de potassium, deux bidons de cinq litres et quatre bouteilles contenant un solvant inflammable, une boîte contenant quatre paquets incendiaires, une ampoule incendiaire d'origine anglaise, un frottoir pour engin incendiaire, un crayon allumeur à retardement. Furent également saisis quatre pistolets automatique deux de calibre 6,35 mm, et deux calibre 7,65 mm et un revolver à barillet, et un sac de poudre blanche, quatre rouleaux de cordeau, soixante bombes, trois cartouchières pleines, un sac d'accessoires pour engins incendiaires, plusieurs boîtes de cartouches et balles de revolvers, une boîte de plaques incendiaires, une boîte d'explosifs.

15 Dans l'Humanité Dimanche du 2 avril 2020, Joseph Andras, auteur de « De nos frères blessés » consacré à Hélène Ksiazek et [Fernand Iveton](#) « guillotiné pour l'exemple », a fait paraître un article intitulé « La dernière adresse d'Olga Bancic ».

Dernière lettre d'Olga Bancic à sa fille

Chère Madame, Je vous prie de bien vouloir remettre cette lettre à ma petite fille Dolorès après la guerre. C'est là le dernier désir d'une mère qui va vivre encore 12 heures. Merci. Ma chère petite fille, mon cher petit amour, Ta mère écrit la dernière lettre, ma chère petite, demain à 6 heures, le 10 mai, je ne serai plus. Mon amour, ne pleure pas, ta mère ne pleure pas non plus. Je meurs avec la conscience tranquille et avec toute la conviction que demain tu auras une vie et un avenir plus heureux que ta mère. Tu n'auras plus à souffrir. Sois fière de ta mère, mon petit amour. J'ai toujours ton image devant moi. Je vais croire que tu verras ton père, j'ai l'espérance que lui aura un autre sort. Dis-lui que j'ai toujours pensé à lui comme à toi. Je vous aime de tout mon cœur. Tous les deux vous m'êtes chers. Ma chère enfant, ton père est, pour toi, une mère aussi. Il t'aime beaucoup. Tu ne sentiras pas le manque de ta mère. Mon cher enfant, je finis ma lettre avec l'espérance que tu seras heureuse pour toute ta vie avec ton père, avec tout le monde. Je vous embrasse de tout mon cœur, beaucoup, beaucoup. Adieu mon amour. Ta mère



Olga Bancic et sa fille Dolores

Le 13 juillet 1947, le Journal officiel rendait public un décret attribuant la médaille de la Résistance à titre posthume à Olga Bancic, Joseph Boczov, Georges Gloarek (sic), Thomas Elex (sic), Roger Rouxel, Antoine Salvadori, Salomon-Wolf Schapira (sic), Wolf Wajsbrot, Robert Witschitz, Amédéo Usseglio et Rino Della Negra, mais bien vite, dans les années qui ont suivi la Libération, l'Affiche Rouge avec l'action des résistants étrangers de la MOI sera passée sous silence. On peut l'expliquer par la volonté de mettre l'accent sur l'identité française de la Résistance plutôt que sur l'apport des étrangers, mais aussi par l'irruption de la Guerre froide qui conduit à une répression anticommuniste qui visait au premier chef les organisations et les militants étrangers. Néanmoins, en 1955, on inaugurait dans le X^e arr. de Paris la rue du groupe Manouchian. Louis Aragon écrira le poème « *Strophes pour se souvenir* » mis en musique et chanté par Léo Ferré en 1959. Dans ce beau et célèbre poème, si Aragon évoque vingt et trois étrangers membres du groupe Manouchian, qui auraient été fusillés, en fait, ils sont vingt et deux. Aragon ne fait pas référence à la seule femme du groupe, Olga Bancic, qui n'a pas été fusillée mais qui a été décapitée.

*Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent
Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant le temps
Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant
Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir
Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant.*

À partir de 1985, l'Affiche Rouge¹⁶ s'impose peu à peu, jusque dans les manuels scolaires. Et aujourd'hui, Olga Bancic est devenue le symbole des femmes et jeunes filles étrangères engagées dans la Résistance en France. Mais elle ne fut pas la seule. Sur les vingt-deux résistantes arrêtées en novembre 1943 par la BS2, douze étaient nées à l'étranger : une en Italie, une en Russie, deux en Hongrie, quatre en Pologne et quatre en Roumanie.(voir notre analyse plus loin).

¹⁶ Dans les films consacrés à l'Affiche Rouge, signalons le film de Robert Guediguian « l'Armée du Crime » sorti en 2009.

Ida Kiro

Ida Kiro était née le 12 décembre 1899 à Kichinev comme Olga Bancic et Menika Chilischi. Arrivée de Roumanie dans les années 1930, dans les premiers temps, ses parents lui envoyèrent de l'argent puis elle donna des leçons de roumain et fit des broderies pour les particuliers. Elle militait à la MOI. Elle est dite sans profession dans les documents la concernant. Ida Kiro fut interpellée au 11 Boulevard Saint-Germain à Paris V^e arr par les policiers de la BS2 le 17 novembre 1943 dans un immeuble où Mme Sophie Blouquit était concierge. Celle-ci fut elle-aussi interrogée par la BS2. Accusée d'exercer une « activité communo-terroriste », après son interrogatoire, Ida Kiro fut livrée aux autorités allemandes, incarcérée, puis transférée le 20 janvier 1944 au camp de Drancy réservé aux Juifs sous le matricule 11817. Le 3 février 1944, Ida Kiro était dans le même convoi que Menika Chilischi de 1 214 déportés, hommes et femmes à destination d'Auschwitz. Le 27 janvier 1945 quand l'armée soviétique libéra le camp, Ida Kiro ne faisait pas partie des douze survivantes. Le nom de Ida Kiro a été gravé sur le mur des noms au Mémorial de la Shoah.



Ida Kiro (1899-1944)

Hanna Aron née Leiderschneider, une survivante

Fille de Maftala et de Feiga née Ghers, Hanna était née le 27 avril 1909 à Briceni (Bessarabie) ; elle épousa Tobias Aron ; elle était entrée en 1937 en France irrégulièrement. Le 17 septembre 1938, elle fit l'objet d'un refus de séjour, mais autorisée à résider dans le département de la Seine par sursis renouvelable jusqu'en 1939. En raison de la déclaration de guerre, sa situation resta en suspens. Le couple de nationalité roumaine, considéré comme Juifs, vivait 11-13 rue Houdart à Paris (XX^e arr.). Le 23 mars 1943 des policiers de la BS1 de Puteaux (Hauts-de-Seine) l'arrêtèrent dans un logement loué au nom de Debray au 22 avenue de Versailles à Paris XVI^e arr.). Une machine à ronéotyper, des tracts édités par le Parti communiste clandestin et des stencils et du papier furent saisis. Interrogée au commissariat de Puteaux puis dans les locaux de la BS2 à la Préfecture de Police, elle fut incarcérée. Internée à Compiègne, elle était dans le convoi dit des 25000 de 959 détenues qui quitta le camp le 31 janvier 1944 à destination de Ravensbrück (Allemagne). Transférée dans un Kommando de travail de femmes dépendant du camp de Flossenbürg à Holleinschen dans les Sudètes, les détenues travaillaient pour l'usine de munitions Skoda. Le camp de Flossenbürg fut libérée le 23 avril 1945 par l'armée américaine ; matricule 27315, Hanna Aron était vivante. Rapatriée en mai 1945 à Paris, un récépissé de demande de carte d'identité valable jusqu'au 4 septembre 1945 lui fut délivrée. (Le Maitron).



Geneviève de Gaulle, future Mme de Gaulle-Anthonioz

Geneviève de Gaulle¹⁷ (1920-2002), nièce du général était dans le convoi de Hanna Aron. Elle avait été arrêtée le 20 juillet 1943 par Bonny et sa bande dans une librairie, 68 rue Bonaparte, où se réunissaient clandestinement les membres du réseau « Défense de la France ». Déportée à Ravensbrück, Geneviève de Gaulle nouera des amitiés inaltérables avec Germaine Tillion et Anise Postel-Vinay. En octobre 1944, Geneviève de Gaulle, extrêmement mal en point, était placée en isolement au Bunker par Himmler. Le chef de la Waffen SS voulait

¹⁷ Geneviève de Gaulle-Anthonioz s'engage après guerre dans la lutte contre la pauvreté et assurera la présidence de l'antenne française d'ATD Quart Monde de 1964 à 1998. Le 27 mai 2015, elle faisait son entrée au Panthéon, mais

lui garder la vie sauve et se servir d'elle comme d'une monnaie d'échange. Libérée en avril 1945, Geneviève retrouva très vite son oncle Charles. Bouleversé, il découvrit par son témoignage la réalité inimaginable des camps.

Irma Mico



Irma Mico (97 ans) dans le film *Das Kind* de Yonathan Lévy

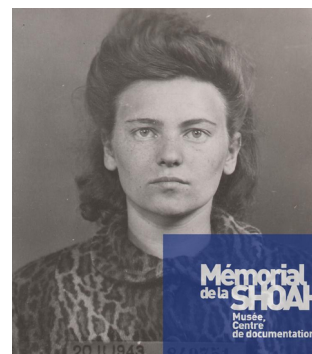
Irma Mico est née Rosenberg le 12 décembre 1914 à Cernăuți en Bucovine (Roumanie), aujourd'hui Tchernivtsi en Ukraine. Elle fait partie des Juifs roumains qui parlaient allemand et ne parlaient pas yiddish. Elle épouse Grisha Rothstein. Ils vivent à Bucarest. C'est une pianiste. En 1937, les Rothstein, membres du Parti communiste roumain, quittent la Roumanie avec la montée du nationalisme et de l'antisémitisme pour s'installer à Paris. Irma Rothstein va enrôler des Brigadistes pour la guerre d'Espagne et son mari Grisha Rothstein y participera. Irma fait la connaissance de son deuxième mari, Julien Mico. Julien Mico et Irma vont faire partie de la MOI. Après guerre, elle fut tentée de rentrer en Roumanie mais préféra rester en France, pressentant que les Juifs roumains venus de l'Ouest n'y seraient pas bien traités.

Un film documentaire *Das Kind (L'Enfant)* sur le parcours d'Irma Mico pendant la seconde guerre mondiale du réalisateur franco-israélien Yonathan Levy, achevé en 2010, sorti au cinéma en février 2013, a obtenu le prix du meilleur film au Festival européen du film indépendant.

Irma Mico participa à une activité de la résistance communiste peu connue, le Travail allemand¹⁸ qui consistait à approcher des soldats de la Wehrmacht en France pour tenter de les convaincre de changer de camp et d'abandonner leur cause. Les dirigeants de ce réseau furent « Gérard » (Artur London), « Gaston » (Otto Niebergall), membre du Parti communiste d'Allemagne (KPD) et Leo Langer, membre du Parti communiste d'Autriche (KPÖ).

Hermina Slomovits, une survivante à sa déportation

Fille de Joseph et de Fani, Hermina Slomovits était née le 13 juillet 1920 à Sighet (Transylvanie, Roumanie), ville d'où est originaire l'écrivain Elie Wiesel (1928-2016). Hermina Slomovits demeurait 18 rue Gracieuse à Paris (Ve arr.) ; elle entra à la MOI ; elle avait épousé le militant hongrois Ladislav November. Après différents emplois, en août 1943, Ladislav November partit travailler en Allemagne avec son amie Hermina Slomovits ; il était employé comme décorateur par la firme cinématographique Universum Film AG (UFA) à Berlin. Le 17 novembre 1943, Hermina Slomovits et Ladislav November qui avait été filé, furent interpellés vers 19 heures par trois inspecteurs de la BS2 alors qu'ils se présentaient à la porte d'une chambre de l'Hôtel Voltaire au 3 rue des Carmes (V^e arr.) où vivait Jibé Fegyverès. Elle présenta une carte d'identité française au nom de Léonie Irigoyen revêtue du



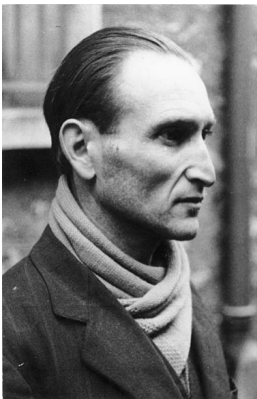
Hermina Slomovits épouse November

avec un cercueil ne contenant que de la terre issue de son cimetière, sa famille ayant refusé sa ré-inhumation.

18 Le but du travail du Travail allemand (TA) était de pénétrer la machine de guerre fasciste et, par un travail idéologique antifasciste, de combattre l'idéologie inculquée aux soldats afin de déployer une action en faveur de la paix dans l'armée allemande et ses organes administratifs et services.

cachet du commissariat de Biarritz, un passeport allemand au même nom et divers papiers d'identité. Les policiers saisissaient à leur domicile de Saint-Mandé quatre tracts des Francs Tireurs et Partisans et une liste de souscription en leur faveur, deux documents dactylographiés en langue hongroise, une feuille d'alimentation de matières grasses qui portait le cachet de la mairie du XV^e arr.. Sa carte d'identité d'étrangère était périmée depuis le 15 décembre 1942, inscrite au service Juif sous le numéro 21396, elle était inconnue des différents services policiers. Interrogée, probablement battue dans les locaux des Brigades spéciales, livrée aux Allemands, elle était incarcérée à Fresnes. Le 2 février 1944, elle était internée au camp de Drancy réservé aux Juifs. Elle déposa 120 francs au bureau de l'administration du camp (reçu n° 20, carnet de fouilles n° 87). Le 10 février, elle était dans le convoi n°68 à destination d'Auschwitz. Quand l'armée soviétique libéra le camp le 27 janvier 1945 sur 1500 déportés, 42 survivaient dont 24 femmes. Quant à Jibé Fegyverès, juif, il a été interné le 22 janvier 1944 à Drancy sous le matricule 12223, il déposa 20 francs à l'administration du camp (reçu n° 20 dans le carnet de fouilles n° 70). Ladislav November, interrogé, probablement torturé dans les locaux des Brigades spéciales, livré aux Allemands, fut lui-aussi incarcéré à Fresnes. Le 22 janvier 1944 au départ de Compiègne, Ladislav November était dans le convoi de deux mille cinq hommes à destination de Buchenwald (Allemagne) où ils arrivèrent le 24. Fut-il dirigé vers Flossenbürg ou Mauthausen (Autriche) ? Une seule certitude, Ladislav November rentra de déportation à une date inconnue. Il a été homologué Déporté interné résistant (DIR). Quant à Hermina Slomovitz, épouse November, elle rentra elle-aussi de déportation ; elle a été homologuée Déportée internée résistante (DIR).

Charlotte Csordas ou Chari Gruia, agent de liaison, amie de Joseph Boczor



Joseph Boczor, l'un des dix de l'Affiche Rouge

Charlotte Csordas s'appelait en réalité Chari Gruia mais c'est sous le nom de Charlotte Csordas qu'elle milita. Elle était née en Transylvanie à Oradea (Roumanie). Elle fut l'adjointe de Mihaly Grünsperger alias Mihai Patriciu, originaire lui-aussi de Transylvanie, ancien des Brigades internationales, qui avait été responsable technique des FTP-MOI parisiens de juin 1942 à mai 1944. Elle milita au sein du Parti communiste clandestin. Elle habitait 83 rue du Faubourg Saint Denis à Paris (X^e arr.) puis loua une chambre sous le nom de Duval au 41 rue Pelleport à Paris (XX^e arr.). Son voisin de chambre était Joseph Boczor. Il avait habité au 117 rue Pelleport puis en mai 1942, se rendant compte qu'il était surveillé, il déménagea au 41 de la même rue. Le 15 décembre 1942, Charlotte Csordas était vue en compagnie de Jeanne et Maurice Alexandre, résistants FTP.

Tous les trois avaient rendez-vous avec Raymond Lambert, chargé de la répartition du matériel pour l'inter région parisienne FTP. Quatre inspecteurs de la

BS2 étaient sur le lieu du rendez-vous rue Léon-Renault aux Lilas (Seine-Saint-Denis). Arrêtée, elle fut interrogée dans les locaux des Brigades spéciales à la préfecture de police ; elle donna l'adresse du 83 rue du Faubourg-Saint-Denis puis donna sa véritable adresse 41 rue Pelleport où elle logeait. Dans la chambre, les policiers saisissaient une carte d'identité et un livret de famille au nom de Duval, une matraque plombée dans une boîte à outils et un pistolet calibre 6,35 mm et son chargeur dissimulé sous le matelas du lit. La GFP (Geheime Feldpolizei), police secrète de campagne, dans une note du 29 décembre 1942 avait informé la BS2 que Sarolta Klein (autre nom de Charlotte Csordas) était l'amie de François Torok dit Juraz Kiss, né le 30 juin 1899 à Budapest (Hongrie) ; de plus, elle avait été vue en compagnie d'Anton Popa, Juvko Rohac de sa véritable identité, résistant FTP-MOI. Juvko Rohac avait été fusillé le 9 mars 1943 en même temps que Nicolas Cristea, Andrei Sas Dragos et Carol Goldstein. Lors d'un interrogatoire par la GFP, Juvko Rohac avait donné le signalement de Charlotte Csordas : « Hongroise âgée de 25 à 30 ans, d'une taille de 1,60 mètres,

brune », ainsi que son adresse 83 rue du Faubourg Saint-Denis ». Lors de la perquisition de la chambre de François Torok, les policiers saisirent une matraque, quatre tubes en métal, un paquet de coton poudre, des fils électrique, un brassard de la SNCF, trois clefs, deux étuis à acide, et un ovule en gélatine pouvant servir à la confection d'engins incendiaires. Après son incarcération, Charlotte Csordas prenait le 26 juillet 1943 le chemin de la déportation au départ de la gare de l'Est à destination de Ravensbrück. 58 femmes étaient dans des wagons aux fenêtres grillagées, toutes condamnées à la déportation pour leurs actions dans la résistance gaulliste ou communiste. Elles arrivèrent à Sarrebruck le lendemain ; elles partirent le 30 juillet pour Ravensbrück où elles arrivèrent le 1^{er} août. Les détenues furent soumises à un régime qui s'apparenta à celui des Nuit et Brouillard « NN », destinées à disparaître. Elles n'étaient soumises à aucun travail en Kommando extérieur, un régime d'isolement total, pas de colis, pas de courrier. Les déportées furent transférées au camp de Mauthausen (Autriche). Le 22 avril 1945, la Croix-Rouge prenait en charge 43 déportées dont Charlotte Csordas, matricule 21660. Rentrée en France, elle regagna la Roumanie.

Liuba Bacicurinshi épouse Zilberman

Fille de Wolf et de Sofia Magaziner, Liuba Bacicurinshi était née le 2 avril 1910 à Tighina en Transnitrie en Moldavie (Roumanie). Elle demeurait dans un pavillon au 28 rue du Moulin à Vincennes (Val-de-Marne). Elle avait épousé Jancu Zilberman, ancien des Brigades Internationales, FTP-MOI, le 18 mars 1943. Il devait lancer une grenade sur des soldats Allemands gare de l'Est. Sa grenade artisanale lui explosa dans les mains, grièvement blessé, transporté par la police à l'hôpital, il y mourut trois jours plus tard. Militante de la MOI, agent de liaison, un dossier n° 64694 à son nom était au fichier « Juif » ; elle était recherchée depuis le 28 septembre 1942 « en raison de sa race et de sa nationalité ». Liuba Bacicurinschi était inconnue aux archives centrales de la police et aux sommiers et archives judiciaires. Elle fut repérée pour la première fois le 25 mai 1943 vers 18 heures 30 au métro Richelieu-Drouot par des inspecteurs de la BS2 qui filaient une autre militante nommée par eux « La grande ». Deux inspecteurs de la BS2 escaladèrent le 2 juillet vers 6 heures 15 du matin la façade du pavillon et rentrèrent par le premier étage. Elle détenait une fausse carte d'identité française au nom de Marie Marmoz, née Marie Negru, née le 2 janvier 1910 en Roumanie, de nationalité française, couturière, demeurant 6 rue de la Martinière à Chaville (Hauts-de-Seine). Dans le secrétaire de la chambre à coucher, les policiers saisissaient une carte de viande du mois de juin de la mairie du XX^e arr., une carte de pommes de terre valable, deux récépissés de demande de carte d'étranger à son nom ; quatre cartes de textiles au nom de Amélie Pinson, Jeanne Cassiot, née Perrin, Ginette Bichon, les trois documents portaient le cachet de la mairie de Varenne-lès-Nevers (Nièvre), l'une au nom de Jean Pop, portait le cachet de la mairie du XIX^e arr.. Enfin un tract de cinq feuilles intitulé « Le Parti Communiste français approuve la dissolution de l'Internationale Communiste ». Une confrontation de Liuba Bacicurinschi avec son frère le docteur Aron Bacicurinscki eut lieu. Lors des interrogatoires, les détenus étaient frappés, certains torturés, les policiers affirmaient qu'ils connaissaient tout sur l'organisation des FTP-MOI.



*Liuba Bacicurinshi,
épouse Zilberman,*

Internée à Drancy sous le matricule 4623, Liuba Bacicurinshi fut déportée par le convoi n°60 le 7 octobre 1943 à destination d'Auschwitz où elle mourut. Son nom figure sur le mur des noms du Mémorial de la Shoah à Paris (IV^e arr.).

Liuba Soche épouse Bacicurinschi



Fille de Mathus et de Pessah, Liuba Soche était née le 7 février 1909 à Tighina (Transnitrie Moldavie). Elle avait épousé Aron Bacicurinschi ; le couple vivait 6 rue Lebel à Vincennes (Val-de-Marne). Elle exerçait le métier de couturière à domicile, son mari Aron dit le docteur François était médecin. Le gouvernement de Vichy promulgua le 3 octobre 1940 le statut des Juifs, qu'il aggrava le 2 juin 1941. Une ordonnance allemande du 29 mai 1942, rendue publique le 1^{er} juin, rendait à compter du dimanche 7 juin 1942 le port de l'étoile jaune obligatoire. Le couple redoubla de précautions, et alla vivre au 41 rue Broca dans le XIII^e arr. dans un logement qui était loué par Louis Salvetat, cuisinier, un ami de la famille. Le 2 juillet 1943 vers 21 heures 30, Liuba Bacicurinschi se présenta au domicile de sa belle-sœur Liuba Bacicurinschi, 28 rue du Marché à Vincennes (Val-de-Marne) ; trois inspecteurs de la BS2 étaient en surveillance. Son mari Aron y avait été interpellé en début de soirée. Emmenée dans les locaux des Brigades spéciales à la Préfecture de police, fouillée, Liuba portait sur elle un récépissé de carte d'identité. Au logement du 41 rue Broca, les policiers saisissaient une fausse carte d'identité française au nom de Marmoz née Negru le 2 janvier 1910 à Ploesti (Roumanie) portant le cachet de la ville de Chaville (Hauts-de-Seine) le 11 octobre 1941, ainsi que quatre cartes de textile à divers noms et adresses de province et un tract édité par le Parti communiste clandestin. Liuba Bacicurinschi soutint qu'elle ne s'était jamais occupée de politique. Interrogée dans les locaux des Brigades spéciales, battue, elle déclara avoir déchiré sa carte d'identité portant la mention « Juif », sa belle-sœur lui avait procuré la fausse carte d'identité au nom de Marmoz qu'elle avait payée deux mille francs. Quand les policiers lui dirent que des tracts communistes avaient été découverts au domicile de sa belle-sœur, elle fit l'étonnée « *Je dois vous dire que ni mon mari, ni moi ne voyions régulièrement Liuba. [...] Elle ne m'a jamais parlé ni d'un nommé Pop, ni d'un dénommé « Jean ». Je ne les ai jamais vus, ni l'un ni l'autre.* »

Internée au camp de Drancy, le 7 octobre 1943, Liuba Bacicurinschi était dans le convoi n°60 d'un millier de déportés à destination d'Auschwitz (Pologne). Dès l'arrivée, 491 hommes et femmes furent gazés, puis 340 hommes et 169 femmes ont été sélectionnés, puis gazés. Selon David Diamant, Liuba Bacicurinschi était enceinte, son mari Aron n'avait pas été sélectionné parce qu'il était médecin, mais il ne quitta pas son épouse et mourut avec elle dans la chambre à gaz. Le 27

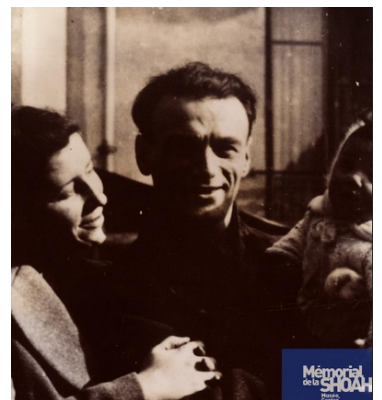
janvier 1945, les troupes soviétiques libéraient le camp, trente-et-un déportés étaient vivants dont seulement deux femmes déportées dans le convoi n°60.

Louis Salvetat, qui avait hébergé le couple, interpellé le 1^{er} juillet 1943, avait été relaxé après quatorze jours de détention et témoigna devant la commission d'épuration de la police : « Conduit à la Préfecture de police salle 25, je n'ai pas fait l'objet de mauvais traitements. Par contre, j'ai vu l'inspecteur Boisvieux gifler et frapper violemment une femme, Mme Bacicurinschi. [...] L'inspecteur Boisvieux m'a demandé les clefs de mon logement. Je les lui ai remises. En compagnie de son collègue R..., ils sont allés perquisitionner à nouveau en compagnie de [Aron] Bacicurinschi [...] À mon retour chez moi, j'ai constaté la disparition d'un rasoir à main, d'un stylo, trois pièces d'or de vingt francs, deux écus de cinq francs en argent, une pièce suisse de trois francs en argent et une pièce de dix francs français d'émission récente. Je porte plainte contre les inspecteurs qui ont procédé aux différentes perquisitions. »

Le nom de Liuba et de son époux le docteur Aron Bacicurinschi ont été gravés sur le mur des noms au Mémorial de la Shoah rue Geoffroy-l'Asnier à Paris (IV^e arr.).

Les Arcueillais Boruch Lerner fusillé et Hadassa Tenenbaum déportée

Né dans une famille juive le 15 décembre 1914 à Lipcani en Bessarabie, fils de Michaël et de Bronia, Boris Lerner quitta la Roumanie clandestinement en 1938 pour s'engager dans les Brigades internationales. Il n'alla pas plus loin que Paris car le recrutement avait cessé. Il s'engagea dans l'armée française en septembre 1939. Marié à Hadassa Tenenbaum, née le 2 avril 1912 à Kossow (Pologne), le couple quitta Paris en juin 1940 et fut interné au camp de Gurs où naquit leur premier enfant. Transférés à Rivesaltes, ils perdirent l'enfant emporté par la maladie au mois d'août 1941. Ils s'évadèrent et rejoignirent Perpignan. Quelques jours plus tard, ils franchirent clandestinement la ligne de démarcation et arrivèrent à Paris le 20 août 1941. Ils prirent contact avec les résistants juifs communistes de Paris. Dépouillés depuis juin 1941 de carte d'identité, tous les deux se procurèrent une fausse carte au nom d'Ostrovski pour lui et de Mierzejewski pour elle. En août 1942, ils louèrent un logement au 44 avenue Richaud à Arcueil sous leur fausse identité. Le 27 août, un fils naquit. Membre du 2^e détachement des FTP-MOI, Boruch Lerner devint l'adjoint de Meyer List¹⁹ ; il participa à plusieurs actions comme l'attaque à la grenade d'un hôtel d'officiers allemands



Hadassa Tenenbaum, Boruch Lerner, et leur enfant

19 Meyer List était né le 7 octobre 1907 à Ostrawa (Pologne), dans une famille qui se réfugia en Argentine. Comme ses frères, il milita dans les organisations ouvrières. Mayer List adhéra au Parti communiste argentin. Recherché par la police, il se réfugia en Uruguay, puis revint en Argentine où, arrêté, il fit la grève de la faim. Expulsé vers la Pologne à l'été 1936, il s'évada lors de l'escale de Vigo (Espagne) et rejoignit les Brigades internationales. Il entra en France clandestinement au printemps 1939. Interpellé par les gendarmes, sans papiers et épuisé, il ne fut pas arrêté à cause de son état de santé : il était tuberculeux. Il réussit à gagner Paris avant la déclaration de guerre. À l'automne 1941, malgré son état de santé, il rejoignit le 2^e détachement de l'Organisation spéciale-MOI qui devint en 1942 les FTP-MOI. À la suite de l'arrestation de Léon Pakin, en juin 1942, il lui succéda à la tête du 2^e détachement. Selon un bilan établi par Boris Holban, entre le 8 juillet 1942 et le 31 mai 1943, le 2^e détachement FTP-MOI mena cinquante-huit actions contre les troupes d'occupation : incendies de camions, dépôts de bombes à retardement devant des hôtels occupés par des Allemands, grenadage de restaurants, de détachements de soldats... Des inspecteurs de la BS2 filaient méthodiquement les résistants de la MOI. Il fut arrêté le 2 juillet 1943. Les perquisitions des domiciles rue Chapsal et avenue Pauline furent infructueuses. Emmené dans les locaux des Brigades spéciales à la préfecture de police, il fut torturé par des policiers de la BS2 mais nia toute participation aux actions armées. Lors des confrontations avec Boruch Lerner et Hirsch Loberbaum, Meyer List déclara : « Je ne

boulevard Raspail ou la pose d'une bombe au ministère de la Marine, place de la Concorde. Devenu responsable technique de l'armement, il contrôlait un dépôt d'armes 18 rue Dauphine à Paris VI^e arr.. S'apercevant qu'il était filé, il en avertit la direction qui lui demanda de quitter sa planque et le nomma dans l'Est de la France mais il fut arrêté le 29 juin 1943 par trois inspecteurs de la BS2. Les policiers saisirent au 18 rue Dauphine trente bombes de type « Lafayette », soixante-deux corps de bombe, quinze engins incendiaires, une grenade, cinq tubes d'aluminium devant servir à la fabrication d'engins explosifs, deux revolvers à barillet, trente-sept détonateurs. Lors de la perquisition de sa planque et de son logement 44 avenue Richaud à Arcueil, des faux papiers furent saisis. Livré aux Allemands, Boruch Lerner fut condamné à mort pour « menées terroristes et activité de franc-tireur » le 20 septembre 1943 par le tribunal du Gross Paris qui siégeait rue Boissy-d'Anglas (VIII^e arr.). Il fut passé par les armes le 1^{er} octobre 1943 au Mont-Valérien. Il a été déclaré « Mort pour la France » par le Ministère des anciens combattants le 9 avril 1946.

Hadassa Tenenbaum, son épouse, travaillait comme tricoteuse à façon à domicile. Elle était son agent de liaison. Boruch Lerner vivait en dernier lieu 43 avenue d'Ivry à Paris XIII^e arr. Il ne venait plus à son domicile d'Arcueil, le couple avait convenu de rendez-vous au parc Montsouris. Lors de la rencontre du samedi 26 juin 1943 au parc Montsouris, Boruch Lerner conseilla à son épouse de ne pas rentrer à Arcueil ; il pensait que tous les deux avaient été dénoncés comme Juifs. Elle trouva un hébergement à Bobigny.



Hadassa Tenenbaum

Trois inspecteurs de la BS2 arrêterent Hadassa le 30 juin 1943 vers 14 heures 30 Chemin latéral du chemin de fer à Bobigny. Interrogée dans les locaux des Brigades spéciales de la préfecture de police par le commissaire Pierre Gautherie adjoint chef de la BS2, elle déclara qu'elle ignorait tout de l'activité de Boruch Lerner qu'elle présenta comme son ami. À la demande des policiers, elle autorisa l'admission de son fils aux Enfants assistés. Hadassa Tenenbaum fut internée à Drancy sous le numéro 3194 et déportée par le convoi n° 58 du 31 juillet 1943 à destination d'Auschwitz. Le convoi comptait mille déporté (hommes et femmes), 662 furent gazés à l'arrivée, 232 hommes et 106 femmes ont été sélectionnés. Affectée au block 10, comme assistante à la doctoresse Dora (Dorota) Lorka-Klein (surnommée Slawka), elle survécut aux épreuves et à la marche de la mort. Quand l'armée soviétique libéra le camp le 27 janvier 1945, il ne restait que treize survivants dont six femmes et parmi celles-ci, Hadassa Lerner née Tenenbaum. Elle quitta la France en novembre 1948 pour rejoindre sa famille en Israël, avec son fils. Elle est décédée à Tel-Aviv le 9 juin 1970.

Bien que locataires à Arcueil en 1942, 44 avenue Richaud, avant de devoir chercher un autre domicile, ces deux résistants de la MOI n'ont pas été répertoriés comme arcueillais ; n'ayant pas été arrêté à Arcueil, Boruch Lerner, fusillé à 28 ans 9 mois et 17 jours au Mont-Valérien le 1^{er} octobre 1943, n'est pas sur le monument aux morts d'Arcueil. Il était monteur en radio TSE. Peut-être son nom devrait-il y être inscrit. Son épouse, qui fut déportée le 31 juillet 1943 à Auschwitz, en revint.

connais aucun de ces individus, je n'ai rien à répondre. » Livré aux Allemands, il comparut le 20 septembre 1943 devant le tribunal du Gross Paris. Il fut condamné à mort pour « menées terroristes et activité de franc-tireur » et passé par les armes le 1^{er} octobre 1943 au Mont-Valérien ainsi que Nonnique Tuchklaper, André Engros et Boruch Lerner. (Le Maitron) Il a été déclaré « Mort pour la France » le 12 juillet 2007.

Sociologie des résistant(e)s de la MOI d'après une archive de la Police parisienne

Un document original trouvé aux Archives de la Police parisienne m'a permis de faire une petite recherche sociologique sur les militant(e)s de la MOI qui furent arrêté(e)s en novembre 1943 par les policiers de la BS2. C'est une liste où figurent les noms d'hommes et de femmes suivis des numéros de leur dossier et des numéros des PV les concernant. Sur cette liste figurent vingt et deux femmes et trente neuf hommes. J'ai rajouté à cette liste huit hommes du groupe Manouchian fusillés au Mont-Valérien le 21 février 1944 et qui n'y figuraient pas. Par contre, il y a deux femmes et cinq hommes pour lesquels je n'ai pas trouvé d'information. Sur vingt femmes pour lesquelles l'information m'est connue, une a été exécutée par les autorités allemandes, il s'agit de la roumaine Olga Bancic, âgée de 32 ans à son décès, mère d'une enfant cachée, et qui avait exercé comme couturière avant de s'engager dans la Résistance ; 18 femmes ont été déportées : onze par le convoi n°67 de Drancy à Auschwitz, une par le convoi n°68 de Drancy à Auschwitz, cinq par le convoi des 27 000 de Compiègne à Ravensbrück et une par le convoi n°80 pour le camp de Bergen-Belsen ; une n'a pas eu de condamnation car il s'agissait de la concierge de la juive roumaine Ida Kiro, qui a été déportée de Drancy à Auschwitz par le convoi n°67 et ne revint pas (voir plus haut). Sur les dix huit femmes déportées, dix qui appartenaient au convoi n°67 sont mortes en déportation. Il n'y a eu qu'une seule survivante arrêtée en novembre 1943 de ce convoi. Les femmes qui sont revenues de déportation n'étaient pas dans le convoi n°67 mais avaient été pour cinq d'entre elles déportées à Ravensbrück.

Onze (50 % de l'effectif de femmes arrêtées) ont été déportées dans ce convoi n°67, convoi dans lequel il y avait l'arcueillaise Menika Chilischi. Dans ce convoi, on y trouve Jacques Halpern (17 ans), Maurice Schlosser (15 ans), et Hans-Helmut Michel (13 ans), les trois jeunes Juifs cachés dans un collège religieux d'Avon, qui furent arrêtés le 15 janvier 1944 en même temps que leur professeur, le père Jacques de Jésus, et dont l'histoire a inspiré le scénario du film de Louis Malle « Au revoir les enfants » (1987.)

« Le convoi n°67 en date du 3 février 1944 part de la gare de Paris Bobigny avec 1 214 déportés dont 184 enfants de moins de 18 ans (4 bébés, 9 enfants de 1 an, 5 de 2 ans, 4 de 3 ans, 8 de 4 ans, etc...) ainsi que 14 octogénaires. On compte 662 hommes et 552 femmes. 166 hommes furent sélectionnés à l'arrivée le 6 février, et reçurent les matricules 173228 à 173393, ainsi que 49 femmes (matricules 75125 à 75173). 985 personnes furent immédiatement gazées. En 1945, il y avait 26 survivants, dont 12 femmes. » (Sources : Serge Klarsfeld).

Une seule a été déportée de Drancy par le convoi n°68 du 10 février 1944 à destination d'Auschwitz avec 1 500 déportés hommes et femmes. Il s'agit de la roumaine Hermina Slomovits qui avait 23 ans quand elle a été déportée. Elle fait partie des 24 femmes survivantes du convoi.

Cinq femmes ont été déportées de Compiègne pour le camp de Ravensbrück le 31 janvier 1944. Elles avaient pour nom et pour âge à leur arrestation, Eugénie Lambert 29 ans, Eugénie Rosoff 27 ans, Marie Montay 22 ans, Gisèle Galambos 34 ans et Nora Pincherlé 29 ans. Dans ce convoi de « non juives » arrivé à Ravensbrück le 3 février 1944, il y avait 959 femmes dont 742 rentrèrent de déportation mais dont 195 furent gazées. Ce convoi est appelé le « convoi des 27 000 », en référence à la série de matricules qui ont été affectées à ces femmes à leur arrivée au camp. Elles ont pour la plupart servi l'effort de guerre allemand. Plus d'une centaine d'entre elles travaillera dans la poudrerie Skoda. Parmi les déportées de ce convoi, Geneviève de Gaulle (voir plus haut) et

Renée Haultcoeur secrétaire de Jean Cavaillès fondateur de Libération Nord. Ces cinq femmes de la MOI ont survécu. Deux d'entre elles avaient été libérées par la Croix-Rouge fin avril 1945.

Madeleine Szanto (née Gutman), arrêtée le 17 novembre, fut déportée de Drancy le 23 juillet 1944 pour Bergen-Belsen (Allemagne). Elle demeurait 55 rue Lhomond à Paris (V^e arr.) ; des militants de la Main d'œuvre immigrée passaient par son domicile pour y recevoir des bons d'achat, des cartes textiles, de l'argent. C'est rue Lhomond que les policiers tendirent une souricière aux membres de la MOI : Marcus Goldberg déporté à Bergen-Belsen, Georges Donath déporté à Buchenwald puis transféré à Dora puis Bergen-Belsen et Étienne Taub déporté à Buchenwald. Madeleine Szanto a été déportée dans le convoi n°80 de trois cent cinquante déportés dont soixante-dix-sept enfants. Parmi ces déporté(e)s, il y avait six enfants raflés dans le centre UGIF de Louveciennes. Ces enfants survivront à la différence des enfants de ce centre qui furent déportés à Auschwitz. Les 41 enfants du centre de Louveciennes et leurs monitrices avaient été arrêtés par Alois Brunner, le commandant du Camp de Drancy, qui avait désigné des internés juifs de Drancy pour l'aider aux arrestations.



Madeleine Szanto (née Gutman)

Bergen-Belsen, où Madeleine Szanto a été déportée, était un lieu de la politique d'anéantissement nationale-socialiste sans être un camp d'extermination ou un lieu d'exécutions massives par fusillades. À la différence d'Auschwitz-Birkenau et d'autres centres de mise à mort, les déportés de Bergen-Belsen ne mouraient pas dans des chambres à gaz, mais suite à la négligence systématique, à l'arbitraire et aux violences des SS. Bergen-Belsen avait été conçu comme lieu d'échanges d'otages juifs qu'il fallait donc maintenir en vie. Dès la fin de l'été 1944, des milliers de femmes arrivent à Bergen-Belsen. Ces déportées sont parquées dans le « camp des femmes » avant leur transfert dans des camps de travail forcé. Il s'agit surtout de femmes non Juives et Juives polonaises et de femmes juives hongroises, mais également de quelques déportées juives de France ou des Pays-Bas. Au moins 9 000 femmes arrivent au camp des femmes entre août et novembre 1944. La plupart de ces femmes sont transférées dans des camps annexes d'autres camps de concentration, par exemple à Raguhn, camp de travail forcé dépendant de Buchenwald.

Anne et Margot Frank furent détenues à Bergen-Belsen, mais elles ne furent pas transférées dans un camp de travail. Elles restèrent à Bergen-Belsen où Anne et Margot et des milliers d'autres mourront du typhus au printemps 1945.

Le camp début décembre 1944 est devenu un camp d'évacuation des camps de concentration et notamment d'Auschwitz. Bergen-Belsen devient alors un « camp de rassemblement » : 85 000 déportés arrivent et au moins 35 000 déportés meurent à Bergen-Belsen entre décembre 1944 et le 15 avril 1945, date à laquelle les Britanniques libèrent ce camp. En mai 1945, le camp est incendié pour éviter la propagation du typhus. Madeleine Szanto a-t-elle été évacuée par les Britanniques ? Les informations la concernant sont contradictoires. Nous l'avons considérée comme survivante à sa déportation.



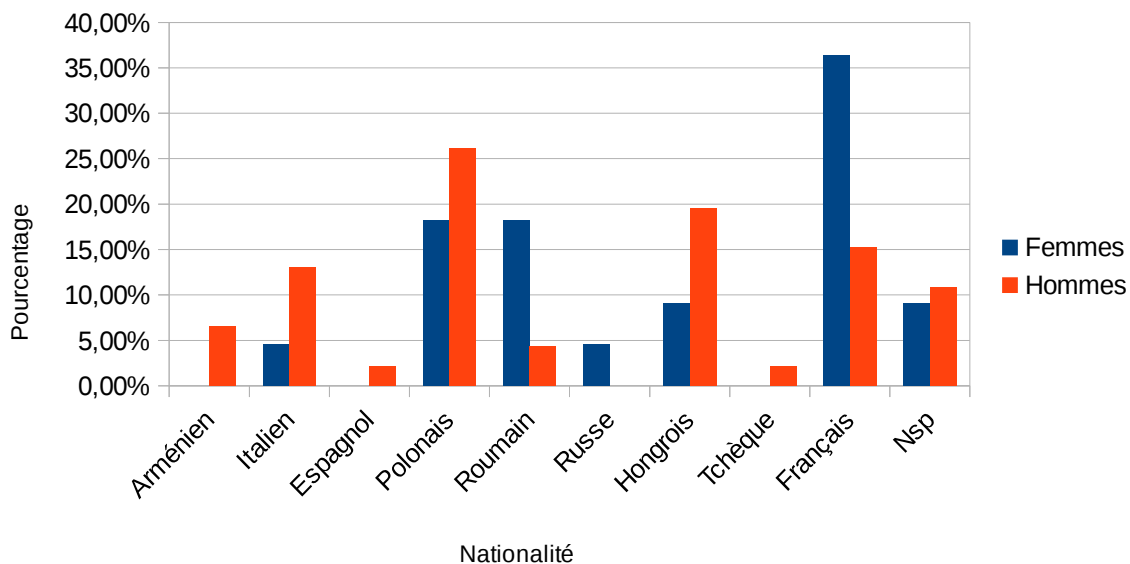
Margot avec les lunettes et Anne Frank mortes du typhus au printemps 1945 à Bergen-Belsen

La structure par nationalités des résistant(e)s de la MOI arrêté(e)s en novembre 1943

Parmi les soixante-huit résistants arrêtés, la Brigade spéciale constatait « qu'il y a trente trois aryens dont dix neuf étrangers, trente cinq Juifs dont trente Juifs étrangers et vingt et une femmes ». Selon

notre étude par nationalité (nous ne faisons pas la distinction de la police parisienne sur les Aryens et les Juifs...) nous avons constaté qu'à la différence des hommes, il n'y avait aucune arménienne, aucune espagnole, aucune tchèque mais huit françaises sur vingt-deux (36 %) et sept français sur quarante-six (15%). Parmi ces femmes nées en France, quatre d'entre elles sont de parents russes, ou polonais, et naturalisées françaises, elles s'étaient vues retirer leur nationalité et incarcérées à Drancy, lieu de détention réservé aux Juifs, et déportées à Auschwitz. Dans le groupe des vingt et trois dirigés par Missak Manouchian, rendus célèbres par « l'Affiche Rouge », il y a des républicains espagnols, des antifascistes italiens, des Arméniens rescapés du premier génocide du vingtième siècle et des Juifs venus de Hongrie, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Roumanie et des Français. Quant aux jeunes résistants français arrêtés par la BS2, ils faisaient partie de l'entourage du jeune communiste du XI^e arr. Symcha (Simon) Rajman. Simon Rayman distribuait des tracts, collait des papillons édités par la sous-section juive du parti communiste et retrouvait ses copains FTP-MOI dans leurs bistrotts attitrés. À l'été 1943 très chaud, malgré l'interdiction faite aux juifs de fréquenter les piscines, Simon accompagnait ses copains à la piscine des Tourelles et de la porte de Pantin.

La structure par nationalités des résistants de la MOI arrêtés en novembre 1943



Les âges des résistant(e)s de la MOI à leur arrestation en novembre 1943



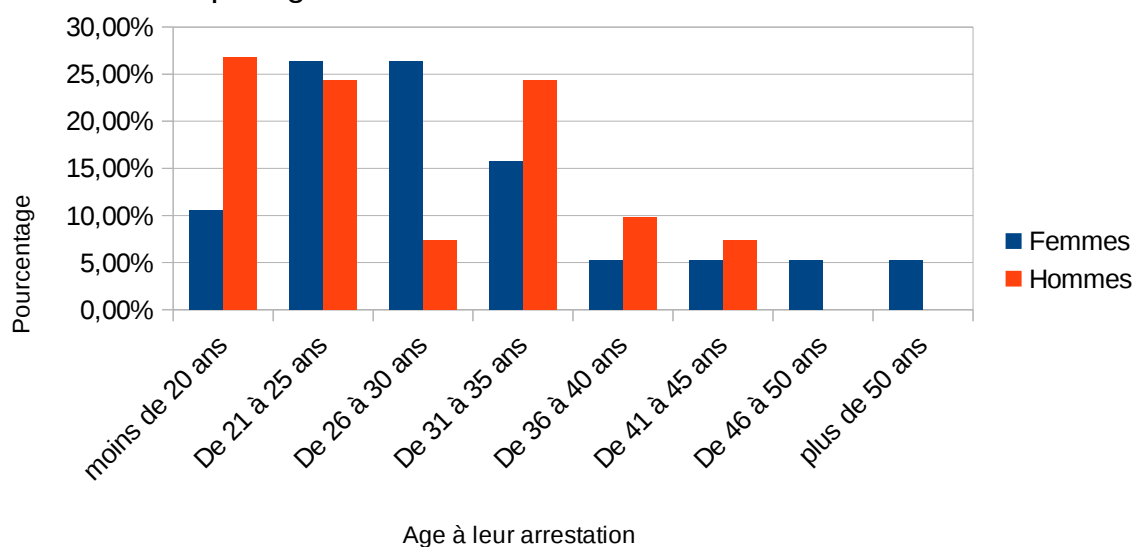
Au centre de la photo, Sarah Danciger et Wolf Wajsbrot à l'été 1943

La moyenne d'âge des femmes arrêtées est de 30,4 ans et celle des hommes de 26,6 ans. Il y a deux jeunes filles de moins de 20 ans et onze jeunes hommes. Il n'y a pas d'hommes de plus de 45 ans alors qu'il y a deux femmes de plus de 45 ans.

Les trois plus jeunes femmes du convoi n°67 figurant dans la liste des personnes arrêtées en novembre 1943 avaient un peu moins de 18 ans et de 20 ans et 22 ans. Il s'agit de la polonaise Sarah Danciger née le 14 mai 1926 à Varsovie, de Claire Szwarcberg née le 9 février 1924 à Paris XII^e et de Mauricette Loutski née le 11 juillet 1922 à Paris XII^e.

Sarah Danciger était étudiante et la petite amie de Wolf Wajsbrot, mécanicien domicilié à Ivry. Il avait été arrêté chez elle, 35 rue des Archives à Paris IV^e. Des inspecteurs de la BS2 interrogèrent Wolf Wajsbrot. Il reconnut cinq sabotages de voies ferrées. Livré aux Allemands, il fut emprisonné à Fresnes. Wolf Wajsbrot fut l'un des vingt-quatre accusés qui comparurent le 18 février 1944 devant le tribunal du Gross Paris qui siégeait rue Boissy-d'Anglas (Paris, VIII^e arr.). Condamné à mort le 18 février pour « actes de franc-tireur », Wolf Wajsbrot fut passé par les armes le 21 février à 15 h 47 avec vingt et un camarades. Il avait 18 ans 11 mois et 17 jours. C'était le plus jeune du groupe Manouchian. Interrogée dans les locaux des Brigades spéciales à la préfecture de police, l'amie de Wolf Wajsbrot, la jeune Sarah Danciger fut accusée d'activité « communo-terroriste » et emprisonnée ; elle fut internée le 20 janvier 1944 au camp de Drancy sous le matricule 11824 et déportée par le convoi n°67 du 3 février 1944 pour Auschwitz d'où elle ne revint pas. Elle avait 17 ans 8 mois et 25 jours

La structure par âge des résistants de la MOI arrêtés en novembre 1943



La française Claire Szwarcberg, lors de filatures, fut repérée puis identifiée alors qu'elle rencontrait le 23 août 1943 vers 18 heures 40 à la porte de Pantin Symcha Rajman et André Terreau ; elle fut surnommée « La rouquine » et décrite ainsi : « 20 à 25 ans, 1,67 m, teint clair, cheveux blonds presque roux, nue tête, lunettes écaille blonde, tailleur bleu marine à rayures ». Le lendemain à la même heure, elle était vue en compagnie de Ladislav Fulop rue de Clignancourt (XVIII^e arr.) où il habitait. Arrêtée, emmenée dans les locaux des Brigades spéciales à la Préfecture de police, elle fut interrogée. Elle était inconnue des différents services de police. Les seuls faits étaient les rencontres avec



Claire Szwarcberg

Symcha Rajman et Ladislas Fulop ; les policiers concluaient que Claire Szwarcberg était son agent de liaison. Internée le 20 janvier 1944 au camp de Drancy sous le matricule 11826, le 3 février 1944, Claire Szwarcberg était dans le convoi n°67 pour Auschwitz dont elle ne revint pas. Elle avait 19 ans 11 mois et 27 jours.

Mauricette Loutski, couturière, a été arrêtée le 17 novembre 1943 à 8h alors qu'elle arrivait à son domicile. Mauricette n'a pas survécu à sa déportation. À sa mort, elle avait 21 ans 6 mois et 27 jours. Elle avait été repérée par des inspecteurs de la BS2 le 10 septembre 1943 vers 10 heures devant le 10 rue du Séjour à Charenton-le-Pont alors qu'elle conversait avec Symcha Rajman. Inconnue de la police, elle avait été suivie jusqu'à son domicile ; le policier l'avait surnommée « Marthe », et la décrivait ainsi : « 1,62 m, 20 à 22 ans, nue tête, cheveux châtons foncés assez long, veste grise longue, jupe bleue, jambes nues ».



Mauricette Loutski

Les deux plus âgées avaient respectivement 58 ans et 51 ans. Il s'agit de Renée Tachmann (née Levine) et de Chana Rajman, mère de deux membres de la MOI, Miezişlaw (Marcel Rayman) fusillé à 21 ans au Mont-Valérien et de Symcha (Samuel Rajman), qui survécut à sa déportation à l'âge de 17 ans au camp de Buchenwald dans le même convoi n°85 au départ de Compiègne que celui de Jacov Stambul.

Renée Tachmann, née Lévine en 1886 à Odessa, était couturière ; elle fut interpellée au domicile de Mauricette Loutski en compagnie de Élise Gerchinovitz. Elle fut accusée d'exercer une « activité communo-terroriste ». Après son interrogatoire, elle fut livrée aux autorités allemandes, incarcérée, puis transférée le 20 janvier 1944 à Drancy où elle est internée sous le matricule 11815. Le 3 février 1944, Renée Tachmann partait pour Auschwitz d'où elle ne revint pas. Elle était veuve et mère d'un enfant.



Renée Tachmann

Sur les onze déportées arrêtées le 17 novembre 1943 à Paris qui firent partie du convoi n°67, la seule qui soit revenue d'Auschwitz, c'est précisément Élise Gerchinovitz. Elle était sténodactylo. Sa mère Fanny Grunstein avait été déportée la première vers Auschwitz le 29 juillet 1942, son père Chaïm, tailleur, le 4 mars 1943 et sa sœur Charlotte, employée, le 20 novembre 1943. Élise Gerchinovitz est décédée le 4 avril 1987 à 69 ans à l'hôpital Bichat où elle avait été hospitalisée. Elle avait été arrêtée à 6h 30 du matin dans un logement, 31 rue Simart à Paris XVIII^e, qui était au nom de la tante de Mauricette Loutski, Wichna Zapolski, raflée, puis internée à Pithiviers (Loiret), et déportée à Auschwitz le 7 août 1942.



Elise Gerchinovitz

Née en 1893 à Varsovie de Berek Peltin et de Esther Jusjeter, Chana Peltin avait épousé Moszek Rajman ; ils exerçaient la profession de tricoteurs au 1 rue des Immeubles-Industriels à Paris (XI^e arr.). Moszek Rajman, son mari, avait été déporté le 22 juin 1942 dans le transport n° 3 à destination d'Auschwitz où il avait été probablement gazé. Entrée par obligation dans l'illégalité, Chana Rajman habitait sous le nom de Rougemont 68 boulevard Soult à Paris (XII^e arr.). Interpellée le 17 novembre 1943, elle détenait une fausse carte d'identité qui portait sa photographie au nom de Annette Robert, des tracts et des documents du Parti communiste clandestin. Emmenée dans les locaux des Brigades spéciales, interrogée sur l'activité clandestine de ses deux fils Marcel et Simon, elle affirma ignorer qu'ils s'occupaient de politique. Quant à la présence de tracts de l'organisation clandestine rue des Immeubles-



Chana Rajman

Industriels, elle répondit « Ne sachant ni lire ni écrire, je ne pouvais connaître la teneur des documents et des tracts que vous avez saisis chez moi ». Quant à sa fausse carte d'identité, elle affirma l'avoir payé mille cinq cent francs. La vente de ses bijoux et d'objets personnels lui permettait de subsister. Elle assumait le fait d'être en infraction aux règlements concernant les étrangers et aux ordonnances concernant les Juifs. Chana Rajman a été internée sous le matricule 11832 au camp de Drancy. Elle a été déportée par le convoi 67 le 3 février 1944. Elle ne revint pas.

L'état marital des résistantes de la MOI arrêtées en novembre 1943

Douze des vingt-deux femmes avaient été mariées ou étaient en couple. Les plus âgées étaient veuves. Renée Tachmann avait un enfant et Chana Rajman deux. Olga Bancic était mariée à un résistant de la MOI et avait une fille mais ne vivait pas avec eux, clandestinité oblige. Sept jeunes femmes avaient un compagnon résistant de la MOI ou avaient été en relation avec l'un d'entre eux. Les deux membres du couple furent arrêtés à la suite des filatures exercées par les membres des brigades spéciales. Le seul à ne pas avoir été arrêté est Alexandru Jar.

Résistante membre de la MOI	Résistant membre de la MOI
Monica Chilisch	Jacov Stambul
Renée Tachmann née Lévine	veuve mère d'un enfant
Olga Bancic	Alexandru Jar, mère d'un enfant
Gisèle Galambos	Mariée
Raca Wohlmuth	Andrei Sas Dragos
Guta Rosenstein née Bonder Stenia	Arnold Leider
Sarah Danciger	Wolf Wajsbrod
Marie Montay	mariée en 1953
Hermina Slomovitz	Ladislav November
Chana Rajman née Perlin	Veuve, mère de Marcel et Simon
Marie Korenfeld	Maurice Tournin
Madeleine Szanto née Gutman	Robert Szanto
Pesa Berger née Levvin	Mariée ou veuve

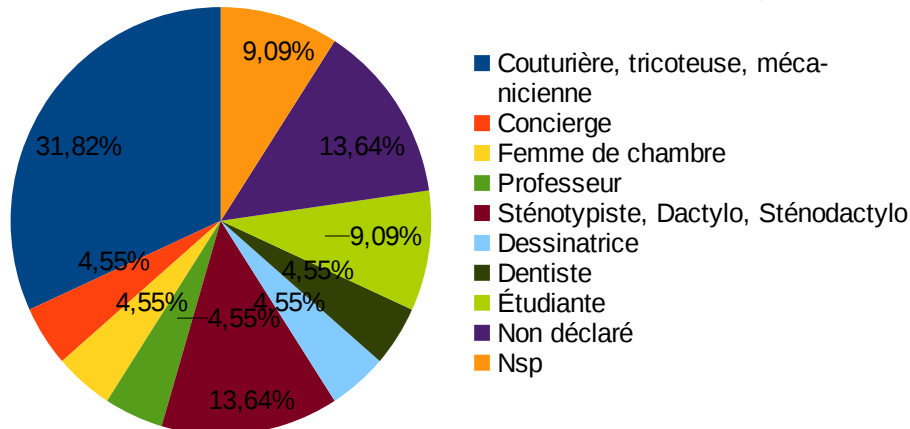
Plusieurs de ces femmes, qui furent arrêtées le 17 novembre 1943, avaient eu ou eurent des membres de leur famille morts en déportation : la tante de Mauricette Loutski avait été déportée au départ de Pithiviers à Auschwitz par le convoi n°16 du 7 août 1942 ; l'époux de Chana Rajman avait été déporté par le convoi n°3 du 22 juin 1942 ; la mère de Elise Gerchinovitz avait été déportée par le convoi n°9 du 29 juillet 1942, son père par le convoi n°50 du 4 mars 1943 pour Majdanek et sa sœur par le convoi n°62 du 20 novembre 1943 ; le père de Marie Korenfeld avait été déporté par le convoi n°36 du 23 septembre 1942. En s'engageant, ces résistantes juives étaient très certainement conscientes des risques qu'elles prenaient.

Les résistantes de la MOI arrêtées en novembre 1943 selon leur profession

Sept des femmes arrêtées (31,8%) avaient déclaré être couturière, mécanicienne en confection ou tricoteuse. Trois (13,6%) avaient dit être dactylo, sténodactylo ou sténotypiste. Mais la promulgation des lois concernant l'exercice des professions par les Juifs va changer la situation de nombre de ces femmes qui ne purent travailler et durent vivre dans l'illégalité avec de faux papiers en se procurant des cartes d'alimentation. À la MOI, très peu nombreuses ont été les dirigeantes à la différence des hommes qui, ayant un statut de permanente, étaient rémunérées 2300 F par mois plus

les tickets de ravitaillement ; les seules permanentes, à ma connaissance, ont été Olga Bancic et Cristina Boico. (voir plus haut)

Les résistantes arrêtées en novembre 1943 selon leur profession



II. Vichy, un État policier au service de l'occupant



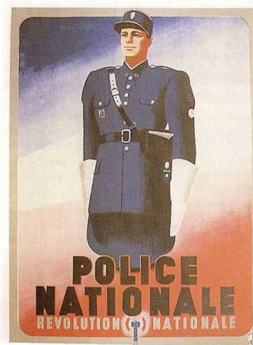
Amédée Bussière préfet de police (à gauche) et René Bousquet chef de la police (à droite) passant en revue leurs « troupes » le 1^{er} janvier 1943

Dès septembre 1940, les autorités de Vichy s'inquiètent de la recrudescence de la propagande clandestine communiste et le préfet de police de Paris diligente des enquêtes dans les arrondissements parisiens concernés et les communes limitrophes. Ces enquêtes sont opérées minutieusement à partir de renseignements recueillis à partir des fiches des Renseignements généraux ou des commissariats : militants syndicalistes, animateurs de grèves, « militants communistes notoires et propagandistes », élus ou candidats du Parti communiste. Ces informations remontent souvent aux grèves de 1936, quelquefois bien avant. À l'automne 1940, le gouvernement de Vichy procède à une légère épuration administrative, écartant les fonctionnaires qui ne collaborent pas efficacement. En avril 1941, les effectifs des polices municipales sont intégrés dans la police nationale. Ils échappent ainsi au contrôle des maires, et la police nationale devient un puissant organisme d'État. Elle est divisée en trois sections : la Sécurité publique pour les corps de

police urbains, la Police judiciaire (PJ) et les Renseignements généraux (RG). Elle est placée sous le commandement de René Bousquet²⁰. Ce dernier crée les Groupes mobiles de réserve (ancêtres des CRS), composés de 20 000 hommes. Dans chaque commissariat, 10 % d'agents volontaires constituent les Brigades spéciales. Des campagnes de recrutement sont lancées, et des écoles de police ouvertes : la police nationale compte en 1943 plus de 120 000 hommes.

Les Brigades spéciales des renseignements généraux

La chasse aux communistes est une priorité du régime de Vichy et de la mise en œuvre de la dite « Révolution nationale ». Aussi, dès l'automne 1940, la police française se charge de la répression des militants communistes, considérés depuis le pacte germano-soviétique d'août 1939 comme des « traîtres » à la patrie. Ainsi, le Parti communiste français avait été interdit par le gouvernement Daladier en septembre 1939, et donc contraint à la clandestinité (ce qui explique en partie que la Résistance ait commencé à la fin 1940 - début 1941).



La création de Brigades spéciales des Renseignements généraux remonte à la « Drôle de guerre ». En mars 1940, André Baillet²¹, commissaire principal de police, est chargé de créer une Brigade spéciale de répression anticommuniste en marge des Renseignements généraux, baptisée « Brigade des propos alarmistes ». Le commissaire Baillet disait à ses hommes « Dans une file d'attente, si vous entendez quelqu'un se plaindre que les Allemands nous font crever de faim, vous l'arrêtez : c'est un propos à abaisser le moral de la population ! » « Les agents affectés aux Brigades Spéciales (BS) sont exclusivement des volontaires issus du corps des gardiens de la paix, voire des éléments recrutés sur concours. La plupart de ces inspecteurs sont et vivent dans un climat xénophobe, antisémite et anticommuniste ». Ils bénéficient de primes et gratifications, et d'un avancement rapide, même en cas d'échec aux concours. Ils sont une quarantaine d'inspecteurs (plus de 100 en 1944). Le siège des Brigades spéciales était situé au 2^e étage, salle 35 de la Préfecture de police de Paris.

20 René Bousquet, né le 11 mai 1909 à Montauban et mort assassiné le 8 juin 1993 à Paris, est un haut fonctionnaire français, collaborateur avec l'occupant allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. Du 18 avril 1942 au 31 décembre 1943, sous le sixième gouvernement de Pierre Laval, il est secrétaire général de la police du régime de Vichy. Antisémite convaincu, il applique la politique du régime. Il est l'organisateur principal de la rafle du Vélodrome d'Hiver de juillet 1942 et de celles d'août 1942 en zone sud. 9 000 policiers et gendarmes français montrèrent aux autorités allemandes de quoi ils étaient capables : selon la préfecture, lors de la rafle du Vél d'Hiv, le nombre d'arrestations s'élève à 13 152 personnes à Paris. René Bousquet dirige également la police française aux côtés de l'occupant lors de la rafle de Marseille, en janvier 1943. Au total, durant ses fonctions à ce poste, et parfois à son initiative, plus de 60 000 Juifs sont arrêtés principalement par la police française pour être remis aux autorités nazies qui en organisent la « déportation vers l'Est », expression allemande de l'époque désignant la déportation vers le camp d'extermination d'Auschwitz. À la Libération, il parvient à passer à travers l'épuration et peut faire, à partir des années 1950, une florissante carrière d'homme d'affaires et d'influence. Il fit notamment partie des fréquentations de François Mitterrand.

21 André Baillet était né le 13 décembre 1900 à Ligny-Thilloy (Pas-de-Calais). Reçu au concours de commissaire de police du 6 février 1933. Commissaire principal délégué dans les fonctions (17 août 1940), définitif (23 janvier 1941). Commissaire à la direction générale de la police municipale (14 mai 1941), à la direction des renseignements généraux (16 août 1941). Directeur adjoint (28 février 1942), puis directeur (13 août 1942) des renseignements généraux de la Préfecture de police. Directeur des renseignements généraux (17 mai 1943) à la direction générale de la police nationale. À la disposition du ministre secrétaire d'État (10 juin 1943). Suspendu de ses fonctions (15 septembre 1944). Révoqué sans pension en tant que directeur de l'administration pénitentiaire (23 octobre 1944). Révoqué sans pension au titre de la Préfecture de police (8 mars 1945). Condamné à mort le 20 juin 1945 et fusillé quelques jours plus tard.



*Tony Bloncourt
fusillé au Mont-
Valérien le 9 mars
1942*

À la tête de la Brigade spéciale n°2, fut placé, le 1^{er} janvier 1942, le commissaire René Jean Hénoque né le 25 mars 1909 à Verberie (Oise). Il était le neveu de Lucien Rottée²². Il deviendra l'un des principaux cadres de la préfecture de police de Paris. Il fut chargé de traquer les résistants communistes installés dans la région parisienne et se fit rapidement connaître pour sa redoutable efficacité, mais aussi pour la brutalité de ses méthodes. De toutes les unités dont disposa le régime de Vichy, la sienne fut sans doute celle qui porta les coups les plus rudes aux structures militaires du PCF. En fuite à la Libération, il ne fut pas retrouvé et fut condamné à mort par contumace, à la dégradation nationale et à la confiscation de ses biens le 8 novembre 1948. Il vécut en Belgique et est décédé à Bruxelles en 1996. Ayant hérité des enquêtes menées à l'encontre des « Bataillons de la jeunesse²³ », c'est la BS2, alors placée sous l'autorité de René Hénoque, qui procéda le 6 janvier 1942 à l'arrestation de Tony Bloncourt, jeune étudiant communiste d'origine guadeloupéenne, né en Haïti le 25 février 1921. Il est l'un des accusés du Procès du Palais Bourbon, qui se conclut par la condamnation à mort des sept résistants inculpés. Tony Bloncourt²⁴ a été fusillé au Mont-Valérien le 9 mars 1942 avec six autres de ses camarades. Il avait 21 ans et 12 jours. La veille de sa mort, il avait écrit une lettre à ses parents dans

laquelle on peut lire « *Je suis sans haine pour les Allemands qui m'ont condamné et je souhaite que mon sacrifice puisse leur profiter aussi bien qu'aux Français.* »

Les inspecteurs chargés d'une surveillance marchaient en binômes. Ils devaient téléphoner au chef de groupe quotidiennement, afin de rendre compte et recevoir des ordres. Tous les deux jours, ils devaient présenter des rapports. Une fois les personnes connues, une seconde équipe, voire une troisième, était jointe à la première afin d'identifier la personne filée. L'identification connue, la BS cherchait à repérer sa, ou ses, planques. S'il s'agissait de surveiller un lieu fixe où le camouflage était difficile, ils utilisaient des camions bâchés ou des camionnettes. La filature s'effectuait par des équipes dont les membres étaient échelonnés de 50 mètres de part et d'autre du trottoir. Les policiers pouvaient être camouflés en ouvriers, en employés des PTT ou de la RATP, voire en clochards. Des résistants ont signalé avoir été suivis par des individus portant l'étoile jaune. Aucun camouflage n'était tabou. La filature pouvait durer plusieurs mois, afin d'être la plus efficace possible. Lorsqu'un résistant se sentait traqué, les inspecteurs relâchaient la surveillance afin qu'il doute de son sentiment. Une fois arrêté, le résistant était amené dans les locaux de la Brigade Spéciale à la Préfecture de police. Il y était interrogé et torturé.

Gaston-Léon Barrachin (né le 12 février 1900 à Latrecey, Haute Marne) était inspecteur principal adjoint à la BS2. Il est à l'origine de l'arrestation du groupe Manouchian. Il est à l'origine également

22 Parmi les policiers condamnés à mort exécutés, Lucien Henri Rottée, directeur, directeur général des renseignements généraux et des jeux (Préfecture de police) né le 27 mars 1893 à Verberie (Oise), responsable de l'arrestation de 5000 patriotes, fusillé au fort de Châtillon le 5 mai 1945 en même temps que le commissaire Fernand David né en 1908 à Belfort, responsable de la BS1, surnommé « David les mains rouges ». Fernand David et ses hommes sont à l'origine de l'arrestation du groupe « Politzer ».

23 Les Bataillons de la jeunesse est le nom donné aux groupes de jeunes communistes engagés en France dans la lutte armée contre les troupes d'occupation allemandes entre juillet 1941 et le début de l'année 1942. Par la suite, ils sont intégrés aux FTPF. Parmi les membres des Bataillons de la jeunesse, citons Frédéric Sérazin qui fut torturé et assassiné par la milice et la Gestapo le 15 juin 1944 et dont l'épouse, la résistante France Bloch-Sérazin qui fabriqua des explosifs utilisés par les membres des Bataillons de la Jeunesse, fut décapitée le 12 février 1943 à Hambourg. Elle n'avait pas 30 ans et était mère d'un petit garçon.

24 Tony Bloncourt était l'arrière petit-neveu de [Melvil-Bloncourt](#), député de Guadeloupe, condamné à mort et déchu de son mandat pour sa participation à la Commune de Paris, qui aurait habité Cachan après les événements de la Commune et le frère aîné du photographe [Gérald Bloncourt](#) (1928-2018) qui a habité le quartier du Chaperon vert à Arcueil.

de l'arrestation de soixante-dix résistants dont dix-huit seront fusillés, onze seront déportés, quatorze disparaîtront sans laisser de traces et deux, M. Gras et le docteur Chrétien, mourront à la suite de ses tortures de Barrachin et celles de ses inspecteurs. Lors de son procès, malgré les témoins, Barrachin nia avoir fait subir des tortures. Condamné à mort le 26 octobre 1945, il a été fusillé le 19 janvier 1946 au fort de Châtillon. Au moment de son exécution, il aurait dit aux soldats qui allaient le fusiller « Les gars ! N'entrez pas dans la police ».

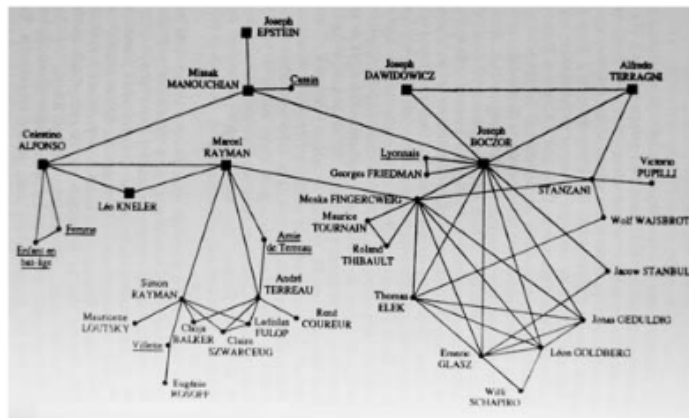
« L'inspecteur principal adjoint Gaston Barrachin est assis à droite du chauffeur de la « 11 légère » Citroën. Depuis la banquette arrière, côté gauche, Sadorski distingue le profil de l'étoile montante des Brigades spéciales : menton fuyant, grand blair allongé, cheveux châtain clair ondulés plaqués sur la tête comme une perruque. La teinte, peu naturelle, renforce cette impression. Ancien garde républicain, nommé inspecteur en 1928, l'homme vient d'être muté sur sa demande à la BS2. Il est toujours en chasse, hait les rouges, les connaît bien et, depuis son arrivée, les arrestations se multiplient. Les types alpagués déroutent salement.... Il paraît superflu de dire combien de courage et de raison ont impliqué les investigations et la répression contre un ennemi fuyant et audacieux dont le crime lâche parce que toujours inavoué est le signe désormais éprouvé de son activité. La population sait maintenant ce qu'a fait la police du gouvernement. Elle sait quelle tâche écrasante elle a accomplie et par quelle ingratitude il lui a été trop souvent répondu, à elle qui a pourtant ses deuils aussi. La police française vient de faire la preuve que l'on doit compter sur elle. Mais de cela, le public doit conclure qu'il ne doit compter que sur elle. Agissant dans le cadre de la doctrine du gouvernement, elle en constitue en quelque sorte l'Armée en face de l'ennemi intérieur. À cette armée, la population doit apporter son adhésion absolue... La Préfecture de police n'ignore pas la grandeur du rôle qui lui est confié. La France et Paris peuvent compter sur elle. » (Sources : Romain Slocombe L'affaire Léon Sadorski. P251 et 252)

La troisième filature de la BS2

Dans les bureaux de la BS2, on trouvait plusieurs grands tableaux où les noms de tous les suspects avaient été inscrits dans des cases reliées les unes aux autres en fonction des connections que l'on avait pu établir entre eux. Et lorsqu'une filature finissait par « tourner en rond », c'est-à-dire que plus aucun nouveau visage n'apparaissait, alors le commissaire planifiait une vague d'arrestations qui devait permettre de décapiter en quelques heures ou en quelques jours l'ensemble du groupe visé, en commençant par ses chefs. Ceux qui avaient été suivis jusqu'au bout de l'affaire étaient généralement arrêtés en pleine rue, afin d'éviter les mauvaises surprises que réservent parfois les appartements. Pour tous les autres, l'une des techniques consistait à mettre en place une souricière, c'est-à-dire à attendre tranquillement à l'intérieur d'une planque connue jusqu'à ce qu'une personne vienne s'y présenter. Dans tous les cas, les inspecteurs prenaient toujours le soin de laisser libre un ou deux militants de second ordre, afin qu'ils puissent servir « d'hameçons » pour démarrer la filature suivante. Lorsque le suspect n'avait pas encore d'identité, les enquêteurs lui donnaient un surnom qui pouvait être un trait physique ou le nom de la rue où ils avaient commencé ou achevé sa première filature. C'est ainsi que Jacov Stambul s'était appelé « Courteline » parce qu'il avait été repéré avenue Courteline avec Boschor (Ivry) et Glasz (Laporte).

Dès janvier 1943, les Brigades lancèrent leur première filature. La cible fut l'organisation politique de la jeunesse juive qui comptait, à ce moment-là, près de deux cents membres dans Paris et sa banlieue. Les personnalités repérées et suivies sont Henri Krazucki et son amie Paula Szfilke (voir plus haut). Cette filature se solda par l'arrestation de cinquante-huit jeunes. La deuxième filature, qui commence le 22 avril 1943, va conduire à l'arrestation de la plupart de ses membres et ceux du

2^e détachement de la MOI, appelé aussi 2^e détachement juif dont l'un des responsables techniques est Boruch Lerner qui sera fusillé au Mont-Valérien le 1^{er} octobre 1943. Cette importante filature est entrée dans sa phase finale fin juin, après que la police fut sur les traces du 2^e détachement juif dont celles de son chef, Meyer List. Sur plus de cent cinquante militants filés, soixante et onze seront arrêtés. Tous seront déportés, sauf les combattants du 2^e détachement qui seront remis par la police française aux Allemands.



La troisième filature de la BS2 d'après les Archives de la Police

C'est le 26 juillet 1943, que la BS2 commençait sa troisième filature dont la cible était la branche politique de la MOI. Cette filature débute fortuitement à partir de Marcel Rayman, repéré lors de la première filature mais qui n'avait pu être appréhendé en raison de sa très grande méfiance. Le 21 octobre 1943, la BS2 prend en filature à la gare de l'Est un commando de dérailleurs Léon Goldberg, Mosze Fingercewig, Jonas Geduldig dit Martiniuk, Thomas Elek, Joseph Boczor, Wolf Wajsbro et Ildo Stanzani qui partent en opération. Tous (à l'exception des deux derniers) prennent un train, par groupe de deux pour Nangis. Le groupe traverse Saint-Julien-les-Villas et les inspecteurs de la BS2 les « perdent » de vue. Les policiers se rendent bien compte que l'équipe se dirige vers un lieu de l'opération sans pour autant l'en empêcher. Le commando fera dérailler, à Grandpuits près de Mormant, un train se composant de 51 wagons dont 27 seront détruits et obstrueront les deux voies, occasionnant la destruction de blé, bois, divers colis et des moteurs d'avions. Deux convoyeurs militaires allemands sont tués et le chef de train est légèrement blessé.

Le 16 novembre 1943, un vaste coup de filet est lancé par les brigades spéciales : Soixante-huit résistant(e)s seront arrêté(e)s. Les premiers à tomber furent Missak Manouchian et Joseph Epstein. Ils sont arrêtés à la gare d'Évry-Petit-Bourg dont la police savait déjà qu'ils devaient s'y rencontrer. L'inspecteur principal adjoint Barrachin en personne est sur le terrain avec quatre inspecteurs. Ils suivent Manouchian qui prend le train à la gare de Lyon et descend à Évry-Petit-Bourg. À la sortie de la gare, Manouchian aperçoit Epstein qui se met à marcher en direction de la Seine. Il le suit à une distance de cinquantaine de mètres. Après avoir traversé une passerelle sur la Seine, Epstein, qui s'est déjà retourné à plusieurs reprises, convaincu d'être filé, descend sur la berge, très grasse et détremmée, et accélère le pas. Manouchian, qui s'est également aperçu de la filature, hésite, puis continue sa route. Poursuivi par deux inspecteurs et Barrachin, échelonnés tous les 80 mètres environ, Epstein conserve son avance et arrive dans une allée au sol plus dur. Se retournant, il aperçoit les policiers et se met à courir. L'inspecteur Chouffot tire à plusieurs reprises avant de le neutraliser. Rejoint par les trois policiers, Epstein leur oppose une forte résistance. Finalement,

menotté dans le dos, il tente à nouveau de s'échapper mais sans succès. De son côté, Manouchian est rattrapé par deux inspecteurs. Il tient dans la poche droite de son manteau un 6.35 chargé et décide de se rendre à la deuxième sommation. La chute complète du groupe Manouchian se poursuivra le 17 novembre et même le 18.

Une épuration de la police de Vichy incomplète après guerre

À la Libération, l'épuration de la police parisienne fut avant tout une épuration « administrative ». Lorsque les Alliés débarquèrent sur les plages de Normandie le 6 juin 1944, puis le 15 août sur les côtes de Provence, les hommes des BS comprirent que leur temps était désormais compté. Certains d'entre eux surent qu'il fallait se mettre à l'abri comme René Hénoque. Alerté par le commissaire David, le préfet de police Amédée Bussière accepta de fournir à chacun d'entre eux une somme équivalente à trois mois de salaire ainsi qu'une carte d'identité vierge. Il leur conseilla aussi de se faire oublier durant quelques mois, le temps, précisa-t-il, que « les choses se calment ». Dès le 30 août, un arrêté du commissaire régional de la République instaura une commission d'épuration (CE) composée de personnalités issues de la résistance policière avec pour objectif d'identifier ceux qui avaient le plus activement collaboré avec l'occupant. Pour la présider, le nouveau préfet de police, Charles Luizet, choisit un ancien cheminot communiste, Arthur Airaud, l'homme qui avait dirigé le Front National Police, l'organisme créé par le PC pour essayer d'infiltrer la police. Airaud avait lui-même été arrêté et sévèrement battu par les hommes de la BS en février 1944, avant de parvenir à s'évader de prison début juillet. Il était donc animé d'une haine tenace à l'égard de ses anciens tortionnaires et comptait bien faire de son mieux pour tous les faire traduire en justice. Le comité d'épuration mis en place le 30 août 1944 était composé de personnalités issues des mouvements de résistance de la police parisienne. Ce comité fut chargé, à partir de dossiers de policiers à épurer, d'organiser les interrogatoires avec éventuellement des auditions de témoins. La commission dépouilla les livres d'écrou et les mises à disposition des commissariats pour y relever les noms des policiers responsables des arrestations des « patriotes ». Dans l'attente de son passage devant la commission d'épuration, le policier était suspendu de ses fonctions. Plusieurs milliers de témoins furent entendus et près de 200 plaintes déposées contre la seule BS2, principalement pour coups et blessures. Du 8 septembre 1944 au 14 novembre 1945, la commission d'épuration va tenir 157 séances et examiner le cas de 3 939 fonctionnaires de police soit environ 20 % des effectifs. La CE composée de trois membres et d'un rapporteur prendra, après délibération, une décision : remise ou maintien du policier en fonction si les faits sont bénins ou ne sont pas suffisamment prouvés, jusqu'à la révocation sans pension si les faits sont graves. Le bilan de l'épuration sera de 1 906 décisions de sanction dont 721 révocations sans pension. Plus de 400 dossiers de policiers seront transmis à la justice qui prononcera 196 condamnations dont 20 à la peine capitale (7 seront exécutés). Sur un effectif total (estimé) de 235 policiers des brigades spéciales, 186 d'entre eux ont été « épurés » dont 151 qui furent révoqués sans pension. 141 policiers des brigades spéciales furent traduits en justice, parmi eux 71 seront condamnés dont 13 à la peine de mort mais seulement 5 seront exécutés. (Sources : Jean-Marc Berlière L'épuration de la police parisienne en 1944-1945)

Les témoignages devant la commission d'épuration

Un militant polonais Arnold Leider, arrêté le 17 octobre 1943 par quatre inspecteurs de la BS2 en même temps que Guta Rosenstein (ou Bonder Stenia) à Nogent-sur-Marne, fut déporté le 12 mai 1944 de Compiègne pour Buchenwald dont il revint ; il témoigna le 14 mai 1945 devant la commission d'épuration de la police ; il reconnut sur photographies les trois inspecteurs qui l'arrêtèrent : « J'ai été détenu pendant une quinzaine de jours à la salle 36. [...] Pendant mon séjour

aux Brigades spéciales, j'ai subi plusieurs interrogatoires notamment par [l'inspecteur principal Gaston] Barrachin qui m'a menacé d'employer tous les moyens pour me faire parler ; en effet, il m'a remis entre les mains de Bo... et de Ch... qui m'ont frappé brutalement à coups de poings, de pieds et de coups de nerfs de bœufs sur toutes les parties du corps et notamment sur la tête.« Mon dernier interrogatoire a été mené par le secrétaire Jo... ; celui-ci s'est montré d'une grande brutalité à mon égard. Il m'a frappé à coups de poings et à coups de pieds ; je ressens toujours les douleurs dans les côtes des coups qu'il m'a portés. Comme je ne voulais rien dire, il a fait appel à deux inspecteurs qui m'ont maintenu couché sur une chaise et Jo... m'a frappé à coups de nerfs de bœuf sur tout le corps comme un véritable sauvage ; pendant une quinzaine de jours j'étais méconnaissable. Tous ces sévices exercés en présence de la dactylo qui encourageait les sévices. Une perquisition a été effectuée à mon domicile, qui a été mis au pillage en ma présence, il m'a été dérobé un poste de TSF, une serviette en cuir, une mallette en fibre qui a été emplies de linge, de chaussures et d'autres objets, un sac de camping et peut-être d'autres articles dont je ne me souviens plus. Je porte plainte contre les inspecteurs qui ont procédé à mon arrestation et notamment contre ceux qui m'ont frappé et contre ceux qui se sont rendus coupables de vol à mon préjudice. Il m'a été également pris une somme de vingt-mille francs dont j'étais porteur au moment de mon arrestation. »

Maurice Tournin (né en 1920 à Livry-Gargan, décédé à Villejuif en 1976) fit partie du 4^e détachement des dérailleurs et vivait avec Marie Korenfeld. Ils avaient été arrêtés le 17 novembre 1943. Déporté par le convoi 85 de Compiègne à Buchenwald, Tournin s'était évadé lors de son transfert à Dora. À son retour, il déposa plainte contre les quatre policiers de la BS2 qui l'arrêtèrent. Devant la commission d'épuration de la police le 15 juin 1945, il déclara que les policiers lui dérobèrent ses appareils photos, tout son linge personnel dont des chaussures et quatre complets. L'inspecteur Jean L... qui effectua nombre de filatures dont celles des FTP-MOI esquiva, il prétendit que les arrestations avaient été réalisées grâce à Joseph Dawidowicz. Malade, Marie Korenfeld avait été hospitalisée à l'hôpital Rothschild. Transférée à Drancy, elle fut déportée par le convoi n°67 vers Auschwitz dont elle ne revint pas. (Sources : le Maitron)

En 1946, un magistrat de la Cour de justice, parlant de l'épuration de la police, avait déclaré que cette épuration avait été faite d'une manière « déplorable. » Si Gaston Barrachin et Fernand David ont été fusillés le 5 mai 1945 au fort de Châtillon, Pierre Gautherie aura plus de chance puisque condamné à mort le 20 juillet 1945, il verra sa peine commuée en détention à perpétuité par le général de Gaulle. Le préfet de police de Paris de 1942 à 1944, Amédée Bussièrre sauva lui-aussi sa tête. Nommé préfet par Pierre Laval le 21 mai 1942, il participa le 6 juillet 1942 à la réunion préparatoire de la rafle du Vél d'Hiv. Pendant son mandat, il lança une lutte très active contre ceux qu'il nommait les « communo-terroristes » : « la lutte à mort est engagée entre l'ordre que vous représentez et les criminels qui cherchent à briser les ressorts de notre pays. » Arrêté à la Libération de Paris le 20 août 1944, il fut incarcéré à la prison de la santé. Révoqué le 25 mai 1945, il fut jugé en juillet 1946 par la Cour de justice de la Seine et condamné à mort. Sa peine fut commuée en une peine de travaux forcés à perpétuité. Il fut gracié en 1951 et obtient la libération conditionnelle. Il est mort le 18 juillet 1953.

III. Vichy, un âge d'or pour le Milieu

Tandis que les policiers sont occupés à traquer les Juifs, les résistants et les francs-maçons, les criminels et les délinquants ont la belle vie. Les années 1940-1944 comptent parmi les plus belles de la pègre française. Les malfrats peuvent d'autant plus agir en parfaite impunité qu'au 36, quai des

Orfèvres, les enquêteurs ont les mains liées, les hommes de la Gestapo intervenant dans leurs affaires. Ainsi, André Roches, patron de la Brigade criminelle de février 1937 à septembre 1940, a un jour la mauvaise idée de congédier des gestapistes qui se sont invités sur les lieux d'un crime. Il est bientôt rétrogradé et muté au commissariat du XV^e arr.. Georges Massu, chef de la brigade criminelle de avril 1943 à août 1944 et dont on dit qu'il inspira le personnage de Maigret à Georges Simenon, remplace Georges Veber et connaît les mêmes difficultés. Quand les policiers arrêtent des voyous, il n'est pas rare que la Gestapo ou des collègues des Brigades spéciales débarquent pour les faire remettre illico en liberté. Nombre de truands font en effet des extras comme informateurs, voire comme auxiliaires de l'appareil de répression franco-allemand. De quoi brouiller les derniers repères. C'est ainsi que sous l'Occupation se multiplient les « vols aux faux policiers », des voyous exhibant de fausses cartes de police pour dépouiller leurs victimes.

Au 93 rue Lauriston dans un immeuble du quartier du Trocadéro à Paris (XVI^e) fut le quartier général de ce qui fut appelée la Gestapo française de 1940 à 1944. C'est là que sévit la bande de malfrats collaborateurs dirigée par Henri Lafont²⁵ et Pierre Bonny²⁶, comptant parmi les plus dangereuses bandes²⁷ à l'œuvre en France occupée. Elle ne se bornait pas à spolier et trafiquer pour s'enrichir sans vergogne, mais participait activement à la chasse aux Juifs et aux résistants qui y étaient soumis aux pires tortures.



Corinne Luchaire en couverture de Ciné mondial en 1943

Pendant ce temps le maître des lieux, Henri Lafont recevait le Tout-Paris de la collaboration : le patron de presse Jean Luchaire fusillé en février 1946, l'actrice Corinne Luchaire sa fille, Guy de Voisins-Lavernière le mari de celle-ci, Mireille Balin, Tino Rossi, Viviane Romance, Mara comtesse Tchernycheff, Magda baronne Thévenin, Sylviane marquise d'Abrantes. Car la bande ne se contentait pas, pour le compte des Allemands, d'arrêter et de torturer les patriotes, de rechercher les parachutistes, d'opérer des perquisitions, de rafler or et bijoux, c'était un véritable « gang » où hommes politiques et journalistes collaborationnistes, rois du marché noir, demi-mondaines, artistes de cinéma ou de music-hall, côtoyaient des bandits plusieurs fois assassins.

25 Henri Chamberlin, dit Henri Lafont, né dans le XIII^e arr. de Paris le 22 avril 1902 et mort fusillé au fort de Montrouge à Arcueil le 27 décembre 1944, est un repris de justice français qui, durant la Seconde Guerre mondiale, fut le chef de la Gestapo française (la « Carlingue ») sous l'occupation allemande.

26 Pierre Bonny, né le 25 janvier 1895 à Bordeaux et fusillé le 26 décembre 1944 au fort de Montrouge, est un ancien policier français célèbre durant l'entre-deux-guerres, au sein de la Sûreté générale dont le nom fut associé aux affaires Seznec et Stavisky. Il avait enquêté sur la mort mystérieuse du conseiller Prince, chef de la section financière du Parquet, retrouvé décapité sur une voie ferrée près de Dijon le 20 février 1934. Révoqué de la police en 1935 et condamné pour corruption, mêlé au démantèlement de la Cagoule en 1937, Bonny réapparaît en 1942 sous l'Occupation, où il est l'un des responsables de la Gestapo française du 93 rue Lauriston. Bonny, en uniforme SS, a participé à des actions contre le maquis de Corrèze. Avec ses neveux Jacques et Jean-Damien Lascaut, il avait donné toutes les indications à la Gestapo pour que soit effectuée une perquisition au domicile de Eugène Deloncle, fondateur de la Cagoule. Deloncle sera abattu par la Gestapo le 7 janvier 1944.

27 Dans la bande du 93 rue Lauriston, Pierre Loutrel dit « Pierrot le Fou » (1916-11/11/1946) qui deviendra après guerre le chef du « gang des Tractions avant » spécialisé dans les braquages menés à bord de ces fameuses automobiles. Entre février et novembre 1946, il commet une quinzaine d'attaques à main armée dans la région parisienne, sur la Côte d'Azur et en Provence, accumulant un butin impressionnant. Au service de la Gestapo de l'avenue Foch sous l'occupation, il participa à toutes les expéditions nazies, s'y montrant d'une cruauté qui stupéfiait même ses supérieurs allemands. C'est lui qui, avec l'aide de complices, procéda à l'arrestation de l'avocate Hélène Campinchi spécialisée dans la protection de l'enfance ; c'est lui encore qui kidnappa et tenta d'assassiner sauvagement l'inspecteur Henri Ricordeau en 1943, laissé pour mort sur une route après que la voiture de ses assassins lui fut passée sur le corps. »

Raymond et Paul Clavié, les neveux de Henri Lafont

Paul né le 23 avril 1915 et Raymond Clavié né le 12 août 1917 à Toulouse étaient les enfants de Joseph Clavié, cuisinier et de Marcelle Suzanne Chamberlin, repasseuse ; ils étaient les neveux de Henri Chamberlin connu sous le nom de Lafont ; ils faisaient partie de la Gestapo française dont le chef était ce même Henri Lafont.

Paul était le vivant portrait de son oncle. En 1936, il était monteur en chauffage central et habitait Paris, 25 rue de Verneuil. Il s'était marié le 8 septembre 1936 avec Angèle Marie Françoise Haré, coiffeuse, âgée de 16 ans, avec laquelle il aurait vécu jusqu'en 1943. Il aura une villa à Saint-Maur. Il est mort fusillé au fort de Montrouge à Arcueil le 27 décembre 1944. Il avait 29 ans.

Raymond Clavié s'était marié le 27 août 1936 à Paris avec Jeanne Pauline Crost, âgée de 17 ans, fourreuse. Il habitait alors à Paris, 25 rue de Verneuil. Il était électricien. Il habite, dans les années 1940-1942, 9 rue de Chinon à Arcueil. Raymond ne fut pas arrêté et survécut donc à l'épuration. Il est décédé en région parisienne le 24 août 1994. Il avait 77 ans.

Raymond Clavié et ses relations avec la Gestapo

Interpellé par un gardien de la paix du commissariat de Montrouge pour délit de fuite, Raymond, malgré l'interpellation, avait poursuivi sa route. Le gardien avait alors sauté sur le marche-pied de la voiture, une Delage, mais avait été frappé par plusieurs coups de matraque. Le gardien avait alors sorti son pistolet pour se défendre. Raymond Clavié avait poursuivi sa route jusqu'à son domicile et en était ressorti armé d'un pistolet, criant au gardien de la paix : « Si à trois, vous ne lâchez pas votre arme, je vous tire dessus. » Se voyant menacé, le gardien avait tiré deux coups de feu sans atteindre Clavié, qui s'était réfugié dans son logement. Le commissariat de police alerté téléphoniquement avait envoyé des hommes sur les lieux. Mais quelques temps après, un officier allemand arrivait, accompagné de deux civils et arrêta le gardien de la paix en disant « Vous serez fusillé » ou « Vous irez finir la guerre dans un camp de concentration au fond de l'Allemagne ». Le gardien, qui avait été emmené, a été relâché en fin d'après-midi... « Il lui a suffi de téléphoner pour qu'un officier boche et deux gestapistes débarquent en auto dans les dix minutes pour le tirer d'affaire et arrêtent le gardien de la paix... qui pourtant était dans son bon droit. Sadorski ne voit qu'une explication : ce type qui se balade avec une matraque dans sa voiture appartient lui-même à la Gestapo ! » (Sources Romain Slocombe « L'affaire Léon Sadorski. » P237 238).

Le jour on dénonçait, on torturait, on pillait et on tuait, mais la nuit était réservée aux plus basses orgies. Les principaux meneurs de la bande fréquentaient tous une maison sise, 122 rue de Provence, et bien connue sous le nom de « One Two Two » ; on aurait mieux compris qu'elle s'appelât « Ein zwei zwei ». Cet établissement spécial appartenait à une certaine Doriane qui avait été prestataire de service au Chabanais et dont le mari, Marcel Jamet, dit Fraissette, âgé de 54 ans, a été arrêté hier, à son domicile, au 6^e étage du 122 rue de Provence. Celle-ci n'emploie au début que trois « esoreuses ». Mme Doriane abandonna le One Two Two, pour suivre un riche diplomate, en 1939. Elle est remplacée par Georgette Pélagie, dite Fabienne, une jeune femme devenue sous-maîtresse à l'âge de 21 ans. Marcel Jamet l'épouse en 1942 et, dans un Paris occupé où la population souffre de la faim, offre un festin hors norme pour 56 invités triés sur le volet pour lesquels 34 magnums et 176 bouteilles de champagne sont consommés.

Marcel Jamet est un monsieur très bien. Spécialiste de la traite des blanches, il s'arrangea pour passer en Argentine pendant la guerre de 1914-1918 et pour revenir s'installer en France sans ennuis dès 1919. Il s'y établit comme souteneur, mais s'aperçut en 1940 qu'il y avait des possibilités d'augmenter ses revenus et devint le secrétaire de l'Allemand Rudy von Montaigne-Mérode, qui était chargé de la récupération de l'or pour son pays, et auquel Lafont apportait une aide particulièrement efficace. Jamet tentait de se faire passer pour gaulliste et attirait, dans des déjeuners rue de Provence, des patriotes qu'il faisait ainsi arrêter. Il servait d'indicateur au commissaire allemand de la rue des Saussaies : Tickbusch ; on ne peut trouver plus basse fripouille. Et ses relations étaient à l'avenant.

Deux complices de Lafont ont été libérés

Voici qu'on relâche maintenant les agents directs de la Gestapo, les complices de Lafont, la pourriture la plus affreuse de la société française.

Marcel Jamet, dit « Fraissette », vient d'être libéré. Spécialiste de la traite des blanches, déserteur, tenancier de maison close, escroc, ami intime de Chiappe, Levillain, de l'Allemand Rudy et de toute la bande de Bonny et Lafont. Ce sont là des titres insuffisants, sans doute, pour une admission au Dépôt et une condamnation exemplaire !

Et l'on se demande aussi quelles raisons ont bien pu trouver la Commission de classement de Drancy et le commissaire directeur adjoint de la P. J. Badin, pour libérer Blondy, cet individu qui touchait tous les mois un chèque de 10 000 francs aux Volontaires de la Mort, qui rencontrait tous les soirs, au café Nicolet, 2, avenue Laplace à Arcueil, le neveu de Lafont, Raymond Clavié, et ses habituels compagnons allemands de la Gestapo. L'émotion est grande à Arcueil et Gentilly, on s'en doute, de revoir en liberté un pareil traître ! (L'Humanité du 27 septembre 1944).

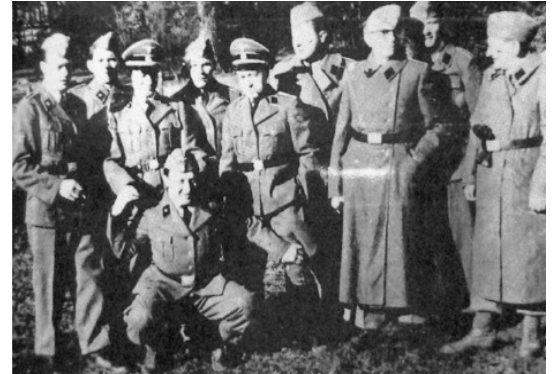
Paul Clavié, l'aîné des neveux, tueur n°1 de la bande de Bonny et Lafont

Lieutenant dans la Légion nord-africaine

La Légion nord-africaine (ou Phalange) fut créée au début de l'année 1944 par Henri Lafont, responsable de la « Gestapo française », et le nationaliste algérien Mohamed el-Maadi (ancien officier français membre du mouvement d'extrême droite la Cagoule) sous les ordres du colonel SS Helmut Knochen, n°2 de la police allemande en France (la Sipo-SD regroupant la police politique, la Gestapo et la police criminelle, la Kripo). La Légion nord-africaine, aussi appelée « Phalange », constituait une force supplétive au service de l'armée allemande composée de musulmans recrutés parmi la communauté nord-africaine présente en France, en particulier en région parisienne. En janvier-février 1944, la Légion nord-africaine comprenait 300 membres d'origines nord-africaine organisés en cinq sections et dirigés par Henri Lafont qui portait le grade de Hauptsturmführer (capitaine) dans la SS. Son adjoint était Pierre Bonny, l'ex « premier flic de France », lui aussi membre éminent de la Gestapo française, avec le grade d'Obersturmführer (lieutenant). Les chefs des cinq sections avaient pour nom Paul Maillebauu, Charles Cazauba, Alexandre Villaplane, Paul Clavié et Lucien Prévost, tous promus sous-lieutenants SS (Untersturmführer) tout comme Louis Pagnon, le chauffeur de Lafont, nommé officier de réserve. La troupe comprend également une vingtaine de sous-officiers français dont Abel Danos, Raymond Monange, Louis Haré, Jean Baptiste Chaves, Jean Sartore, Paul Victor, Jean Vinas, Jean Delchiappo, Mathieu Fioraventi, Jean Thilmont, Charles Fels, Eugène Slovenski etc. Les hommes de troupe portaient un équipement

ressemblant assez à celui de la Milice, ceinturon et poignard de la Waffen SS en prime. Tous avaient reçu une carte verte de l'avenue Foch (SD) de Paris, certifiant leur appartenance à la SS. Paul Clavié, le frère aîné de Raymond (qui habita Arcueil), avait reçu le grade de lieutenant SS dans la Légion nord-africaine. Il portait l'uniforme SS type SD comme tous les officiers et sous-officiers.

La Légion nord-africaine prit part à des combats contre la résistance intérieure française, en Corrèze (trois sections participent aux combats contre le maquis), en Dordogne (une section) et en Franche-Comté (une section). Dans les faits, la Légion nord-africaine, dès son arrivée en Dordogne, et durant les cinq mois de sa présence, s'illustra surtout par ses innombrables exactions et massacres parmi lesquels ceux de Brantôme (26 mars 1944), Sainte-Marie-de-Chignac (27 mars 1944), Saint-Martin-de-Fressengeas, Mussidan (11 juin 1944, 52 fusillés), Saint-Germain-du-Salembre et des Piles à Cornil. La Légion nord-africaine fut dissoute en août 1944. Sous la conduite de Paul Clavié et d'un officier allemand, une des sections comptant une quarantaine d'Arabes de la Légion nord-africaine prit part à une expédition d'envergure de Châteauroux à Tarbes. Dans cette dernière ville, un pâté de maison fut cerné et trente arrestations opérées. Mais par la suite, la section « subit à Angoulême un accrochage sévère avec le maquis et rentra décimée ».



La Bande de la rue Lauriston à Tulle en uniforme SS. Devant accroupi Henri Lafont et debout derrière lui à sa droite son neveu Paul Clavié

Les membres de la pègre française de la bande du 93 rue Lauriston ayant appartenu à la Légion nord-africaine Lafont, Bonny, Clavié, Haré, Villaplane, Pagnon, furent jugés dans un procès du 1^{er} au 11 décembre 1944 et condamnés à mort plus pour ce qu'ils avaient fait 93 rue Lauriston que pour leur appartenance à cette milice (comme on le verra plus loin). Et au mois de juillet 1947 eut lieu à Paris le procès d'une quarantaine d'anciens membres de la Légion nord-africaine, c'est à dire peu par rapport aux deux cent hommes au minimum qui y avaient appartenu. Les peines prononcées le 26 juillet 1947 furent les suivantes : vingt et trois ex-membres de la Légion furent condamnés à une peine de prison ferme ; deux autres membres furent condamnés par contumace ; enfin, huit autres furent acquittés. » Le 14 mars 1952, Raymond Alfred Monange et Abel Danos, deux sous-officiers, qui avaient été condamnés à mort le 17 mai 1949 par la Cour de justice de la Seine, sont fusillés au fort de Montrouge. Mais le cofondateur de la Légion nord-africaine, Mohamed El Maadi, s'est réfugié à la Libération avec son épouse en Allemagne où il est accueilli par le Grand Mufti, Amin al-Husseini ; il serait décédé en Égypte entre 1954 et 1957. Il avait été condamné par contumace aux travaux forcés en 1953.

Criminel et tortionnaire

On avait en effet appris que le lieutenant de Lafont, Paul Clavié avait cambriolé en 1941 un hôtel particulier, 46, rue de Villejuif, abandonné pendant l'occupation par le colonel américain Leedman. Paul Clavié s'était livré à une agression rue Notre Dame de Lorette à Paris. Il avait attaqué une courtière en bijouterie. À Belleville, il avait attaqué un passant auquel il avait dérobé une valise contenant une centaine de milliers de francs. Il avait procédé au lavage de titres volés dans une banque en 1943. Avec son comparse André Engel, à Saint Maur, Paul Clavié avait assassiné pour la voler une rentière et son infirmière. Ils avaient ensuite découpé les corps en morceaux puis les avait fait bouillir afin de faire disparaître les traces du crime.

Deux femmes coupées en morceaux par Paul Clavié et ses complices

L'interrogatoire de Paul Clavié, poursuivi presque sans interruption depuis dimanche, a confirmé ce que les enquêteurs soupçonnaient : Mme Derrieux, après avoir été torturée, a été abattue à coups de massue par Haré, Paul Clavié et Engel ; Mlle Andrieu, son infirmière, a subi le même sort. Les deux corps ont été ensuite coupés en morceaux et désossés et plongés dans un acide pour en détruire les chairs. Chairs et os ont été ensuite enterrés.

Le 25 août, un officier F.F.I. arrêtait Angèle Haré, Mme Clavié, et découvrait, dans la villa de Paul, 35 avenue du Nord à Saint-Maur, outre six carabines dont une munie de silencieux, de riches bijoux de femme, un appareil de prothèse dentaire en or, des chaussures... et aussi de larges taches brunes de sang séché. Mme Clavié avouait que, du 3 au 6 août, elle avait dû abandonner la maison à son mari qui en avait besoin pour « une affaire ». Cette affaire, il a bien fallu hier que Paul l'explique : « Un de ses complices, Hector de la rue Lauriston, savait qu'une de ses maîtresses, Mme Rieu, villa Victor-Hugo, à Paris, avait 15 millions d'or et de bijoux dans son coffre. Il l'attire dans la maison de Clavié pour un magnifique dîner de marché noir et, à peine arrivé, il exige d'elle le numéro de son coffre. Elle refuse. Immédiatement Hector la gifle et lui cingle ensuite le visage à coups de ceinturon. Elle n'avoue toujours pas. Les amis se relayent. Vers le matin, en fouillant dans le sac à main, Clavié trouve un numéro griffonné sur un papier. Est-ce celui du coffre ? Le voyage est, hélas, inutile. Hector et Clavié, aidés de deux soldats allemands et des tueurs Engel et Haré, se relaient alors pour la battre à coups de ceinturon. Elle donne un faux numéro. Elle gagne six heures, mais les brutes reviennent furieuses. On lui brûle alors les pieds. « La chair fondait », dit Clavié. Elle donne enfin le chiffre. La fin de l'histoire est mal élucidée. Selon Clavié, les Allemands auraient de suite déporté Mme Derrieux en Silésie. Les enquêteurs pensent plutôt que Clavié et Hector l'ont achevée et enterrée dans un coin de la villa. En fait, Mme Derrieux et son infirmière ont été assassinées. Les bijoux que portaient Mme Derrieux ont été partagés entre les complices, Clavié, Engel et Haré. Mis une fois de plus sur la sellette, Paul Clavié est revenu hier sur ses déclarations de la veille. Les deux paquets de chairs qu'il disait avoir enterrer dans les bois de Sucy-en-Brie auraient été en réalité brûlés dans une lessiveuse et les restes des deux femmes auraient été dispersés dans les bois avoisinant Saint-Maur. Paul Clavié est donc un émule de son ami le Docteur Petiot.

Ami du criminel Marcel Petiot

En 1938, Paul Clavié, atteint d'une blennorragie, se faisait soigner par le docteur Marcel Petiot²⁸ et en devint l'ami. En juillet 1940, Henri Lafont constitue ce qui deviendra « la Gestapo de la rue Lauriston ». Il y intègre son neveu Paul Clavié qui lui présente Marcel Petiot. Celui-ci devient bientôt un auxiliaire discret de l'équipe, chargé notamment de faire disparaître les cadavres ou débris de cadavres encombrants. Petiot aurait ainsi tué Adrien Estébétéguy dit Adrien la Main froide ou le Basque, libéré de Fresnes par Lafont en 1940 et connu dans la pègre comme l'un des plus redoutables bandits de Paris. Le Basque intriguait pour prendre la place de Lafont à la tête de la Gestapo française et il espérait que Petiot allait le faire passer en Argentine. Le 21 mai 1943, Petiot, soupçonné d'être un vrai « passeur » pour les Juifs, est arrêté par la Gestapo. En fait de passeur, Petiot tuait ceux qu'il était censé aider à partir à l'étranger, s'appropriait leurs biens et faisait

28 Marcel André Henri Félix Petiot, dit le docteur Petiot (alias Wetterwald François, Docteur Eugène et capitaine Henri Valeri), né le 17 janvier 1897 à Auxerre et guillotiné le 25 mai 1946 à Paris, est un médecin, criminel et homme politique français. En 1946, il est condamné pour meurtres après la découverte à son domicile parisien des restes de vingt-sept personnes. Il est ainsi le premier condamné de droit commun guillotiné après la Libération.

disparaître les corps de ses victimes. Arrêté, Petiot demeurera prisonnier plus de huit mois. En janvier 1944, Lafont le fait libérer par l'intermédiaire de Paul Clavié. Petiot entreprend aussitôt de faire disparaître les corps de ses victimes qui se trouvent encore dans son hôtel particulier du 21 rue Le Sueur. Au printemps 1944, Paul Clavié rencontre au moins une fois Petiot dans une prétendue clandestinité. En avril 1944, les Allemands donnent l'ordre à Fernand de Brinon²⁹ de faire arrêter l'enquête sur Petiot. Elle restera de pure forme jusqu'à la Libération. Le 31 octobre 1944, Petiot est arrêté. Le 2 novembre 1944, le juge d'instruction Golléti reprend à zéro l'instruction de l'affaire.

Petiot est jugé du 18 mars au 4 avril 1946, par la Cour d'Assises de la Seine, pour homicides volontaires avec vol, guet-apens et préméditation. Il lui est reproché d'avoir commis, entre 1942 et 1944, vingt-sept assassinats, dont ceux de douze Juifs et de quatre proxénètes accompagnés chacun de leur prostituée. Petiot revendiquera soixante-trois meurtres... Le 4 avril 1946, Marcel Petiot est reconnu coupable et condamné à mort. Le 25 mai 1946, il est guillotiné dans la cour de la prison de la Santé à Paris.

**“J'AI TUÉ 63 PERSONNES
...Puisque je vous le dis !”**
déclarait au lendemain de son arrestation
LE MONSTRUEUX “DOCTEUR” PETIOT
qui, aujourd'hui, ne veut plus rien dire

Les aveux de Petiot

Condamnations à mort et exécutions

En septembre 1944, aux premiers jours de l'insurrection parisienne, le camp de Drancy fut utilisé pour y enfermer des gestapistes français et la garde du camp avait été confiée à un certain Robert, qui venait de s'enrôler dans les F.F.I. Ce Robert avait tenu à Montmartre un bar « Le Grand Duc » fréquenté par le Milieu où se déroulaient des parties de rami où l'on perdait beaucoup, beaucoup d'argent. La décision de confier le camp à cet homme embarrassa les inspecteurs de la police judiciaire. Leurs craintes furent justifiées car on apprenait que Paul Clavié, neveu de Lafont, s'en était évadé avec un brassard FFI. En liberté, Clavié avait tenté de réunir une trentaine d'hommes pour libérer Bonny et Lafont. Il fut rattrapé par la police parisienne à Joinville. Quant à Lafont et Bonny, ils furent arrêtés le 31 août 1944. À la Libération, Pierre Bonny, ancien inspecteur de police, adjoint de Lafont, s'était caché avec Lafont dans une ferme de Bazoches-sur-le-Betz (Loiret). Ce refuge fut révélé par Joseph Joanovici³⁰.



Croquis d'audience de décembre 44

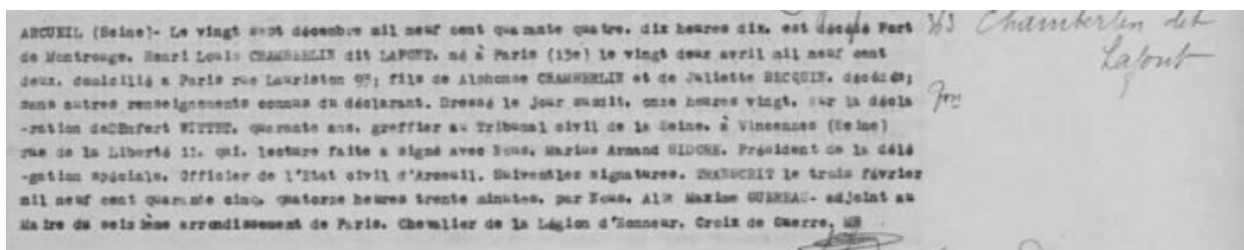
Le 1^{er} décembre 1944, devant la Cour de Justice, commençait le procès de Lafont et Bonny et de leurs comparses. Dix hommes furent jugés en même temps que Bonny et Lafont : Paul Clavié, Louis Haré, André Engel, Alexandre Villaplane, Louis Pagnon, Edmond Delehaye qui décédera en cours de procès, Jacques Labussière, Jean-Damien Lascaux, Charles Delval, Maurice Taté. Les douze accusés sont inculpés d'intelligence avec l'ennemi et passibles de la peine de mort. Il fallut deux greffiers pour lire les cent pages de l'acte d'accusation.

29 Fernand de Brinon. Secrétaire d'État dans le gouvernement de Pierre Laval. Interlocuteur privilégié des allemands. Condamné à la peine de mort le 6 mars 1947 par la Haute cour de justice. Exécuté le 15 avril 1947 au fort de Montrouge

30 Joseph Joanovici, né le 20 février 1905 à Kichinev (Bessarabie) et mort le 7 février 1965 à Clichy, est un ferrailleur d'origine juive russe, fournisseur de métal pour les autorités allemandes, mais aussi pourvoyeur de fonds pour la Résistance, et peut-être même agent du Komintern soviétique. Le commerce avec l'Allemagne le rendra milliardaire, mais en 1949, il est condamné pour collaboration à 5 ans de prison. Libéré sous conditions, il fuit et tente de s'installer en Israël, qui l'expulse et le renvoie derrière les barreaux. Il retrouve sa liberté en mai 1962 en raison de son état de santé et meurt ruiné en 1965. À partir de 1942, Joanovici est sous la protection de Lafont. Apprenant qu'il a été dénoncé, Lafont aurait dit : « Pour une fois que Joano donne quelque chose ! »

Paul Clavié, lieutenant SS, danseur mondain, est le tueur n°1 de la bande à Bonny et Lafont. Après cette pièce de choix, voici le menu gibier : une jolie brochette en tête de laquelle vient Delehaye, secrétaire général de la Gestapo parisienne. Il a occupé ce poste jusqu'à l'arrivée, rue Lauriston, de Pierre Bonny. De santé précaire, il n'a jamais participé aux coups de main ; sa besogne était purement administrative. On trouvait toutes sortes de personnages rue Lauriston. L'un des plus appréciés, hors la bande des tueurs, était Charles-Louis Delval. Sa principale occupation consistait à expertiser, pour le compte des services de la Gestapo de la rue des Saussaies, le produit des rapines de l'occupant. Muni d'une carte de police allemande, Delval est aussi l'auteur de l'arrestation de nombreux patriotes. Ayant infiltré le Mouvement clandestin des prisonniers de guerre et rapatriés, il aurait été responsable de l'arrestation de l'époux de Marguerite Duras³¹, Robert Antelme. Louis Haré, oncle de l'épouse de Paul Clavié, fut engagé par Chamberlin comme gardien du 93. Il a assisté à l'arrivée, dans les cellules de la rue Lauriston, des patriotes arrêtés, à leurs interrogatoires. Il savait que dans les locaux qu'il gardait, on torturait, on tuait. André Engel était l'un des tueurs de la Gestapo parisienne. Il a participé avec Clavié à l'assassinat de Mme Derrieux et de son infirmière Colette Andrieu. Jacques-Henri Labussière était presque exclusivement employé aux filatures et renseignements. Maurice Taté, dit Texier, était homme de main. Jean-Damien Lascaux a avoué avoir participé à plusieurs opérations de police en collaboration avec Delval et Bonny. Louis Pagnon, chauffeur de Chamberlin (Lafont), était au courant de toutes les opérations traitées par celui-ci. Avec Alexandre Villaplaine, voici une personnalité du monde sportif. Les habitués du Parc des Princes se souviennent de ce petit footballeur qui fut capitaine de l'équipe de France. Engagé par Lafont, il commanda, en uniforme de Lieutenant S.S., une section de la milice nord-africaine dans des opérations contre les maquis de Tulle et Périgueux. Sa section avec un détachement de la Sipo-SD de Périgueux, est responsable du massacre de Mussidan (Dordogne) le 11 juin 1944 (47 otages fusillés, 5 hommes massacrés dans la rue et 115 déportés). Villaplaine s'occupait spécialement du trafic d'or. Et pour clore cette liste, une femme : Anne-Marguerite Garnier. Elle ne faisait pas partie de la bande Bonny-Lafont, mais elle connaissait Paul Clavié et Mme Derrieux. C'est elle qui révéla l'existence des quinze millions que possédait la rentière et fut l'instigatrice du crime. Voilà close la liste des treize inculpés, qui comparaissaient devant la Cour de justice le 1^{er} décembre 1944.

Du fait de leur jeune âge, Jacques Labussière et Jean-Damien Lascaux furent condamnés à la prison à perpétuité. Maurice Taté fut gracié. Sa peine dut commuée en vingt ans de travaux forcés. Emprisonné par les Allemands et libéré par les F.F.I. de la prison de Fresnes, il s'était battu vaillamment lors de l'insurrection parisienne. Henri Lafont, Pierre Bonny, Paul Clavié et leurs cinq autres comparses, Louis Haré, André Engel, Alexandre Villaplaine, Louis Pagnon, Charles Delval, furent condamnés à mort et fusillés au Fort de Montrouge à Arcueil le 27 décembre 1944.



31 En 1985, Marguerite Duras fait paraître « La Douleur », un recueil de nouvelles, d'après ses carnets de guerre. Le premier texte, intitulé *La Douleur*, est le récit de l'attente du retour de Robert Antelme, le mari de l'écrivaine, arrêté le 1^{er} juin 1944 et déporté le 17 août 1944 à Buchenwald puis à Dachau juste avant la Libération ; le second, *Monsieur X. dit ici Pierre Rabier*, raconte le commerce forcé qu'entretint Marguerite Duras avec un agent de la Gestapo, Charles-Louis Delval, dans l'espoir d'obtenir des informations sur le sort de son mari. Un film de Emmanuel Finkiel est sorti en 2017 avec jouant Marguerite Duras, Mélanie Thierry et M. X., Benoît Magimel.

Conclusions

Ce 27 décembre 1944, Marius Sidobre, président de la délégation spéciale d'Arcueil, signait en tant qu'officier d'État civil l'acte de décès de Henri Lafont qui venait d'être fusillé au fort de Montrouge. Les déporté(e)s, les prisonnier(e)s de guerre encore en vie ne sont pas tou(te)s rentré(e)s. Le 27 janvier 1945, les soldats soviétiques pénètrent dans le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau. Ils sont accueillis par 7 000 détenus survivants. Ni Menika Chilischi, ni Maï Politzer ne sont du nombre. Environ un million cent mille Juifs sont morts auxquels s'ajoutent environ trois cent mille non Juifs. Grâce aux enfants de Jacov Stambul, compagnon de Menika Chilischi, Pierre et Béatrice, j'ai pu donner un visage à une jeune résistante juive roumaine qui fut arcueillaise, membre de la MOI, et qui mourut gazée à son arrivée à Auschwitz le 6 février 1944. La découverte de cette jeune femme dans une liste de l'AFMD 94 m'a permis l'évocation de nombreuses résistantes juives étrangères qui combattirent l'occupant nazi et dont certaines donnèrent leur vie pour la liberté de la France. Au même moment, des Français, engagés au service de Vichy et des occupants nazis, faisaient la traque des résistants et des Juifs et les envoyaient à la mort ou d'autres encore choisissant Hitler, comme Henri Lafont et l'un de ses neveux qui habitait Arcueil, s'enrichissaient en faisant partie de la bande de voleurs et de criminels installée 93 rue Lauriston à Paris.

Avec cette recherche, j'ai voulu rendre hommage à ces résistantes étrangères qui avaient l'idéal de débarrasser la France du nazisme et qui souhaitaient pour leurs enfants un monde sans guerre et sans misère. Et je terminerai par cette « Prière aux vivants » de Charlotte Delbo.

Je vous en supplie faites quelque chose,
Apprenez un pas une danse
Quelque chose qui vous justifie
Qui vous le donne droit d'être habillés
De votre peau de votre poil
Apprenez à marcher et à rire
Parce que ce serait trop bête à la fin
Que tant soient morts
Et que vous viviez sans rien faire de votre vie.

Annie Thauront
6 Juin 2020

Annexe 1

Quelques noms de résistantes de la MOI

Elles s'appelaient Baginski Esther née Binder (Polonaise), qui survécut comme son mari Berek à sa déportation à Auschwitz ; Danciger Sarah (Polonaise) arrêtée le 17 novembre 1943, déportée par le convoi 67, morte à Auschwitz et qui hébergeait Sarah Gerber elle-aussi arrêtée ainsi que son ami Wolf Wajsbrot qui, faisant partie du 4e détachement dit des démineurs, arrêté par la BS2, fut fusillé au Mont-Valérien ; Diament Mindla (Polonaise) agent de liaison entre les deux zones, décapitée à Breslau le 24 août 1944 ; Schapira Scipora née Birbaum (Polonaise), déportée à Auschwitz où elle mourut ; Lewkowicz Frajda (Polonaise) arrêtée le 2 juillet 1943 par la BS2, déportée par le convoi 58 du 31 juillet 1943 à Auschwitz où elle mourut ; Rapaport Gitla (Polonaise) ; Kurchand Ruta (Polonaise) déportée par le même convoi que celui de Henri Krazucki, morte à Auschwitz ; Wajzman Chaya (Polonaise) cousine de Perla Kwater, morte en déportation ; Kwater Perla née Szarfsztajn (Polonaise) agent de liaison, survivante à la déportation ; Volkas Cyrla née Perla (Polonaise), morte à Auschwitz ; Schloss Simone (Polonaise), agent de liaison de Conrad Miret i Musté fondateur de l'OS-MOI mort sous la torture le 27 février 1942, qui fut guillotinée le 17 juillet 1942 à Cologne ; Gerchinovitz Elise (Parisienne), arrêtée le 17 novembre 1942, déportée à Auschwitz, décédée à Paris le 4 avril 1987 ; Loutski Mauricette (Parisienne) d'origine polonaise, arrêtée le 17 novembre 1942 par les policiers de la BS2, morte à Auschwitz, reconnue comme déportée internée résistante très tardivement ; Korenfeld Marie (Parisienne) arrêtée le 16 novembre 1942 par les policiers de la BS2, déportée par le convoi 67, morte à Auschwitz ; Milkoff Marcelle (Parisienne), fille de juifs russes, morte à Auschwitz ; Galambos Gisèle (Hongroise) arrêtée le 18 novembre 1943, déportée à Ravensbrück, survivante ; Matus Elisabeth née Guba (Hongroise) qui hébergea le médecin Hirsch Loberbaum qui soignait les résistants de la MOI, déportée à Ravensbrück puis transférée à Bergen-Belsen, survivante en 1945 ; Szanto Madeleine née Gutman (Hongroise), peut-être survivante de Bergen-Belsen, arrêtée le 17 novembre 1942 à son domicile où elle hébergeait l'étudiante italienne Nora Pincherlé, membre de la MOI, arrêtée elle-aussi, déportée à Ravensbrück, survivante ; Kasman Rebecca dite Irène née Gamerow (Biélorusse), survivante de la MOI, déportée à Auschwitz où elle servit notamment de cobayes aux médecins nazis, décédée à Cannes le 30 octobre 1997 à 86 ans ; Felten Marie-Paule née Senger (Luxembourgeoise), trésorière du Travail allemand, déportée à Ravensbrück le 15 août 1944 et dont le sort est resté inconnu ; Stockhamer Anna née Kersch (Allemande), agent de liaison de Meyer List dit Markus, chef du 2^e détachement juif des FTP-MOI, morte à Auschwitz ; Tachmann Renée (Russe) arrêtée le 17 novembre 1942 par les policiers de la BS2, déportée par le convoi 67, morte à Auschwitz ; Montay Marie née à Mazingien (Nord), arrêtée le 18 novembre 1943 par la BS2 au domicile de Lucien Cascaret dit Bouboule, qui était filé et membre de la MOI, incarcérée à Fresnes puis transférée à Compiègne d'où elle partit pour Ravensbrück le 31 janvier 1944, survivante le 22 avril 1945 ; Guiffard Léone, institutrice, épouse Goldberg, arrêtée le 17 novembre 1943 en même temps que son mari Marcus Goldberg, militant roumain de la MOI, survivant de Buchenwald, qui sera relâchée le 1^{er} décembre 1943 ; Rosoff Eugénie (Française d'origine russe) arrêtée peu après le 17 novembre 1943, déportée à Ravensbrück d'où elle revint ; Srulevici Fanny (Russe) qui gérait les fonds des communistes roumains, amie du hongrois Andrei Sas Dragos arrêté le 19 octobre 1942 avec Nicolas Cristea et Carol Goldstein fusillés le 9 mars 1943 ; Fanny Srulevici fut arrêtée le 21 octobre 1942, internée à Drancy et déportée par le convoi 45 du 11 novembre 1942 pour Auschwitz où elle mourut ; Kleszczelski Tauba (Polonaise), chargée du transport des armes, tuée par des explosifs qu'elle manipulait à Paris le 11 avril 1944. (Sources : Le Maitron)

Résistantes de la MOI arrêtées les 16 et 17 novembre 1943 d'après une archive de la Police parisienne							
Nom	Prénom	Nationalité	Année de naissance	Age au décès	Profession	Déportation	Sort
Bancic	Golda	Roumaine	1912	32	Couturière Etudiante Vendeuse		Décapitée le 10/05/1944
Blouquit née Gassmann	Sophie	Française	1882		Concierge	N'a pas été déportée	
Loutski	Mauricette	Française	1922	22	Couturière	Convoi 67 du 3/02/1944	Morte à Auschwitz
Chilischi	Monica	Roumaine	1915	29	Couturière	Convoi 67 du 3/02/1944	Morte à Auschwitz
Tachmann née Lévine	Renée	Russe	1886	58	Couturière	Convoi 67 du 3/02/1944	Morte à Auschwitz
Galambos	Gisèle	Hongroise	1909		Danseuse, dactylographe	Déportée le 31/01/1944	Survivante à Ravensbrück
Wolmuth	Raca	Polonaise	1909	35	Dentiste	Convoi 67 du 3/02/1944	Morte à Auschwitz
Rosenstein née Bonder Ste	Guta	Polonaise	1914	30	Dessinatrice	Convoi 67 du 3/02/1944	Morte à Auschwitz
Kiro	Ida	Roumaine	1899	45	Enseigne le roumain	Convoi 67 du 3/02/1944	Morte à Auschwitz
Pincherle	Nora	Italienne	1914		Étudiante	Déportée le 31/01/1944	Survivante à Ravensbrück
Danciger	Sarah	Polonaise	1926	18	Étudiante	Convoi 67 du 3/02/1944	Morte à Auschwitz
Montay	Marie	Française	1921	61	Femme de chambre	Déportée le 31/01/1944	Survivante à Ravensbrück
Slomovitz	Hermine	Roumaine	1920		Mécanicienne en confection	Convoi 68 du 10/02/1944	Survivante à Auschwitz
Rosoff	Eugénie	Française	1916	51	Professeur d'anglais	Déportée le 31/01/1944	Survivante à Ravensbrück
Gerchinovitz	Elise	Française	1918	69	Sténodactylo	Convoi 67 du 3/02/1944	Survivante à Auschwitz
Szwarcberg	Claire	Française	1924	20	Sténotypiste	Convoi 67 du 3/02/1944	Morte à Auschwitz
Rajman née Perlin	Chana	Polonaise	1893	51	Tricoteuse	Convoi 67 du 3/02/1944	Morte à Auschwitz
Lambert	Eugénie	Française	1914			Déportée le 31/01/1944	Survivante à Ravensbrück
Korenfeld	Marie	Française	1921	23		Convoi 67 du 3/02/1944	Morte à Auschwitz
Szanto née Gutman	Madeleine	Hongroise	1906			Convoi 80 du 23/07/1944	Survivante à Bergen-Belsen
Gerber	Sarah						Ne sait pas
Berger née Levvin	Pesa						Ne sait pas



*Mila Racine (Moscou- 14/09/1921 - Mathausen 30/03/1945)
qui sauva des enfants juifs en les convoyant en Suisse*

Résistants de la MOI arrêtés en novembre 1943 d'après une archive de la Police parisienne							
Nom	Prénom	Nationalité	Année de naissance	Age au décès	Profession	Convoi	Sort
Terragni	Alfredo	Italien	1911	33	Ouvrier plombier		Abattu par une patrouille en avril 1944
Bohm	André	Hongrois	1918	26	Étudiant	Déporté à Dachau	Décédé en déportation
Friedman	Georges	Hongrois	1909	35		Convoi du 22/01/1944	Disparu à Buchenwald
Tournin	Maurice	Français	1920	58	Photographe	Convoi du 22/01/1944	Evadé de Dora. Survivant
Dawidowicz	Joseph	Polonais	1906	37	Tailleur à façon	Traître	Exécuté le 28/12/1943
Stanzani	Ildo	Italien	1899			N'a pas été arrêté	FFI de 1943 à 1945
Elek	Thomas	Hongrois	1924	20	Lycéen	Affiche Rouge	Fusillé le 21/02/1944
Boczor	Joseph	Hongrois	1905	39	Ouvrier menuisier	Affiche Rouge	Fusillé le 21/02/1944
Rajman	Marcel	Polonais	1923	21	Tricoteur	Affiche Rouge	Fusillé le 21/02/1944
Fingercweig	Moska	Polonais	1922	22	Ouvrier tapissier	Affiche Rouge	Fusillé le 21/02/1944
Wasjbrot	Wolf	Polonais	1926	18	Mécanicien	Affiche Rouge	Fusillé le 21/02/1944
Grzywacz	Szlama	Polonais	1910	34	Ouvrier cordonnier	Affiche Rouge	Fusillé le 21/02/1944
Alfonso	Célestino	Espagnol	1916	28	Menuisier Manoeuvre	Affiche Rouge	Fusillé le 21/02/1944
Manouchian	Missak	Arménien	1906	38	Poète Tourneur	Affiche Rouge	Fusillé le 21/02/1944
Witchitz	Robert	Français	1924	20	Télégraphiste	Affiche Rouge	Fusillé le 21/02/1944
Fontanot	Spartaco	Italien	1922	22	Tourneur	Affiche Rouge	Fusillé le 21/02/1944
Manoukian dit Dav't	Armanak	Arménien	1898	46	Typographe	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Schapira	Solomon	Polonais	1910	34	Ouvrier fourreur	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Usseglio Polatera	Amédée	Italien	1911	33	Terrassier	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Glasz	Emeric	Hongrois	1902	42	Ajusteur	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Martiniuk	Michael	Polonais	1918	26	Ouvrier gantier	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Goldberg	Lebj	Polonais	1924	20	Étudiant	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Della-Negra	Rino	Français	1923	21	Ajusteur	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Cloarec	Georges	Français	1923	21	Ouvrier agricole	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Luccarini	Cesare	Italien	1922	22	Ouvrier cimentier	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Salvadori	Antoine	Italien	1920	24	Ouvrier cimentier Mineur	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Kubacki	Stanislas	Polonais	1908	36	Ouvrier mouleur Buche	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Rouxel	Roger	Français	1925	19	Tourneur	Fusillé au Mont-Valérien	Fusillé le 21/02/1944
Fegyveres	Jibé					Convoi inconnu	Interné à Drancy
Fulop	Ladislas	Hongrois	1919	26	Culottier	Convoi du 22/01/1944	Mort à Buchenwald le 2/02/1945
Vosguiritchian	Diran	Arménien	1914	78	Franc-Tireur arménien	N'a pas été arrêté	Survivant
Buda	Enoch	Polonais	1910	86	Tailleur à domicile	Convoi 74 du 20/05/1944	Survivant à Auschwitz
November	Ladislas	Hongrois	1918		Décorateur de films	Convoi du 22/01/1944	Survivant à Bergen-Belsen
Svec	Jozef	Tchèque	1906		Marinier	Convoi du 22/01/1944	Survivant à Buchenwald
Donath	Georges	Hongrois	1920		Ingénieur chimiste	Convoi du 22/01/1944	Survivant à Buchenwald
Rajman	Symcha	Polonais	1927		Étudiant	Convoi du 22/01/1944	Survivant à Buchenwald
Taub	Etienne	Hongrois	1908		Ajusteur électricien	Convoi du 22/01/1944	Survivant à Buchenwald
Terreau	André	Français	1923		Ouvrier opticien	Convoi du 22/01/1944	Survivant à Buchenwald
Coureur	René	Français	1925		Mécanicien Outilleur	Convoi du 22/01/1944	Survivant à Buchenwald
Stambul	Jacob	Roumain	1917	72	Ingénieur chimiste	Convoi du 22/01/1944	Survivant à Buchenwald
Leider	Arnold	Polonais	1908	85	Technicien radio	Convoi du 22/01/1944	Survivant à Buchenwald
Goldberg	Marcus	Roumain	1910			Survivant	
Derthomassian ou F	Chouchanik						
Thibault	Roland						
Edelmann	Charles						
Tarjan	Geza						

Annexe 2



Charlotte Delbo

Charlotte Delbo, née le 10 août 1913 à Vigneux-sur-Seine, est décédée le 1^{er} mars 1985 à Paris ; c'est une écrivaine française, femme de lettres, engagée dans la Résistance qui a vécu la déportation à Auschwitz et Ravensbrück. Charlotte Delbo était la secrétaire de Louis Jovet, quand elle décide de quitter le théâtre pour s'engager aux côtés de son mari le communiste et résistant Georges Dudach. Georges Dudach est notamment chargé d'entretenir les liens avec Louis Aragon, réfugié en zone libre. Avec Charlotte Delbo, ils font partie du « groupe Politzer », chargé de la publication des *Lettres françaises*. Charlotte Delbo et son mari sont arrêtés le 2 mars 1942 au 93 rue de la Faisanderie (XVI^e arr.) par les Brigades spéciales, lors de la série d'arrestations qui visent le mouvement intellectuel clandestin du Parti communiste français. Lors de leur arrestation, Pierre Villon, qui se trouvait avec eux, réussit à s'échapper par la fenêtre de la salle de bain avant que les hommes des Brigades spéciales ne s'aperçoivent de sa présence. Dans la même série de rafles sont aussi pris Maï et Georges Politzer, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Jacques Decour, Jacques Solomon et Hélène Solomon-Langevin. Georges Dudach, Georges Politzer, Jacques Solomon sont fusillés le 23 mars 1942. Georges Dudach est fusillé le 23 mai 1942 et Jacques Decour le 30 mai 1942 au Mont-Valérien. Charlotte Delbo sera déportée à Auschwitz par le convoi des 31 000 du 24 janvier 1943 qui comprend 230 femmes (dont Maï Politzer, Danielle Casanova et Marie-Claude Vaillant-Couturier). Elle sera avec Marie-Claude Vaillant-Couturier et Hélène Solomon-Langevin l'une des 49 rescapées du convoi. Pendant sa déportation, Charlotte Delbo décide qu'à son retour, elle écrira le témoignage de ce que ces femmes ont vécu, lequel sera publié en 1965 sous le titre « *Aucun de nous ne reviendra* ».

POÈMES EXTRAITS DE « AUSCHWITZ ET APRÈS » AUCUN DE NOUS NE REVIENDRA RUE DE L'ARRIVÉE, RUE DU DÉPART

Il y a les gens qui arrivent. Ils cherchent des yeux dans la foule de ceux qui attendent ceux qui les attendent. Ils les embrassent et disent qu'ils sont fatigués du voyage.
Il y a les gens qui partent. Ils disent au revoir à ceux qui ne partent pas et ils embrassent les enfants.
Il y a une rue pour les gens qui arrivent et une rue pour les gens qui partent.
Il y a un café qui s'appelle « À l'arrivée » et un café qui s'appelle « Au départ »
Il y a des gens qui arrivent et il y a des gens qui partent.

Mais il est une gare où ceux-là qui arrivent sont justement ceux-là qui partent
une gare où ceux qui arrivent ne sont jamais arrivés, où ceux qui sont partis ne sont jamais revenus.
C'est la plus grande gare du monde.
C'est à cette gare qu'ils arrivent, qu'ils viennent de n'importe où.
Ils y arrivent après des jours et après des nuits
ayant traversé des pays entiers
Ils y arrivent avec des enfants même les petits qui ne devaient pas être du voyage
Ils ont emporté les enfants parce qu'on ne se sépare pas des enfants pour ce voyage là.
Ceux qui en avaient ont emporté de l'or parce qu'ils croyaient que l'or pouvait être utile.
Tous ont emporté ce qu'ils avaient de plus cher parce qu'il ne faut pas laisser ce qui est cher quand on part au loin.
Tous ont emporté leur vie, c'était surtout sa vie qu'il fallait prendre avec soi.

Et quand ils arrivent ils croient qu'ils sont arrivés
 en enfer
 possible. Pourtant ils n'y croyaient pas.
 Ils ignoraient qu'on prit le train pour l'enfer
 mais puisqu'ils y sont ils s'arment et se sentent
 prêts à l'affronter avec les enfants les femmes les vieux parents
 avec les souvenirs de famille et les papiers
 de famille.

Ils ne savent pas qu'à cette gare-là on n'arrive pas.

MARIE

Son père, sa mère, ses frères et ses sœurs ont
 été gazés à l'arrivée.
 Les parents étaient trop vieux, les enfants
 trop jeunes.
 Elle dit : « Elle était belle ma petite sœur.
 Vous ne pouvez pas vous représenter comme
 elle était belle.
 S'ils l'avaient regardée, ils ne l'auraient pas tuée.
 Ils n'auraient pas pu. »



Sélection des Juifs hongrois à l'arrivée en 1944

Annexe 3

ROUMANIE, BESSARABIE ET BUCOVINE ET LA SHOAH

Plusieurs résistantes de la MOI comme Menika Chilischi, Olga Bancic, Ida Kiro étaient originaires de Chişinău (Kichinev), et Doina Vainberg de Vertujeni en Bessarabie. Ont-elles eu connaissance en 1943 de ce qui s'était passé dans leur pays d'origine alors allié à Hitler ? Rien n'est moins sûr. Communistes, dont certaines d'entre elles avaient connu la prison, elles avaient fui cette région à l'Est de la Roumanie aujourd'hui devenue la République de Moldavie où déjà l'antisémitisme était très fort. La France dans les années 1930 était alors synonyme de Liberté.

Pour l'Empire russe, la Bessarabie était d'abord une région frontalière d'où la renaissance culturelle roumaine devait être extirpée, un accès aux bouches du Danube et un grenier agricole : des voies ferrées furent construites pour la relier au port d'Odessa afin d'exporter les céréales et le bois moldaves. Sur le plateau au-dessus du vieux bourg moldave de Chişinău, une ville nouvelle russe au plan en damier fut construite : là se trouvaient administrations, casernes, cathédrale et manufactures.

Le plus « célèbre » pogrom de l'empire russe avait eu lieu en 1903, à Kichinev, à l'époque capitale de la Bessarabie. 50 000 Juifs et 60 000 Chrétiens y vivaient côte à côte. Peu avant Pâques, le « Bessarabien », le journal principal de la communauté chrétienne, accusa ouvertement la population juive d'avoir assassiné un garçon chrétien afin d'utiliser son sang dans le rituel de la Pâque juive. Les 6 et 7 avril 1903, le pogrom eut lieu dans une atmosphère hystérique. Une cinquantaine de personnes de la communauté juive sont tuées, des centaines sont blessées, sans parler des innombrables viols et des 700 maisons démolies. Ce qui est certain, c'est que ni la police, ni l'armée ne sont intervenues pour stopper les émeutiers avant le troisième jour. Le New York

Times du 28 avril 1903 décrit ainsi les faits : « Les émeutes anti-juives de Kichinev sont pires que ce que le censeur autorisera de publier. Il y a eu un plan bien préparé pour le massacre général des Juifs le jour suivant la Pâques russe. La foule était conduite par des prêtres, et le cri général, « Tuons les Juifs », s'élevait dans toute la ville. Les Juifs furent pris totalement par surprise et furent massacrés comme des moutons. Les scènes d'horreur pendant le massacre sont indescriptibles. Les bébés furent littéralement déchiquetés par la foule frénétique et assoiffée de sang. La police locale ne fit aucune tentative pour arrêter le règne de la terreur. Au coucher du soleil, des piles de cadavres et de blessés jonchaient les rues. Ceux qui purent échapper au massacre se sont sauvés, et la ville est maintenant pratiquement vidée de ses Juifs ». Le pogrom de Kichinev suscita une vive indignation dans l'opinion publique occidentale, excepté auprès de l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, l'ancien ministre français des Affaires Étrangères, Maurice Bompard, qui écrivit dans un rapport en août 1903 : « Je passe sous silence les troubles du genre de ceux de Kishinev, parce qu'ils sont, pour ainsi dire, le contrecoup des troubles agraires. La population juive est une pépinière de nihilistes et d'agitateurs... ». Branna Magazanik, la mère de Doina Vainberg, la seconde épouse de Jacov Stambul, partit s'installer à Vertujeni, petit village agricole pauvre au bord du Dniestr pour fuir le pogrom de Kichinev.

Vertujeni était une colonie agricole fondée en 1838. Au début de la Seconde guerre mondiale, 2000 Juifs y vivaient. Leur langue était le yiddish et comme la Bessarabie devint roumaine en 1918, l'école se fit en roumain. Le Dniestr faisait la frontière avec l'URSS. Lors du déclenchement de la Seconde guerre mondiale, une partie des Juifs évacuèrent le village pour aller s'installer de l'autre côté du Dniestr en URSS, ceux qui restèrent furent exterminés et les résidents locaux s'installèrent dans leur maison.

L'été 1917, pendant la révolution russe, la majorité de la population de Bessarabie (toutes ethnies confondues), élit des députés à un Parlement (le Sfatul Țării), qui déclare l'autonomie, puis l'indépendance de la Bessarabie sous le nom de République démocratique moldave : le nom de « moldave » est choisi pour souligner l'identité avec la Moldavie restée roumaine. La mission française Berthelot et des éléments de la 1^e division roumaine sont appelés pour défendre l'indépendance contre les armées russes débandées, « blanches » ou « rouges » et contre les nombreux déserteurs qui se livraient au pillage. En mars 1918, face aux attaques des bolcheviks de la république soviétique d'Odessa qui revendique et tente d'envahir le pays, le Parlement moldave décide la réunion du pays au royaume de Roumanie par 86 voix contre 3 et 36 abstentions. Le pays échappe ainsi à l'occupation allemande (qui, selon le traité de Brest-Litovsk, englobe les pays baltes, la Biélorussie et l'Ukraine) et à la guerre civile russe.

Dans les années 1919-1930, la Roumanie développe le réseau scolaire et met les voies ferrées aux normes européennes. L'Office Nansen est très actif en Bessarabie et y accueille des dizaines de milliers de réfugiés majoritairement russes, juifs et ukrainiens fuyant la Guépéou, la collectivisation et les famines soviétiques de 1921-1922. Le 23 février 1932, près du village d'Olănești sur le Dniestr, quarante réfugiés russes et juifs, femmes et enfants compris, fuyant la terreur rouge, sont abattus par les gardes-frontière soviétiques : le fait est relaté par les survivants dans les journaux européens.

Le 26 juin 1940, selon les protocoles secrets du pacte Hitler-Staline, l'URSS adresse un ultimatum au royaume de Roumanie. L'administration roumaine a 48 heures pour évacuer la Bessarabie et la Bucovine du Nord (44 522 km² avec l'arrondissement de Hertsa) qui sont aussitôt occupés par

l'Armée rouge. Ces régions sont alors encore peuplées à 76 % de Roumains, le reste se partageant entre les Ukrainiens, les Russes, les Juifs, les Bulgares et des Turcs chrétiens dits « Gagaouzes ».

La Bessarabie rejoint alors la petite République socialiste soviétique autonome moldave de 8 100 km², créée en 1924 au sein de la république socialiste soviétique d'Ukraine. Dès cette époque, le territoire de la Bessarabie faisait, pour la diplomatie soviétique, partie de la RASS moldave et donc de la RSS d'Ukraine, les Soviétiques n'ayant jamais reconnu le rattachement de 1918 de la République démocratique moldave à la Roumanie. Pendant cinq semaines, du 28 juin 1940 au 2 août 1940, la RSSA moldave comprend l'ex-RSSA moldave et la Bessarabie, avec une surface de 52 710 km².

Le 2 août 1940, la RSSA moldave est transformée en RSS moldave. Certains « raions » restent cependant dans la RSS ukrainienne et sortent ainsi de la RSS moldave. En Bessarabie, la région littorale au sud et celle de Hotin au nord (aujourd'hui Khotyn) sont également attribuées à la RSS d'Ukraine. La RSS moldave couvre dès lors 33 843 km².



Carte de la Roumanie, Bessarabie et Bucovine en 1942

La région est reprise pendant la Seconde Guerre mondiale, en juillet 1941, par les Roumains (cette fois alliés aux Allemands sous le régime du maréchal Antonescu). La partie de l'Ukraine comprise entre le Dniestr et le Boug, alors nommée par les Roumains « Transnistrie » (puisque ce territoire est situé pour eux « de l'autre côté » du Dniestr), comprenant la grande ville portuaire d'Odessa, passe sous administration militaire roumaine. La Transnistrie devient une zone de déportation du régime Antonescu, où les résistants, les Roms et les Juifs de Roumanie sont assassinés ou mis au travail forcé. Laissés dans le plus grand dénuement et à la merci des Einsatzgruppen nazis, beaucoup y mourront de faim, de froid et d'épidémies, comme la population locale ukrainienne, elle-même très éprouvée.

[L'extermination des Juifs de Bessarabie et de Bucovine.](#)

Le procureur militaire, le général Ion Topor, ordonna à ses subordonnés « de déporter au-delà du Dniestr tous les Ukrainiens et Roumains qui [avaient] pris part à des activités communistes, et d'exécuter tous les minoritaires [c'est-à-dire les Juifs] tombant sous cette catégorie. Vasiliu ordonna au colonel Meculescu, de l'Inspectorat des gendarmes de Chişinău (Kishinev), d'« identifier et d'arrêter tous les Juifs, de n'importe quel sexe ou âge, encore présents dans les zones rurales. Dès le 9 juillet 1941, le général Voiculescu, gouverneur de Bessarabie, commença à recevoir des rapports sur « le nettoyage du terrain » par les gendarmes. Le 11 juillet, le lieutenant-colonel A. Ionescu, chef de la seconde section de l'État-Major de l'armée roumaine, rapporta à ses supérieurs que ses hommes avaient déjà préparé et mis en œuvre un plan destiné « à éliminer l'élément judaïque du territoire de Bessarabie en constituant des équipes qui agissaient en avant des troupes roumaines » Le 19 juillet, le vice-ministre Popescu ordonna à l'Inspectorat général de la gendarmerie « que tous les Juifs qui se trouv[ai]ent dans des camps de travail ou qui [étaient] détenus soient soumis à des travaux difficiles. En cas de fuite, il [fallait] en fusiller un sur dix [parmi les restants]. S'ils ne travaill[ai]ent pas de façon satisfaisante, on ne leur donnera[it] pas de nourriture. Il leur sera[it]

interdit d'en recevoir comme d'en acheter. De nombreux Juifs de Bessarabie et de Bucovine détenus en otage furent exécutés, ces assassinats ne nécessitant aucune justification ultérieure.

Le 25 juillet 1941, les troupes roumaines conduisirent un convoi de 25 000 Juifs roumains au-delà du Dniestr, dans l'Ukraine occupée par les Allemands (la province de Transnistrie ne fut constituée que fin août 1941), probablement dans l'espoir que ces derniers en finiraient rapidement avec eux. Sur les 25 000 Juifs bessarabiens menés au-delà du Dniestr, 16 500 seulement revinrent : plus de 8 000 avaient péri entre le 25 juillet et le 17 août. Les Allemands rédigèrent un rapport sur le massacre d'Iampol : l'*Einsatzgruppe D* rapporte que sur les 27 500 Juifs renvoyés en territoire roumain, il en avait abattu 1 265, pour la plupart des jeunes. Mais le même rapport fait état de 3 105 Juifs assassinés à Cernauti – il s'agit de toute évidence d'épisode distinct du précédent...

Cette déportation avortée accéléra la création par l'administration roumaine de camps de transit et de ghettos en Bessarabie et dans la Bucovine du Nord. Les Juifs de ces deux régions furent rassemblés à Secureni, Edineti, Marculesti, Vertujeni et dans d'autres camps de transit plus petits. Chargés de les acheminer jusqu'à ces camps, la gendarmerie les traîna dans toutes les directions sur les routes défoncées de la campagne roumaine, le plus souvent sans eau ni nourriture ; au moins 17 000 d'entre eux périrent en août au cours de ces marches forcées. Les enfants en bas âge furent les premières victimes. C'est aussi en juillet 1941 qu'un autre groupe de 30 000 Juifs effectua un trajet tout aussi complexe, de Secureni à Cosauti-Vertujeni. Les villageois attendaient impatiemment le passage de la colonne afin d'« acheter » pour quelques centaines de lei des Juifs bien habillés, puis ils les tuaient pour leur prendre vêtements et chaussures. Dans le village de Barnova, près de Lipnic, cette activité prit des proportions considérables.

Le 6 octobre 1941, le général Ion Antonescu déclara au Conseil des ministres : « *En ce qui concerne les Juifs, j'ai pris la décision de les chasser tous et pour toujours de ces provinces. J'en ai encore en Bessarabie environ 1000 qui d'ici quelques jours seront envoyés au demà du Dniestr et si les circonstances le permettent, expédiés au-delà de l'Oural.* »

Les Juifs de Bessarabie furent déportés du ghetto de Chişinău, du camp de Vertujeni (ouvert pour les Juifs du district de Soroca, du camp de Marculesti. Furent également déportés les Juifs de différents ghettos. La déportation des Juifs au-delà du Dniestr ne devait être qu'une étape, la destination finale étant l'Ukraine au-delà du Bug. La déportation fut organisée par l'armée avec l'appui des gendarmes.

Le 7 septembre 1941, les ordres suivants étaient transmis :

1. L'opération d'évacuation des Juifs commencera le 12 septembre. Le camp de Vertujeni sera évacué vers Cosauri et Resina, conformément aux instructions de l'inspectorat des gendarmes de Chişinău .
2. Des groupes de 1600 personnes (enfants inclus) seront formés ; 800 personnes au maximum par jour traverseront le Dniestr.
3. De 40 à 50 charrettes accompagneront chaque groupe.
4. Les groupes quitteront Vertujeni tous les deux jours.

La consigne avait été donnée pour que soient exécutés tous ceux qui par faiblesse ou par maladie ne pourraient pas suivre. Des fosses pouvant contenir une centaine de personnes devraient être creusées loin des villages de façon qu'on n'entende ni les cris ni les coups de fusil. Ces fosses devaient être creusées tous les 10 kilomètres. Conformément aux ordres, le camp de Vertujeni qui comptait 22 150 personnes devait commencer le 12 septembre 1941. Le rythme de la marche devait

être de 30 km par jour. La déportation des 22 969 Juifs de Vertujeni eut lieu entre le 12 septembre et le 4 octobre 1941 en sept convois de 3 200 personnes chacun. Le nombre de charrettes fut bien inférieur aux prévisions. Les gens partirent sans nourriture. Les convois étaient des convois de malheureux épuisés de faim, de misère et de maladie. Nombreux sont ceux qui périrent en route.

Début octobre 1941, l'ordre de déporter les Juifs du ghetto de Chişinău fut donné. Il en fut de même pour les Juifs du Sud de la Bessarabie. Le point de passage du Dniestr pour les Juifs de Chişinău furent Rezina et Tighina. Le 8 octobre commença la déportation des Juifs de Chişinău en un convoi de 2 500 personnes. À la date du 31 octobre, 10 225 Juifs avaient été évacués. En mai 1942, il restait encore quelques malades et orphelins juifs à Chişinău. Ils furent eux aussi « évacués ». L'administration de la province informa le Conseil des ministres que dès le 30 juin 1942, le ghetto de Chişinău avait cessé d'exister...



Soldats roumains supervisant la déportation des Juifs du ghetto de Chişinău le 28 octobre 1941

Des ordres similaires de déportation furent donnés à propos de la Bucovine. En fait, le 4 octobre 1941, l'État-Major général envoya l'ordre signé de Dinulescu, au commandement militaire de Cernăuți : « Tous les Juifs de Bucovine seront envoyés à l'est du Dniestr, conformément aux instructions du maréchal Antonescu » En vertu de cet ordre, plus de 50 000 personnes de Cernăuți furent parquées dans un lieu qui ne pouvait en contenir que 20 000. Storojinet ne fut pas la seule localité d'où commencèrent les déportations le 13 octobre ; la déportation des Juifs de Cernăuți débuta également à cette date. Les maisons de ces derniers avaient été pillées par les habitants ukrainiens et roumains, comme le mentionne une note de la Siguranta (police secrète roumaine). La déportation des derniers Juifs du sud de la Bucovine, en 1941, se poursuivit pendant plusieurs semaines après la fin des déportations des Juifs de Cernăuți.

Les massacres d'Odessa d'octobre 1941

Odessa est un port sur la mer Noire situé au sud-ouest de l'Ukraine. À cette époque, la plus importante communauté juive d'Union soviétique vivait à Odessa. Elle comptait environ 600 000 habitants en 1939, dont à peu près 180 000 Juifs, soit 30% de la population totale. Dès 1937, Miron Cristea, future premier ministre de la Roumanie incitait ses fidèles à combattre « les parasites juifs ». C'est dans ce pays que l'été 1940 un « statut juif » très complet, lois de Nuremberg comprises, avait été promulgué. Quelques méthodes hitlériennes paraissaient s'y être implanter. Le 22 juin 1941, l'Allemagne nazie et ses alliées de l'Axe, dont la Roumanie, envahissaient l'Union Soviétique, rompant le pacte germano-soviétique. En août 1941, les troupes roumaines mirent le siège devant Odessa. La ville capitula le 16 octobre 1941. Au moins la moitié de la population juive avait fui avant que les troupes de l'Axe n'encerclent la ville. Il y restait de 80 000 à 90 000 Juifs au début de l'occupation roumaine commandée par le général Ion Antonescu fidèle à Hitler. Le 22 octobre 1941, une bombe explosait au quartier-général des forces militaires roumaines. Cet attentat qui tua le général Glogojanu, commandant d'Odessa et 16 officiers, 9 sous-officiers et 35 autres militaires, fut un prétexte des massacres de masse de la population juive. Le soir même, le gouvernement



La Shoah en Transnistrie. Les ghettos sont marqués par une étoile et les massacres par une tête de mort

roumain ordonna des représailles implacables. Aussitôt, le nouveau commandant d'Odessa, le général Trestioreanu annonça qu'il allait prendre des mesures pour pendre les Juifs et les communistes sur les places publiques. Durant la nuit, 5 000 personnes seront exécutées. Des unités de l'armée roumaine rassemblèrent 19 000 Juifs sur une place publique dans la zone du port et en fusillèrent un grand nombre. Ils arrosèrent les autres d'essence et les brûlèrent vifs. Au moins 20 000 autres Juifs furent rassemblés dans la prison locale puis emmenés au village de Dalnik. Là, les Roumains fusillèrent un certain nombre de Juifs puis enfermèrent les autres dans des entrepôts auxquels ils mirent le feu. Les troupes roumaines tirèrent sur tous les Juifs qui tentaient de fuir l'incendie. Odessa devint le siège administratif de la Transnistrie (partie de l'Ukraine située entre le Boug et le Dniestr qui fut sous contrôle roumain de 1941 à 1944). Cet événement a permis à Hitler à l'aide du général Antonescu d'étendre son génocide antisémite jusqu'en Ukraine. Lors de cette guerre la prise d'Odessa a permis à Antonescu de se renforcer et ainsi renforcer les forces de l'Axe à l'Est.

Pendant la Shoah, la Roumanie a été le théâtre de massacres de masse parmi les plus lourds de la Seconde Guerre mondiale et pourtant largement méconnus : les pogroms de Bucarest (plusieurs centaines de Juifs), de Jassy (Iasi) (entre 13 et 15 000 victimes), les massacres d'Odessa (plus de 30 000 victimes le 22 octobre 1941), de Bessarabie et de Bucovine (entre 45 000 et 65 000 victimes), enfin les déportations en Transnistrie (un territoire que le régime du maréchal Antonescu considérait comme son « dépotoir ethnique ») avec un nombre de victimes atteignant les 465 000. Mais il est difficile de chiffrer avec précision le nombre de Juifs assassinés par les armées roumaines et allemandes en Bessarabie et en Bucovine, parce qu'on ne sait pas exactement combien les Soviétiques en déportèrent de ces deux provinces entre juillet 1940 et juin 1941, et combien suivirent l'Armée rouge ou les autorités civiles soviétiques dans leur retraite. Le dernier recensement roumain effectué avant la Seconde Guerre mondiale (1930) indique le chiffre de 756 930 Juifs (ce qui en faisait à l'époque la troisième communauté juive d'Europe). Environ 315 000 Juifs vivaient en Bessarabie et en Bucovine en 1930 : 205 958 en Bessarabie représentant 7,2 % de la population de la région ; 107 975 en Bucovine, soit 10,9 % de la population. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il en restait 375 000. 381 000, soit à peu près la moitié, ont donc disparu. 150 000 Juifs roumains du nord de la Transylvanie se sont retrouvés sous souveraineté hongroise à partir d'août 1940 (130 000 seront tués à Auschwitz). 250 000 Juifs roumains ont été assassinés, plus 200 000 Juifs ukrainiens des territoires occupés (à ce nombre, il faut ajouter 15 000 des 25 000 tsiganes qui ont été déportés). La Shoah en Roumanie a souvent été définie comme une Shoah « oubliée ». La Roumanie a dû se confronter à un lourd héritage d'antisémitisme et de nationalisme d'État, qui n'a pas commencé avec l'avènement au pouvoir de Hitler, mais qui date du début du XX^e siècle et qui a touché toutes les couches de la société, l'intelligentsia et le peuple, et s'est notamment concrétisé dans le mouvement légionnaire. Il a fallu attendre novembre 2004 pour que la Roumanie accepte – en réalité contrainte et forcée par sa candidature à l'Union européenne – de reconnaître officiellement sa participation à la Shoah, après l'avoir niée pendant cinquante ans. De même, seule la pression internationale a mis un frein à l'entreprise de réhabilitation des criminels de guerre. Pour les discours officiels roumains, donc, il n'y aurait pas eu de Shoah dans un pays qui aurait protégé ses Juifs, et la responsabilité aurait incombé avant tout aux Allemands. La vérité est toute autre. (Sources : Radu Ioanid La Roumanie et la Shoah)